

Université de Montréal

Le « suffragium » et la corruption administrative dans l'empire romain
au IV^e siècle

par
Mikael Papadimitriou

Département d'Histoire
Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Arts et Sciences
en vue de l'obtention du grade de M.A.
en Histoire
Option Recherche

Août, 2014

© Mikael Papadimitriou, 2014

Résumé

En continuité avec les ouvrages récents (Veyne 1981, MacMullen 1988 et Kelly 2004) qui tentent de relativiser les effets néfastes de la corruption lors du Bas-Empire, ce travail étudie le *suffragium*, le processus de nomination des fonctionnaires de bureaux, afin d'évaluer comment les acteurs sociaux du IV^e siècle considéraient ce phénomène. Ce système, organisé d'une telle façon que les hauts fonctionnaires devaient fournir des lettres de recommandation aux candidats postulant à des postes au sein de la fonction publique, serait devenu complètement corrompu durant le IV^e siècle et les lettres de recommandation auraient commencé à être systématiquement vendues. Pourtant, les lois de Constantin, Constance et Julien ne fournissent aucune preuve tangible que le *suffragium* était dans tous le cas vénal à cette époque. Bien au contraire, les empereurs ajoutaient la plupart de temps des épithètes au terme *suffragium* pour spécifier qu'il parle du *suffragium* vénal. Généralement, les empereurs sont présentés comme farouchement opposés au *suffragium* et à toutes les tractations qui y sont attachées. Loin d'être aussi hostiles envers les « pratiques corrompues », les empereurs de la dynastie constantinienne firent preuve d'un certain pragmatisme en voyant qu'ils ne pouvaient contrôler toutes les nominations de ceux qui voulaient entrer dans la fonction publique et que ce n'était pas nécessairement à leur avantage de le faire. Les empereurs se concentrèrent plutôt sur les restrictions entourant les promotions afin de faire en sorte que les personnes qui avaient de réels pouvoirs soient celles qui avaient démontré leurs qualités tout au long de leurs années de service. Bien qu'ils n'aient pas concrètement légiféré sur les critères d'embauche des candidats, cela ne veut pas dire que n'importe qui pouvait obtenir un poste. À travers l'étude des lettres de Libanios et de Symmaque, ce travail démontre que les hauts fonctionnaires ne fournissaient pas de lettres à quiconque le demandait, puisque leur réputation pouvait être entachée par le fait d'avoir recommandé un mauvais candidat à un de leurs amis. Les hauts fonctionnaires qui recevaient les recommandations pouvaient également soumettre les candidats à des examens afin d'être certains de la qualité de l'individu. Ce système officieux de contrôle des candidats vint pallier, en partie, les déficits de la législation impériale. Conjointement, la loi et les usages permirent à l'administration de fonctionner en lui fournissant des candidats qui répondaient aux critères de l'époque.

Mots-clés : Bas-Empire romain, Administration, Fonctionnariat, Corruption, *Suffragium*.

Abstract

In line with recent literature (Veyne 1981, MacMullen 1988 and Kelly 2004) that attempts to relativize the negative effects of corruption during the later Roman Empire, this paper examines *suffragium*, the process of appointing officials, in order to demonstrate that this phenomenon is not as bad as the historiography of the twentieth century makes it out to be. This system, which was organized in such a way that the high officials had to provide letters of recommendation to candidates to positions in the public service, became completely corrupted during the fourth century and the letters were eventually systematically sold. Yet the law of Constantine, Constantius and Julian provides no tangible evidence that *suffragium* was bought in all instances during that period. On the contrary, the emperors often added an adjective after the noun *suffragium* to specify that it was bought. Typically, emperors are portrayed as fiercely opposed to *suffragium* and all negotiations pertaining thereto. The emperors of the Constantinian dynasty were not nearly as fierce against those "corrupt practices and they even showed some pragmatism, having understood that they could not control all appointments of those who wanted to enter the public service and that it was not necessarily in their best interest. The emperors focused mainly on legislation surrounding promotions to ensure that people who had real power were those who have shown their qualities throughout all their years of service. Although they did not specifically stated the criteria for hiring candidates, it does not mean that anyone could enter. Through the study of Libanios' and Symmachus' letters, this paper demonstrates that high officials did not provide letters to anyone who asked for them, as their reputation might have been tainted by having recommended a poor candidate to their friends. High officials who received the recommendations could also ascribe certain tests to the candidates to be certain of the individual's quality. This informal system of control of the candidates compensated, in part, for the deficits in the imperial legislation. Together, these two systems enabled the administration to function by providing candidates who met the criteria of the time.

Keywords : Later Roman Empire, Administration, Public Service, Corruption, *Suffragium*.

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract	ii
Table des matières.....	iii
Remerciements.....	v
Introduction.....	1
Chapitre I : État des recherches sur le <i>suffragium</i>	14
L'étude du <i>suffragium</i> comme prérogative des juristes	14
Le <i>suffragium</i> comme preuve de la décadence de l'Empire romain	18
La lente réhabilitation du <i>suffragium</i>	26
Chapitre II : La législation impériale	30
Contexte : L'Empereur, les juges et le système législatif romain	31
Le <i>Codex Theodosianus</i>	39
La terminologie impériale à l'égard du <i>suffragium</i>	43
Définition des termes <i>suffragium</i> , <i>suffragatio</i> , <i>suffragator</i> et <i>suffragari</i>	44
La connotation et l'utilisation du terme <i>suffragium</i>	47
La vénalité du <i>suffragium</i>	48
La politique impériale à l'égard du <i>suffragium</i>	51
Constantin (312-337)	51
Constance II (337-361)	58
Julien (361-363)	68
Conclusion	69
Chapitre III : Les lettres de Libanios	71
La vie de Libanios.....	72
L'école de Libanios : étudiants, admission et placement	74
Correspondance et société au IV ^e siècle	76
La correspondance de Libanios	78
Analyse des lettres	79
Chapitre IV : Symmaque	95

Quintus Aurelius Symmachus.....	95
Analyse des lettres	98
Conclusion	106
Bibliographie.....	111
Annexes.....	i
I. Liste des empereurs de César à Julien (49 av. - 363 ap. J.-C.).....	i
II. Schéma de l'administration à l'époque de la <i>Notitia Dignitatum</i>	iii
III. Schéma de l'administration centrale durant l'Antiquité tardive	iv

Remerciements

J'aimerais remercier mon directeur de recherche, M. Christian R. Raschle, de m'avoir suivi tout au long de mes études depuis le début de ma troisième année au Baccalauréat ainsi que de m'avoir amené dans une voie qui me passionne. Je tiens aussi à remercier M. Pierre Bonnechere qui, bien qu'il n'ait pas été mon directeur de recherche, prit le temps de répondre à toutes mes questions concernant mon parcours académique et les opportunités qui se présentaient à moi. Je me dois également de remercier tous les professeurs et chargés de cours de l'Université de Montréal, notamment Mme Denyse Baillargeon, M. Philippe Genequand, M. Benjamin Victor et M. Louis-André Dorion, qui m'ont inculqué d'importants principes et m'ont permis d'élargir mes horizons.

Je tiens à remercier ma famille et mes proches de leur support inconditionnel.

Introduction

Après avoir raccompagné les ambassadeurs des Blemmyes, une mission qui lui fut décernée par la cour impériale, le soldat romain Flavius Abinnaeus revint devant l'empereur Constance II avec de nouvelles recrues à la toute fin des années 330. À la suite de son audience, Abinnaeus fut libéré du service militaire et fut nommé *praefectus alae* (fonctionnaire responsable d'une aile de cavalerie) de la ville de Dionysias. Alors qu'il se dirigeait vers l'Égypte, où était située Dionysias, afin de prendre possession de son poste en tant que fonctionnaire civil, Abinnaeus eut une mauvaise surprise. Le *comes* (position équivalente à un gouverneur pour les provinces militarisées) Valacius, à qui Abinnaeus avait envoyé les documents impériaux prouvant qu'il avait été nommé *praefectus alae*, lui répondit que d'autres hommes avaient déjà produit les mêmes documents et qu'il refusait de lui octroyer son poste¹.

Choqué par sa constatation, Flavius Abinnaeus écrivit une lettre, en latin, à l'empereur Constance II². Dans cette lettre, Abinnaeus raconte sa carrière ainsi que les accomplissements qui ont fait en sorte qu'il a pu adorer la pourpre et obtenir le poste de *praefectus alae* de par la volonté de l'empereur. Il explique ensuite le problème à l'empereur et lui dit que puisqu'il est clair que les autres hommes ont obtenu leurs documents à travers le *suffragium* tandis que lui les a obtenus par la sainte volonté de l'empereur (*iudico sacro*), l'empereur doit prioriser sa candidature et ordonner que ceux qui sont entrés dans le camp de Dionysias par *suffragium* soient chassés³.

La lettre qu'Abinnaeus envoya à l'empereur, dont nous possédons l'une des premières versions du texte, porta fruit puisque ce dernier est attesté en tant que *praefectus alae* de Dionysias à partir du 29 mars 342⁴.

¹ T. D. Barnes, « The Career of Abinnaeus », *Phoenix*, vol. 39, no 4, 1985, p. 368-374.

² Voir Annexe 1 pour la liste des règnes des empereurs romains.

³ *P. Abinn.* 1.

⁴ La première mention d'Abinnaeus en tant que *praefectus alae* émane d'une pétition que lui envoya un certain Aurelius Sakaon qui conserva l'originale de la lettre dans ses archives (*P. Sakaon* 47 = *P. Abinn.* 44 = *P. Theadelphia* 23).

Cet épisode raconté par Abinnaeus est typique de la manière dont la société et l'administration du Bas-Empire sont perçues⁵. Une reconstitution typique de l'histoire du Bas-Empire peut être résumé comme suit : alors que l'État était obligé de s'appuyer sur une bureaucratie de plus en plus corrompue et cupide, la population de l'Empire aurait perdu foi envers l'administration centrale et se serait retournée vers d'autres hommes puissants, ce qui aurait mené à l'implosion de l'État romain. Les historiens ne se sont toutefois pas contentés de cette explication; de ce fait, les causes de la chute de l'Empire romain d'Occident sont devenues l'un des débats les plus importants sur l'histoire de l'Antiquité tardive⁶. L'argument de la décadence, une idée très présente dans les sources autant chrétiennes que païennes, devint rapidement central à ce débat. La décadence des mœurs aurait affecté l'esprit civique et le patriotisme, ce qui, jumelé au fait que les villes n'avaient plus aucun pouvoir, aurait fait en sorte de freiner le développement des villes et de rendre le rôle des citoyens passif. Parallèlement, l'administration impériale serait devenue un appareil bureaucratique trop lourd et complètement corrompu, notamment en raison du manque d'esprit civique. Autant les fonctionnaires civils que les soldats ne se souciaient plus du bien de la population, mais bien uniquement de leur carrière et de leur fortune.

Lorsque le sujet de la corruption administrative est abordé par les historiens, deux pratiques sont surtout discutées : les sportules (*sportulae*) et le suffrage (*suffragium*). Les sportules sont essentiellement des tarifs imposés par les fonctionnaires en échange de leurs services. Ces honoraires, au départ inventés par les fonctionnaires pour « équilibrer » leur salaire, furent rapidement réglementés par l'empereur qui tenta d'évaluer le coût maximal pour chacun des services offerts par les fonctionnaires. Le *suffragium*, le système par lequel les candidats

⁵ L'analyse du témoignage d'Abinnaeus sera faite dans la conclusion.

⁶ L'un des premiers et des plus influents auteurs à s'être intéressé à la question du déclin de l'Empire fut Edward Gibbon dans son ouvrage *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire* (London, Strahan & Cadell, 1782-1789). Sa thèse fut en grande partie reprise par A. H. M. Jones dans son article *The Decline and Fall of the Roman Empire* (*History*, vol. 40, 1955, p. 209-226) qu'il publia une dizaine d'années avant de terminer son ouvrage monumental sur l'histoire du Bas-Empire. Voir aussi R. MacMullen, *Corruption and the Decline of Rome*, New Haven, Yale University Press, 1988 qui tenta de relativiser l'argument de la perte d'esprit civique et du manque de coopération de l'élite et A. Demandt, *Der Fall Roms. Die Auflösung des römischen Reiches im Urteil der Nachwelt*, Munich, C. H. Beck, 2014² [1984], p. 397-430 pour un résumé systématique des thèses sur les causes intérieures du déclin de l'Empire romain, dont la plupart sont en lien avec l'administration.

entraient dans la fonction publique⁷, évolua d'une façon similaire. Originellement défini comme un vote par lequel un homme appuyait la candidature d'un autre durant la période républicaine, le *suffragium* prit une forme nouvelle durant le Bas-Empire en raison de la multiplication du nombre de nominations. Dans le cadre de ce système, ce devait être l'empereur qui nommait personnellement tous les fonctionnaires de l'Empire, autant les petits fonctionnaires qui travaillaient dans les bureaux que les hauts fonctionnaires qui devaient représenter l'Empereur dans le quart de l'Empire, mais, puisque l'Empereur ne pouvait prendre le temps d'étudier la candidature de tous les candidats, la nomination des fonctionnaires de bureaux se mit à fonctionner par recommandation de hauts fonctionnaires. Par la suite, le système serait très rapidement devenu corrompu et le processus de nomination des fonctionnaires devint progressivement une vente aux enchères des postes de la fonction publique⁸.

Ce portrait de l'Empire romain n'est pourtant applicable que pour les V^e et VI^e siècles qui ont laissé de nombreux témoignages de la corruption administrative. Cependant, puisque les historiens cherchèrent à trouver la date à laquelle la décadence commença à s'installer, ces pratiques furent souvent attribuées aux empereurs du IV^e siècle et, notamment, à la dynastie constantinienne. Pourtant, l'administration impériale venait tout juste de prendre la forme qui subsistera jusqu'à la chute de l'Empire byzantin. Comment est-ce que l'appareil bureaucratique romain pouvait déjà présenter les symptômes d'une bureaucratie vieillissante à l'époque même de sa conception? En effet, l'administration impériale s'est grandement transformée au cours des six premiers siècles de l'histoire de l'Empire romain⁹. Bien que les fonctionnaires impériaux fussent surtout des esclaves et des affranchis lors des I^{er} et II^e siècles,

⁷ Le concept de « fonction publique » est utilisé comme traduction de l'expression « civil service » utilisée par A. H. M. Jones dans plusieurs de ses oeuvres et qui est devenu un terme courant pour désigner l'administration impériale dans l'historiographie anglo-saxonne. Le terme « publique » est utilisé selon sa définition antique, notamment lorsqu'il est utilisé dans l'expression « *res publica* ».

⁸ Ce portrait de l'évolution du *suffragium* est celui donné par A. H. M. Jones, un auteur qui conserve encore aujourd'hui une place importante dans l'historiographie anglophone grâce à son ouvrage fondamental *The later Roman Empire, 284-602 : a Social Economic and Administrative Survey*, Oxford, Blackwell, 1964. Voir le Chapitre II pour un résumé des travaux des historiens sur le sujet et, plus précisément, la page 28 pour la position de Jones.

⁹ Pour un bon résumé de l'histoire administrative de l'Empire romain tardif, voir A. H. M. Jones, *The later Roman Empire, 284-602 : a Social Economic and Administrative Survey*, Oxford, Blackwell, 1964 et R. Delmaire, *Les institutions du Bas-Empire romain, de Constantin à Justinien, Vol. I, Les institutions civiles palatines*, Paris, Éditions du Cerf, 1995.

de plus en plus d'hommes de rang équestre intégrèrent les rangs de la fonction publique à partir du III^e siècle¹⁰. Le IV^e siècle vit finalement naître un pouvoir plus centralisé autour de la personne de l'empereur, s'appuyant sur une machine administrative plus complexe et hautement hiérarchisée.

Pour ce qui est du IV^e siècle, la définition du terme *suffragium* nous fournit un portrait plus dynamique¹¹. Sous Constantin, le *suffragium* est un témoignage d'un *suffragator* (celui qui fournit un *suffragium*) qui résulte d'une entente entre le *suffragator* et le *sollicitor* (celui qui demande un *suffragium*) qui peut (ou non) inclure un paiement en argent. Pour Constantin, le *suffragator* peut être un homme bon ou un homme mauvais et c'est la qualité de cet homme qui rend le *suffragium* valide ou non. À l'inverse, pour Constance, le *suffragium* est un témoignage malhonnête résultant d'une entente entre le *suffragator* et le *sollicitor* qui inclut fort probablement un paiement en argent. Sous Constance, le *suffragium* devient donc une nouvelle forme d'*ambitio*, une méthode illégale et illégitime d'obtenir un poste. Bien que le terme ne soit pas répertorié sous Julien, on peut tout de même déduire de par le vocabulaire coloré qu'il utilise pour décrire le phénomène qu'il proposerait une définition beaucoup plus péjorative que celle de Constance.

Puisque'il est important de bien connaître la structure administrative de l'empire romain tardif pour comprendre le fonctionnement du *suffragium* et les tractations qui en découlent, nous en ferons ici un court résumé. Depuis les réformes de Dioclétien, l'appareil bureaucratique romain était divisé en deux grands organes : l'administration centrale et l'administration provinciale. L'administration centrale était composée de tous les fonctionnaires qui se déplaçaient avec l'empereur au sein du *comitatus* (groupe composé de soldats et de fonctionnaires civils qui suivait constamment l'empereur). Puisque la cour des empereurs du IV^e siècle devait souvent se déplacer en raison des usurpations et des problèmes aux frontières, les fonctionnaires palatins devaient effectuer leur travail tout en voyageant, ce qui complexifia l'entreposage des

¹⁰ Pour l'histoire administrative du Haut-Empire, voir notamment F. Jacques, et J. Scheid, *Rome et l'intégration de l'empire (44 av. J.-C. - 260 ap. J.-C.)*. Tome I. *Les structures de l'Empire romain*, Paris, PUF, 2010³ [1990]; W. Eck, *Die Verwaltung des römischen Reiches in der Hohen Kaiserzeit. Ausgewählte und erweiterte Beiträge*, Basel, 1995 (Band 1) et 1997 (Band 2) et F. M. Ausbüttel, *Die Verwaltung des römischen Kaiserreiches, von der Herrschaft des Augustus bis zum Niedergang des Weströmischen Reiches*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1998.

¹¹ Pour une analyse plus poussée de la terminologie impériale, voir p. 43.

registres nécessaires à l'administration d'un si vaste empire. Plusieurs réformes apportées par Constantin I^{er} modifièrent la composition du *comitatus*¹². Il créa notamment le poste de *quaestor sacri palatii*, le conseiller juridique de l'Empereur qui avait la responsabilité de rédiger les constitutions impériales et devait superviser le travail des ministres des *scrinia*¹³. Avec sa réforme du poste de *magister officiorum*, Constantin donna à ce haut fonctionnaire le contrôle administratif et disciplinaire sur les *officia palatina* ainsi que la responsabilité de la coordination des activités des différents départements. En plus de superviser les *scrinia* qui s'occupaient des requêtes juridiques et de l'écriture des rescrits, il devait diriger les *agentes in rebus*, des fonctionnaires qui étaient souvent envoyés pour accomplir différentes missions et devaient superviser la poste ainsi que le travail des fonctionnaires provinciaux. Néanmoins, le groupe de fonctionnaires le plus important demeurait les notaires qui agissaient comme secrétaires du consistoire, l'assemblée regroupant tous les hauts fonctionnaires palatins qui conseillaient régulièrement l'empereur, et étaient constamment près de l'empereur, ce qui leur permettait de jouir d'un rang social particulièrement élevé. Finalement, les finances étaient administrées par deux autres fonctionnaires : le comte des largesses sacrées (*comes sacrarum largitionum*) qui s'occupait des finances publiques et le comte des choses privées (*comes rei privatae*) qui s'occupait des finances privées de l'Empereur¹⁴.

La centralisation de l'administration civile nécessitait surtout une réforme en profondeur de l'organisation des provinces. En réformant l'organisation provinciale, Dioclétien permit de niveler le rôle des gouverneurs des différentes provinces, ce que Constantin I^{er} paracheva dans la division de l'administration civile et militaire. Au bas de l'échelle de la structure provinciale se trouvaient les gouverneurs (*praeses*, *corrector*, *consularis* et *proconsul*¹⁵). Ces derniers

¹² Le règne de Constantin I^{er} semble en effet avoir agi comme un aimant qui a fait en sorte que des réformes effectuées autant par Dioclétien que par les successeurs de Constantin lui furent attribuées. Voir note n° 17 pour l'un des exemples les plus marquants.

¹³ Le *quaestor sacri palatii* semble avoir partagé cette fonction avec le *magister officiorum*. Il n'est pas clair comment les responsabilités étaient réellement délimitées entre les deux hauts fonctionnaires. Sur l'évolution du poste de *magister officiorum*, voir M. Clauss, *Der magister officiorum in der Spätantike (4.-6. Jahrhundert). Das Amt und sein Einfluss auf die kaiserliche Politik*, Munich, C. H. Bech, 1980.

¹⁴ Voir Annexe II et III pour des schémas de l'administration de l'Empire romain.

¹⁵ Ces quatre titres, bien qu'ils fassent tous référence à des gouverneurs, ne comportaient pas le même prestige. Le *praeses* occupait le rang hiérarchique le plus bas et devait se contenter de la dignité de perfectissime contrairement aux autres gouverneurs qui étaient tous clarissimes au début du IV^e siècle. Le proconsul se trouvait au sommet de la hiérarchie des gouverneurs. Son autorité rivalisait avec celle des préfets du prétoire, puisque les

étaient responsables de l'administration de tous les départements de leur province. Puisque l'administration civile s'occupait principalement des litiges judiciaires, le premier rôle des gouverneurs était celui de juge de première instance¹⁶. Afin de faciliter l'exécution de la volonté impériale dans les différentes provinces, Dioclétien les regroupa en diocèses, de nouvelles unités administratives qui étaient sous le contrôle de vicaires (*vicarii*)¹⁷. Les vicaires devaient superviser l'administration des provinces de leur diocèse et juger les causes en appel en tant que représentants de l'empereur. Durant le IV^e siècle, les bureaux les plus importants à l'extérieur du *comitatus* demeuraient ceux du préfet du prétoire. Auparavant un fonctionnaire responsable de la garde rapprochée de l'empereur, le préfet du prétoire devint, au cours du IV^e siècle, un officier purement civil, à la tête de l'une des quatre grandes préfectures, et qui supervisait le travail des vicaires dont le diocèse était compris dans sa préfecture¹⁸. Les bureaux du préfet étaient divisés en deux branches : l'une judiciaire et l'autre financière. Pour

proconsuls avaient un rang plus élevé que les vicaires, même s'ils étaient considérés comme des gouverneurs. Voir D. Slootjes, *The Governor and his Subjects in the Later Roman Empire*, Leiden, Brill, 2006, p. 16-20.

¹⁶ Les gouverneurs sont souvent simplement appelés *iudices* (juges) au sein de la législation impériale.

¹⁷ Sur les vicaires, voir M. T. W. Arnhem, « Vicars in the Later Roman Empire », *Historia: Zeitschrift für Alte Geschichte*, vol. 17, 1970, p. 593-606; C. Vogler, « La gestion administrative et financière des provinces du Bas-Empire romain », *L'Information Historique*, vol. 43, 1981, p. 193-206; A. Chastagnol, *L'évolution politique, sociale et économique du monde romain de Dioclétien à Julien. La mise en place du régime du Bas-Empire (284-363)*, Paris, Société d'édition d'enseignement supérieur, 1994³ [1982], p. 237; F. Grelle, « La forma dell'Impero », dans A. Momigliano et A. Schiavone (éds), *Storia di Roma*, vol. 3: *L'Età tardoantica: Crisi e trasformazioni*, Torino, Einaudi, 1993, p. 69; D. Feissel, « Vicaires et proconsuls d'Asie du IV^e siècle au VI^e siècle. Remarques sur l'administration du diocèse asianique au Bas-Empire », *Antiquité tardive*, vol. 6, 1998, p. 91-104; S. Corcoran, *The Empire of the Tetrarchs. Imperial Pronouncements and Government AD 284-324*, Oxford, Clarendon Press, 2000 [1996], p. 5 et A. Gutsfeld, « Der Prätorianerpräfekt und der Kaiserliche Hof im 4. Jahrhundert n. Chr. », dans A. Winterling (éd.), *Comitatus. Beiträge zur Erforschung des spätantiken Kaiserhofes*, Berlin, Akademie Verlag, 1998, p. 78.

¹⁸ L'histoire administrative du règne de Constantin a toujours donné lieu à plusieurs grands débats, mais celui qui a le plus retenu l'attention des historiens est sans aucun doute la question de la régionalisation de la préfecture du prétoire. Même si les sources littéraires antiques, notamment Zosime et Jean le Lydien, semblent d'accord sur le fait que c'est Constantin en tant que seul Auguste, c'est-à-dire entre 324 et 337, qui installa des préfets du prétoire régionaux, les sources juridiques et épigraphiques ne mentionnent aucunement la région administrative des préfets du prétoire durant le règne de Constantin ainsi que durant la majeure partie du règne de ses fils. Les appellations utilisées par Zosime et Jean le Lydien, qui sont aujourd'hui communément utilisées par les historiens, semblent donc être plus tardives. Pour différentes reconstitutions de l'histoire du développement de cette institution, voir notamment : B. Salway, « The Praetorian Prefecture of Africa under Constantine: a Phantom? », dans M. Mayer Olivé, G. Baratta et A. Guzman Almagro (éds), *Acta XII Congressus internationalis epigraphiae Graecae et Latinae: Provinciae imperii Romani inscriptionibus descriptae*, Barcelone, Institut d'Estudis Catalans, 2007, p. 1281-1286; A. Coskun, « Die Praefecti praesent(al)es und die Regionalisierung der Praetorianerpraefecturen im vierten Jahrhundert », *Millenium*, vol. 1, 2004, p. 279-328; P. Porena, *Le origini della prefettura del pretorio tardoantica*, Roma, L'«Erma» di Bretschneider, 2003; J. Migl, *Die Ordnung der Ämter: Prätorianerpräfektur und Vikariat in der Regionalverwaltung des Römischen Reiches von Konstantin bis zur Valentinianischen Dynastie*, Frankfurt, Peter Lang GmbH, 1994 et A. Chastagnol, « Les inscriptions africaines des préfets du prétoire de Constantin », dans A. Mastino (éd.), *L'Africa romana, Atti del III convegno di studio*, Sassari, Edizioni Gallizzi, 1986, p. 263-273.

ce qui est de l'administration de la justice, le tribunal du préfet du prétoire était le plus haut tribunal civil avant celui de l'empereur et recevait les causes portées en appel provenant du tribunal des vicaires. En tant que fonctionnaire responsable des finances, le préfet du prétoire devait calculer les besoins exacts de l'État chaque année afin d'estimer le taux d'imposition adéquat, ce qui rendait sa tâche plus compliquée et plus coûteuse que celles des autres départements. À partir de 359, Rome et Constantinople furent dirigées par des préfets de la ville, qui avaient des pouvoirs similaires aux préfets du prétoire et agissaient de manière indépendante. Les deux capitales formaient donc des unités administratives distinctes.

Chacun de ces hauts fonctionnaires¹⁹ était assisté par des bureaux (*officia*) qui étaient composés de nombreux fonctionnaires de grade inférieur (dorénavant appelés « fonctionnaires de bureaux » ou, tout simplement, « fonctionnaires ») et qui avaient leur propre hiérarchie. Contrairement aux hauts fonctionnaires qui ne gardaient leur poste que durant une très courte période de temps parce qu'ils étaient en grande demande, les fonctionnaires de bureaux étaient ceux qui soutenaient réellement l'administration impériale, puisqu'ils demeuraient en poste beaucoup plus longtemps²⁰.

Plusieurs facteurs limitaient cependant l'efficacité de la bureaucratie impériale²¹. Premièrement, les communications entre le *comitatus* et les instances régionales étaient relativement lentes. Le temps qu'il fallait à une lettre pour parcourir une certaine distance était extrêmement variable puisque plusieurs facteurs imprévus pouvaient ralentir le messenger. Nos sources démontrent parfois la grande efficacité des services postaux, notamment lorsqu'une lettre réussit à parcourir une distance importante en très peu de temps, et parfois les nombreux déboires encourus par les messagers, lorsqu'une lettre prend plusieurs jours pour atteindre son

¹⁹ La distinction faite entre hauts fonctionnaires et fonctionnaires de bureaux se base notamment sur le critère de la permanence. Tous les fonctionnaires qui sont nommés par l'empereur à la tête d'une division administrative civile, militaire ou financière (c.-à-d. : gouverneurs, vicaires, préfets du prétoire, préfets de la Ville, duc, *magister officiorum*, *comes rei privatae*, *comes sacrarum largitionum*, *quaestor sacri palatii*, etc.) et qui ont tendance à être mutés régulièrement sont considérés comme de hauts fonctionnaires. Les fonctionnaires qui feront l'objet d'une plus grande analyse au sein de ce travail sont ceux qui font leur carrière dans les bureaux de ces hauts fonctionnaires et qui demeurent dans le même bureau durant la majeure partie de leur vie, étant promu par ancienneté.

²⁰ Sur les fonctionnaires de bureaux, voir B. Palme, « Die officia der Statthalter in der Spätantike », *Antiquité Tardive*, vol. 7, 1999, p. 85–133 et R. Haensch, « Das Statthalterarchiv », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Romanistische Abteilung*, vol. 100, 1992, p. 209–317.

²¹ Tous ces problèmes seront abordés au fur et à mesure dans les prochains chapitres.

destinataire bien que l'émetteur provienne de la même ville. Pour accélérer la diffusion des documents impériaux, l'empereur empêchait tous les citoyens d'utiliser les services postaux et d'emprunter les animaux destinés à l'usage de la poste. Les citoyens normaux devaient donc se fier à des individus de confiance qui planifiait déjà voyager dans cette direction. Puisque la livraison de cette lettre n'était pas leur but premier, les messagers pouvaient décider d'arrêter à divers endroits sur leur chemin pour une période indéterminée, ralentissant ainsi, volontairement ou non, la livraison de la lettre. Deuxièmement, les hauts fonctionnaires travaillaient rarement pendant plusieurs années consécutives. La plupart d'entre eux étaient de grands propriétaires terriens et ne pouvaient donc pas s'absenter trop longtemps. Il leur était également difficile d'administrer leur propriété durant leur mandat puisque les gouverneurs ne pouvaient être responsables de la province d'où ils venaient. Après un court mandat comme gouverneur, ces hommes pouvaient passer plusieurs années en vacances (*otium*). C'est durant ces longues périodes que les *potentiores* pouvaient s'occuper et profiter de leurs biens meubles et immeubles. Ils pouvaient aussi tout simplement s'adonner à différentes activités récréatives ou intellectuelles comme la lecture et l'écriture. Pour la plupart de ces hommes, travailler dans l'administration impériale comme haut fonctionnaire n'était qu'un pénible intervalle dans une longue vie de vacances. Parallèlement, une minorité de hauts fonctionnaires se dévouaient corps et âmes à l'administration et demeurait en service pour la majorité de leur vie. Troisièmement, le développement de l'administration centrale et provinciale nuisait à l'administration municipale. Les municipalités étaient administrées par des conseils municipaux composés de décurions. Ces décurions étaient choisis parmi les hommes les plus riches de la municipalité et étaient forcés de prendre en charge diverses responsabilités (*munera*) pour lesquels ils n'étaient pas payés et devaient même déboursier des sommes importantes de leurs propres poches. Une fois qu'un homme obtenait le statut de décurion, il ne pouvait pas redevenir un simple citoyen et devait s'acquitter de ses responsabilités jusqu'à ce qu'il ait parcouru tous les échelons de l'administration municipale. Cependant, avec le développement important de l'administration impériale durant le IV^e siècle, l'empereur était contraint de choisir certains de ses nouveaux fonctionnaires parmi les décurions puisqu'ils représentaient l'élite municipale, par conséquent les individus les plus instruits de l'Empire. Dès lors, l'administration impériale devint une échappatoire pour les décurions qui désiraient

se défaire de leurs responsabilités. De plus, un poste dans la fonction impériale procurait à son détenteur différentes exemptions fiscales et différents privilèges.

La mise en place de cette structure administrative complexe exigeait un recrutement massif de nouveaux fonctionnaires pour remplir les bureaux de l'administration. En l'absence d'un système sophistiqué d'examens pour évaluer la qualité des candidats, l'administration centrale se basait sur un système de recommandation appelé *suffragium*. Le *suffragium* est donc un sujet extrêmement important pour la compréhension de l'administration durant le Bas-Empire romain puisque c'était la porte d'entrée du fonctionnariat. On ne peut en effet évaluer l'efficacité de l'administration impériale sans savoir si les candidats étaient choisis en raison de leur mérite, comme le système avait été officiellement conçu, soit par favoritisme, soit grâce à leurs connexions ou grâce à l'argent. Cependant, l'étude sur le sujet stagne puisque les chercheurs se limitent généralement à l'analyse de trois témoignages provenant de deux sources du IV^e siècle : un épisode raconté par Ammien Marcellin et deux lois discordantes du Code de Théodose (*Codex Theodosianus*).

L'historien Ammien Marcellin²², né dans la partie grecque de l'Empire durant les années 320, est mort dans les années 390. Ayant passé une grande partie de sa vie comme soldat sous les ordres de différents empereurs, Ammien s'installa finalement à Rome pour écrire ses *Res Gestae*, l'un des plus grands ouvrages historiques de l'Antiquité tardive. Bien que l'ouvrage eu initialement couvert l'histoire romaine entre 96 et 378, seule la partie concernant les années 353 à 378 est parvenue jusqu'à nous. Une grande partie des livres que nous possédons décrivent la vie et le règne de Julien (361-363). Dans le passage en question, Ammien décrit une altercation, ayant eu lieu en 361, entre l'empereur Julien et des notables égyptiens qui veulent recouvrer l'argent qu'ils ont payé à des *suffragatores* en échange de charges qu'ils ont effectivement obtenues.

²² Sur Ammien Marcellin, voir J. F. Matthews, *The Roman Empire of Ammianus*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1989; T. D. Barnes, *Ammianus Marcellinus and the Representation of Historical Reality*, Ithaca, Cornell University Press, 1998 et G. Kelly, *Ammianus Marcellinus: The Allusive Historian*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

*Ammien Marcellin, Res Gestae, 22, 6, 1-5 : Comment Julien força de nombreux Égyptiens qui étaient en litiges à rentrer chez eux*²³

Au même moment, agités par différentes rumeurs, plusieurs Égyptiens, une race d'hommes litigieuse et très heureuse de se quereller continuellement et d'une manière particulièrement complexe, ce qu'elle fait par habitude, et surtout avide de réclamer une somme accrue s'ils ont donné quelque chose à quelqu'un qui aurait exigé un paiement, vinrent (devant l'empereur) afin de pouvoir être débarrassés de la dette, ou bien certes afin de pouvoir payer ce qui était requis d'une manière plus agréable en utilisant un délai, ou bien afin de pouvoir accuser les hommes riches d'avoir réclamé l'argent, leur faisant ainsi peur et les forçant à éviter un procès. Tous ceux-ci s'étant entassés contre un seul, le prince lui-même (Julien), ainsi que les préfets du prétoire, en faisant du bruit à la manière des choucas, les dérangeaient d'une manière désordonnée, en tentant d'arracher après presque 70 ans des choses qu'ils affirmaient avoir données légalement ou bien autrement à plusieurs. Puisqu'ils ne permettaient qu'aucune autre affaire ne soit traitée, après qu'un édit fut annoncé, Julien ordonna que tous ceux-ci partent pour la Chalcédoine, promettant qu'il viendrait lui-même également immédiatement après, afin de mettre un terme à toutes leurs affaires. Une fois que ceux-ci eurent traversé, l'ordre fut confié aux maîtres des navires allant de ce côté et de l'autre côté de ne pas faire traverser un Égyptien. Puisque cet ordre fut observé avec un soin particulièrement considérable, cette entreprise entêtée d'intenter de fausses accusations s'évanouit et tous ceux-ci, frustrés parce que leur espoir avait été éliminé, retournèrent vers leurs maisons. À partir de cet événement, une loi fut promulguée, comme si elle avait été dictée par l'équité elle-même, par laquelle il était stipulé qu'aucun *suffragator* ne pouvait être dérangé au sujet des choses qui ont été établies qu'ils eussent accepté légalement²⁴.

²³ Toutes les traductions présentées dans ce travail ont été faites par moi. Les traductions fournies par C. Pharr, *The Theodosian Code and Novels and the Sirmondian Constitutions*, Princeton, Princeton University Press, 1952 furent utilisées comme outil de comparaison. Le même concept s'applique aux traductions des passages tirés de l'œuvre de Libanios, s'appuyant sur les traductions proposées par A. F. Norman, *Libanius. Autobiography and Selected Letters*, Cambridge, Harvard University Press, 1992, par S. Bradbury, *Selected Letters of Libanius from the Age of Constantine and Julian*, Liverpool, Liverpool University Press, 2004 et par B. Cabouret, *Libanius. Lettres aux hommes de son temps*, Belles Lettres, 2000, ou de Symmaque, s'appuyant sur celles proposées par J. P. Callu, *Symmaque. Œuvre*, Paris, Belles lettres, 1972-2009.

²⁴ Amm. 22, 6, 1-5 : *Per hoc idem tempus, rumoribus exciti variis, Aegyptii venere complures, genus hominum controversum et assuetudine perplexius litigandi semper laetissimum, maximeque avidum multiplicatum reposcere, si compulsori quicquam dederit, ut levare debito possit, vel certe commodius per dilationem inferre quae flagitantur, aut criminis vitandi formidine, divites pecuniarum repetundarum interrogare. Hi omnes densati in unum, principem ipsum, et praefectos praetorio, graculorum more strepentes, interpellabant incondite, modo non ante septuagensimum annum extorquentes, quae dedisse se iure vel secus plurimis affirmabant. Cumque nihil aliud agi permetterent, edicto proposito, universos iussit transire Chalcedona, pollicitus quod ipse quoque protinus veniet, cuncta eorum negotia finiturus. Quibus transgressis, mandatum est navigiorum magistris, ultro citroque discurrentium, nequis transfretare auderet Aegyptium, hocque observato cura perpensiore, evanuit pertinax calumniandi propositum, et omnes spe praesumpta frustrati, redierunt ad lares. Unde velut aequitate*

La loi mentionnée par Ammien est généralement associée à *CTh 2,29,1*, une loi promulguée par Julien en 362. Cette association permettrait de justifier la colère de l'empereur au moment de sa rédaction. Comme l'explique Ammien, cette loi ne s'attaque pas aux *suffragatores* qui vendent leur *suffragium*, mais bien uniquement à ceux qui, comme les Égyptiens, achètent le *suffragium* de ces hauts fonctionnaires.

CTh 2, 29, 1 (362) : L'empereur Julien au peuple

Certains hommes méritèrent d'occuper au moyen d'inventions honteuses²⁵ des postes qui sont accordés à ceux qui, parmi les hommes bons, les méritent et, alors qu'ils exerçaient le poste convenu n'importe où dans l'État, ils pensent faire une chose plus malhonnête et impudente en réclamant pour eux l'argent qu'ils ont payé de manière malhonnête. D'autres ont même cru qu'ils devaient pénétrer de nouveau dans la propriété qu'ils avaient alors donné ou plutôt qu'ils avaient abandonné pour des causes qui n'ont aucun mérite. Mais puisque les lois romaines ignorent entièrement les contrats de ce type, nous prohibons qu'aucune des richesses qu'ils ont abandonnées avec prodigalité et impiété ne leur soit rendue. Par conséquent, si quelqu'un s'efforce de réclamer ou bien qui est condamné d'avoir réclamé une telle chose, la chose qu'il donna à son *suffragator* restera auprès de ce dernier ou bien la chose qu'il lui arrachera retournera au *suffragator* et il sera forcé d'apporter une somme de la même grandeur au fisc²⁶.

Bien que cette loi protège en quelque sorte les *suffragatores*, l'objectif de Julien semble toujours être l'élimination des pratiques corrompues. On dénote toutefois un changement de ton dans la politique impériale durant le règne de Théodose I^{er}. Avec cette loi promulguée en 394, Théodose jette les bases légales du contrat de *suffragium* afin de régulariser les échanges entre requérants et *suffragatores*.

ipsa dictante lex est promulgata, qua cavetur nullum interpellari suffragatorem, super his quae eum recte constiterit accepisse.

²⁵ Julien fait ici notamment référence au *suffragium*. Voir p. 67 pour plus de détails sur la politique de Julien à l'égard du *suffragium*.

²⁶ *CTh 2, 29, 1 : IMP. IULIANUS A. AD POPULUM. Foedis commentis quae bonorum merito deferuntur quidam occupare meruerunt et, cum meruissent in re publica quolibet pacto versari, repetendam sibi pecuniam, quam inhoneste solverant, impudentius atque inhonestius arbitrantur: alii etiam, quae tunc donaverant vel potius proiecerant ob immeritas causas, invadenda denuo crediderunt. Sed quia leges Romanae huiusmodi contactus penitus ignorant, omnem repetendi eorum, quae prodige nefarieque proiecerunt, copiam prohibemus. Qui itaque repetere nititur vel repetisse convincitur, et quod dedit apud suffragatorem eius manebit vel extortum restituet et alterum tantum fisci viribus inferre cogetur. DAT. KAL. FEBR. CONSTANT(INO)P(OLI), MAMERTINO ET NEVITTA CONSS.*

CTh 2, 29, 2 = CJ 4, 3, 1 (394) : Les empereurs Théodose, Arcadius et Honorius au préfet du prétoire Rufinus

Si certains hommes désirant mettre de l'avant leurs requêtes demandent qu'un *suffragium* soit produit pour eux par quelqu'un et s'ils se lient par un engagement solennel (*sponsio*) à repayer ce qui est dû en retour, ils doivent rendre les choses promises lorsqu'ils obtiennent les choses qu'ils ont souhaitées. S'ils temporisent par des artifices, ils doivent être contraints de s'acquitter de la dette. Si quelque chose est donné à ce titre en or, en argent ou bien en tout autres biens meubles, le seul fait de le remettre est suffisant, et le contrat aura une robustesse perpétuelle, puisque l'obtention d'un bien meuble entamée de bonne foi est remplie de cette manière. Si ce pacte renferme des propriétés rustiques ou urbaines, un texte qui transfère ces choses à un autre individu sera émis, la remise concrète suivra, et les archives attesteront que la chose fut complétée. Sans quoi, les choses ne peuvent passer à un nouveau maître et ne peuvent s'écarter de l'autorité originelle. Si quelqu'un, alors qu'il s'appuie uniquement sur les instructions (*commonitorium*) au sujet du *suffragium*, pense qu'il doit s'emparer des biens, il sera reconnu coupable de témérité et de violence, et la possession sera remise dans son état précédent, puisque celui qui n'hésita pas à envahir ce qu'il aurait dû revendiquer (dans un procès) sera éloigné de la requête²⁷.

Ces trois passages sont au cœur de la plupart des études sur le *suffragium*. Bien qu'il y ait plusieurs autres documents qui informent sur le système de nomination des fonctionnaires de bureaux, les historiens semblent s'être uniquement intéressés à l'évolution de la politique impériale envers le *suffragium*. Toutefois, la législation impériale n'explique pas le fonctionnement du *suffragium*, elle réagit plutôt à des pétitions spécifiques qui furent envoyées à l'empereur. Les lois, en raison de leur nature, tracent un portrait beaucoup plus sombre du *suffragium* en mettant en relief tous les problèmes encourus. De plus, l'époque la moins bien connue de l'histoire du *suffragium* est, ironiquement, celle de la gestation de

²⁷ CTh 2, 29, 2 : IMPPP. THEOD(OSIUS), ARCAD(IUS) ET HONOR(IUS) AAA. RUFINO P(RAEFECTO) P(RAETORI)O. Si qui desideria sua explicare cupientes ferri sibi a quoquam *suffragium* postularint et ob referendam vicem se sponsione constrinxerint, promissa restituant, cum ea quae optaverint consequantur: si artibus moras nectent, ad solutionem debiti coartandi sunt. Sed si quid eo nomine in auro vel argento vel in ceteris mobilibus datum fuerit, traditio sola sufficiat et contractus habebit perpetem firmitatem, quoniam conlatio rei mobilis inita integra fide hac ratione cumulatur. Quod si praedia rustica vel urbana placitum continebit, scriptura, quae ea in alium transferat, emittatur, sequatur traditio corporalis et rem fuisse completam gesta testentur; aliter enim ad novum dominum transire non possunt neque de veteri iure discedere. Quod si quis, dum solo *commonitorio* de *suffragio* nititur, bona duxerit occupanda, reus temeritatis ac violentiae retinebitur atque in statum pristinum possessio reducetur, eo a petitione excluso, qui non dubitavit invadere, quod petere debuisset. DAT. IIII NON. MART. CONSTANT(INO)P(OLI) ARCAD(IO) III ET HONOR(IO) II AA. CONSS.

l'administration impériale tardive, soit celle de la dynastie constantinienne. Bref, il apparaît donc primordial d'étudier le développement du *suffragium* dans l'ensemble de ses facettes en utilisant le témoignage d'individus qui se trouvaient à différents niveaux de la société et qui jouaient un rôle différent dans la nomination des fonctionnaires de bureaux durant les règnes de Constantin (312-337), Constance II (337-361) et Julien (361-363). Cela nous permettra de déterminer comment fonctionnait la procédure par laquelle les fonctionnaires en venaient à obtenir leur poste et si les contemporains considéraient corrompues les pratiques entourant le *suffragium*.

Pour ce faire, ce travail sera divisé en cinq chapitres. Le premier chapitre définira, au moyen de la législation impériale, le terme *suffragium* ainsi que les mots qui font partie de la même famille et qui sont utilisés dans le contexte administratif. Le second résumera l'état des recherches sur le *suffragium* afin de mieux positionner la présente étude parmi les travaux récents sur le sujet. Le troisième s'intéressera à la législation impériale et expliquera le rôle de l'empereur ainsi que la manière dont le système législatif romain fonctionnait afin de mettre en perspective l'efficacité des lois et leur impact sur le fonctionnement du *suffragium*. Le quatrième analysera l'imposante correspondance de Libanios (314-393), un rhéteur d'Antioche qui agissait comme intermédiaire entre les hauts fonctionnaires et les requérants. Le cinquième et dernier chapitre utilisera les lettres de Symmaque (340-402), bien que les documents aient été rédigés après la mort de Julien, afin de confirmer les hypothèses élaborées en utilisant le témoignage de Libanios, d'intégrer à l'étude le témoignage du premier haut fonctionnaire à avoir laissé derrière lui sa correspondance et d'avoir un témoignage occidental sur le sujet. La lettre de Flavius Abinnaeus, l'un des seuls petits fonctionnaires dont nous avons le témoignage, sera finalement intégrée aux autres documents au sein de la conclusion.

Chapitre I : État des recherches sur le *suffragium*²⁸

L'étude du *suffragium* comme prérogative des juristes

La signification du terme *suffragium* ne fait actuellement pas l'objet d'un consensus. Plusieurs juristes, philologues et historiens se sont intéressés à ce mot et ont tenté d'expliquer l'évolution de sa définition au cours du Bas-Empire. Puisqu'aucune loi promulguée durant les règnes de Constantin et de ses fils ne prend le temps de définir ce terme et que son utilisation n'est pas systématique, les historiens s'en remettent encore aujourd'hui aux interprétations des juristes, qui datent parfois de plus de 400 ans, pour tenter de comprendre la législation romaine. Il est donc important d'analyser la manière dont la définition et l'histoire de ce concept évolua à travers les siècles et comment cette évolution influença la perception de l'administration et de la société du Bas-Empire.

L'intérêt pour le *suffragium*, mais plus généralement pour le droit romain et son application dans la société, commença lors de la Renaissance, lorsque plusieurs intellectuels concentrèrent leurs efforts sur l'étude des codes de lois romaines. Les commentaires résultants de ces efforts devinrent la base de la compréhension des lois romaines et furent utilisés par les juristes et les historiens du droit durant le XX^e siècle pour appuyer leur lecture des textes du *Codex Theodosianus* et du *Corpus Iuris Civilis*, qui représentent les fondations de l'étude sur le *suffragium*.

²⁸ Certains ouvrages furent laissés de côté lors de l'élaboration de cet aperçu de la littérature sur le *suffragium* : Jyri Vaahtera, « The origin of Latin suffragium », *Glotta*, vol. 71, no 1-2, 1993, p. 66-80 (s'intéresse à l'origine indo-européenne du mot, ce qui dépasse l'objet de ce travail); N. Hayashi, « Il suffragium dell'imperatore Giuliano e di Teodosio I », in *Atti del X Conv. Inter. Acc. Rom. Cost.*, Napoli, 1995, p. 461-466 (très court article mettant l'emphasis sur la période suivant celle qui intéresse ce travail); Arnaldo Marcone, « La corruzione nella tarda antichità », *Rivista Storica Dell'antichità*, vol. 36, 2006, p. 115-127 (Cet article de 12 pages traite de la corruption dans son ensemble (*suffragium*, *sportulae* et corruption juridique) sur toute la période de l'Antiquité tardive. Mécontent du portrait pessimiste de l'Antiquité tardive que présente P. Veyne et R. MacMullen, Marcone tente de présenter un portrait plus positif de la situation. La brièveté du traitement et sa ressemblance à l'ouvrage de Kelly qui fut publié en 2004 m'ont convaincu de le laisser de côté.) et T. W. Watson, *The Rhetoric of Corruption in Late Antiquity*, Thèse (Ph.D.), University of California (Riverside), 2010 (s'intéresse davantage à l'aspect rhétorique et à la manière dont Symmaque, Libanios et Grégoire de Nazianze abordaient la notion de corruption dans leurs discours; pour la différence entre rhétorique et réalité dans les discours de Libanios, voir R. Cribiore, *Libanius the Sophist. Rhetoric, Reality, and Religion in the Fourth Century*, Ithaca, Cornell University Press, 2013).

Durant les XV^e et XVI^e siècles, en plein cœur de la Renaissance, des intellectuels italiens, puis français forgèrent une nouvelle méthode d'analyse des textes de loi romains. Ils combinèrent la philologie et l'histoire afin de reconstruire les textes originaux à partir des manuscrits existants du *Corpus Iuris Civilis*. Leur méthode se basait sur une critique textuelle rigoureuse qui leur permettait de repérer les interpolations ainsi que les erreurs de transcriptions qui s'étaient glissées au fil des siècles²⁹. Bien que ce mouvement, appelé humanisme juridique, soit né en Italie, il s'épanouit véritablement en France pour ensuite se propager à travers les pays avoisinants. Ce caractère français se traduit dans le nom donné à la méthode philologique et historique employée par les humanistes, soit le *mos Gallicus* qui vient s'opposer au *mos Italicus* qui caractérise les travaux des intellectuels médiévaux. En effet, contrairement aux commentateurs médiévaux, les humanistes remirent en question, chacun à leur manière, la forme ainsi que le contenu du *Corpus Iuris Civilis*, qui était toujours considéré à cette époque comme la source du droit. Ce changement d'optique donna un nouveau souffle à l'étude des lois romaines et poussa les intellectuels à étudier les lois qui précédèrent le Corpus de Justinien³⁰.

Puisque les travaux des juristes de la Renaissance étaient des commentaires des grands livres de lois romains, leurs discussions sur le *suffragium* respectent la structure du *Codex Iustinianus*, dont l'unique loi sous la bannière *De suffragio* est *CJ 4,3,1* (= *CTh 2,29,2*), une loi datant de 394. Cette loi promulguée par Theodose I^{er}, Arcadius et Honorius devint donc le point de départ de l'étude du *suffragium*. L'un des premiers à réaliser un tel commentaire fut Hugues Doneau (1527–1591), l'un des collègues de Jacques Cujas³¹. Il réalisa en effet un commentaire systématique du Code de Justinien dans lequel il traita longuement du *suffragium*³². En tant que juriste, Doneau s'intéresse principalement, dans son commentaire, aux paramètres légaux entourant le pacte de *suffragium*. Après avoir proposé une définition de

²⁹ P. Petkoff. « Humanism, legal », dans R. E. Bjork (éd.), *The Oxford Dictionary of the Middle Ages. Volume 2 : C-J*. Oxford, Oxford University Press, p. 819.

³⁰ V. Piano-Mortari, « L'humanisme juridique à Genève, des origines jusqu'à Jacques Godefroy », dans B. Schmidlin et A. Dufour (éds), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*, Bâle et Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 27-36.

³¹ Jacques Cujas (1522–1590) fut l'un de ceux qui participèrent au développement de l'étude du droit romain en France. Spécialiste du *Corpus Iuris Civilis*, Cujas fonda l'école humaniste de jurisprudence de Bruges qui devint, durant le XVI^e siècle, l'école la plus importante en Europe pour ce qui est de l'étude du droit.

³² H. Doneau, *Commentarii ad libros Codicis Iustiniani*, dans *Opera omnia*, Florence, 1846 [1595], t. VII, col. 627-634.

ce terme, Doneau explique notamment ce qui peut être accepté en échange du *suffragium*, les conditions qui font en sorte que le pacte est valide, comment la chose promise en échange du *suffragium* peut être obtenue et quelles sont les conséquences si quelqu'un s'empare de la propriété. Doneau ne critique pas tellement le contenu du *Corpus Iuris Civilis*, considérant que les Romains avaient réussi à établir le droit le plus parfait et le plus complet, mais plutôt le manque d'unité et d'ordre du système d'organisation mis en place par Tribonien³³. Ce problème était d'autant plus important qu'il était une source de confusion pour les juristes de l'époque, ce qui rendait leur travail plus ardu. Il accuse également Justinien I^{er} d'avoir sorti les lois compilées dans son code de leur contexte dogmatique. Il se donna donc comme objectif de réordonner rationnellement le *Corpus Iuris Civilis* en réorganisant le contenu selon une structure systématique en en redonnant aux lois leur cohérence dogmatique³⁴. Cet objectif le poussa toutefois à actualiser le contenu du Corpus en l'intégrant dans un système centré sur la notion de la personne en tant que sujet du droit.

Le dernier grand humaniste à s'être intéressé à la question du *suffragium* fut Jacques Godefroy (1587-1652)³⁵. Son père, Denys Godefroy (1549-1621), était un philologue et un historien du droit de l'époque justinienne et pré-justinienne qui alla s'installer à Genève et qui est surtout connu pour son édition du *Corpus Iuris Civilis*. Jacques Godefroy, tout comme son père, était un philologue, un historien ainsi qu'un juriste et était un disciple de Jacques Cujas. Comme la plupart des juristes de l'époque, Jacques Godefroy fut amené à commenter de nombreux points du *Corpus Iuris Civilis*. Toutefois, contrairement à ses prédécesseurs, ses études allaient plus loin que les simples commentaires philologiques typiques des humanistes et visaient plutôt à simplifier la reconstruction historique des ouvrages juridiques romains³⁶. Godefroy cherchait à recréer les sources dans leur état le plus pur, sans les actualiser. Selon ce dernier, il fallait aller

³³ V. Piano-Mortari, « L'humanisme juridique à Genève, des origines jusqu'à Jacques Godefroy », dans B. Schmidlin et A. Dufour (éds), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*, Bâle et Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 35-36.

³⁴ C. A. Cannata, « Systématique et Dogmatique dans les Commentarii Iuris Civilis de Hugo Donellus », dans B. Schmidlin et A. Dufour (éds), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*, Bâle et Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 218.

³⁵ B. Schmidlin, « L'humaniste Jacques Godefroy à la recherche des sources juridiques », dans B. Schmidlin et A. Dufour (éds), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*, Bâle et Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 62-63.

³⁶ V. Piano-Mortari, « L'humanisme juridique à Genève, des origines jusqu'à Jacques Godefroy », dans B. Schmidlin et A. Dufour (éds), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*, Bâle et Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 39-46.

au-delà du texte de Justinien, car ce dernier n'était rien d'autre qu'une source historique qu'il fallait lire sur le fonds des sources pré-justiniennes. Conséquemment, entre 1619 et 1636, Godefroy écrivit quatre traités sur des sources préjustiniennes : un sur les Douze Tables, un sur la *Lex Iulia de maritandis ordinibus*, un sur l'Édit du Préteur et un sur les Règles sabinienes. C'est également peu après 1619 qu'il commença à travailler sur son commentaire du *Codex Theodosianus*, l'œuvre pour laquelle il est davantage connu. Mort avant de pouvoir le terminer, ce fut son ami Antonius Marvilius, professeur à Valence, qui s'en chargea et publia le commentaire en 1665. En plus d'un très long commentaire sur *CTh 2,29,2*, Godefroy s'intéresse également à *CTh 2,29,1* promulguée par Julien en 362. Ce commentaire, bien qu'il soit plus court et fasse surtout allusion au parallèle entre cette loi et l'épisode raconté par Ammien Marcellin dans lequel Julien était harcelé par des Égyptiens³⁷, remonte le point de départ de l'étude du *suffragium* jusqu'en 362³⁸. Les interprétations de Jacques Godefroy, même si elles datent du XVII^e siècle, demeurent le fondement de la lecture moderne des lois du *Codex Theodosianus*³⁹.

Après la Renaissance, l'étude du *suffragium* demeura une affaire de juristes jusqu'au milieu du XX^e siècle. Quelques juristes modernes se sont intéressés brièvement à la question du *suffragium*, mais, tout comme les juristes de la Renaissance, ils ont principalement traduit et expliqué les propos présentés dans *CTh 2,29,2*. L'un des premiers fut Henry Monnier⁴⁰ dans un article publié en 1900. S'intéressant aux différentes manières dont les hommes puissants abusaient de leur pouvoir durant le Bas-Empire, Monnier invoque *CTh 2,29,2* afin de démontrer que Théodose craignait les violences exercées par les *suffragatores* envers celui qui désirait entrer dans la fonction publique. Son explication de la loi se base principalement sur la lecture et les définitions proposées par Godefroy.

³⁷ Amm., 22, 6, 1-5.

³⁸ J. Godefroy, *Commentarii ad Codicem Theodosiani*, T. I, Édition par J. D. Ritter, Leipzig, 1736, p. 253-254 (*CTh 2,29,1*) et p. 256-259 (*CTh 2,29,2*).

³⁹ Les travaux d'historiens comme Claude Collot (« La pratique et l'institution du *suffragium* au Bas-Empire », *Revue historique de droit français et étranger*, vol. 43, 1965, p. 185-221) ou Paul Veyne (« Clientèle et corruption au service de l'État : la vénalité des offices dans le Bas-Empire romain », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 36, 1981, p. 339-360) font en effet abondamment référence aux commentaires de Godefroy lorsque vient le temps de justifier leur interprétation d'une loi. Collot remonte même jusqu'à Doneau pour certaines lois exclusives au *Codex Iuris Civilis*.

⁴⁰ H. Monnier, « Études de droit byzantin », *Nouvelle Revue Historique de Droit Français et Étranger*, no 24, 1900, p. 91.

L'un des derniers juristes à s'être intéressé à la question du *suffragium* fut Ernst Levy⁴¹. Le juriste allemand écrivit son œuvre sur la législation vulgaire des empereurs romains occidentaux durant les années 1950 en deux volumes : le premier, en anglais, portant sur les lois en lien avec la propriété (*West Roman Vulgar Law : The Law of Property*) et le second, en allemand, sur les lois entourant les obligations (*Weströmisches Vulgarrecht : Das Obligationenrecht*). Levy utilise l'expression « droit vulgaire » pour désigner la législation des empereurs occidentaux durant le Bas-Empire, car, selon lui, les lois de cette période ont un style beaucoup plus primitif que celles découlant de la législation classique dont les concepts n'étaient plus compris à cette époque. Dans les deux pages que Levy dédie au *suffragium*, il tente uniquement de définir les obligations entourant le contrat de *suffragium* tout comme les juristes de la Renaissance l'ont fait avant lui. Très critique à l'endroit de cette pratique, il débute en disant que les offices ou les privilèges qui étaient convoités ont été échangés bien trop souvent contre la promesse d'argent ou de propriété à travers cette pratique délabrée (*verrotteten*) du Dominat. Levy utilise notamment *CTh* 2,29,1, *CTh* 2,29,2 et *CTh* 12,1,36 pour définir brièvement le pacte de *suffragium* et sa relation avec la législation sur la *donatio*.

Le *suffragium* comme preuve de la décadence de l'Empire romain

En se basant sur les travaux des juristes intéressés principalement aux modalités du pacte de *suffragium*, les historiens du XX^e siècle tenteront de mieux définir ce concept à travers le temps et d'expliquer les conséquences de son développement pour la société. Durant la majeure partie du XX^e siècle, l'image de l'Antiquité tardive comme période de décadence menant aux temps noirs que fut le Moyen Âge étant très répandue, le *suffragium* apparut comme une preuve du caractère déjà décrépit de l'appareil bureaucratique naissant. Tirant son origine de la rigidité de la structure sociale qui obligeait les décurions à entretenir leur municipalité et de l'expansion croissante de l'administration impériale dont les postes conféraient plus de privilèges fiscaux et sociaux, le *suffragium* était la preuve, selon les

⁴¹ E. Levy, *Weströmisches Vulgarrecht. Das Obligationenrecht*, Weimar, 1956, p. 248-249.

historiens de l'époque, de l'impuissance de l'empereur sur sa propre administration et de la cupidité de ceux qui entraient dans la fonction publique⁴².

La première étude s'intéressant spécifiquement au *suffragium* fut faite par Bernhard Kübler pour la *Realencyclopädie der Classischen Altertumswissenschaft*⁴³. Historien du droit et juriste, il rédigea la première histoire de ce concept de l'époque républicaine jusqu'à l'Antiquité tardive. Kübler définit le *suffragium* durant le Bas-Empire comme une intervention auprès de l'Empereur ou d'un fonctionnaire très important, en particulier, pour l'obtention d'une charge, mais aussi pour d'autres choses et, habituellement, celui qui voulait obtenir un poste devait donner de l'argent au *suffragator* en échange de son *suffragium*. Selon Kübler, la protection et les tractations administratives étaient de graves problèmes pour l'administration impériale, car les empereurs ne parvenaient pas à les éliminer. En comparant une loi promulguée en 360 par Julien alors qu'il était encore techniquement *Caesar* et rapportée par Ammien Marcellin⁴⁴ à *CTh* 2,29,1, Kübler conclut que Julien était farouchement opposé au *suffragium* lorsqu'il était *Caesar*, mais que, lorsqu'il devint *Augustus*, il s'aperçut à quel point il était difficile de supprimer les abus et, dégoûté par les Égyptiens qui vinrent le supplier, il promulgua une loi très rude envers ceux qui faisaient un pacte avec un *suffragator*, mais qui ne pénalisait aucunement ce dernier⁴⁵. Kübler termine son histoire du *suffragium* sous le règne de la dynastie constantinienne en stipulant que même si Constance avait déjà discuté du pacte de

⁴² Voir notamment A. H. M. Jones, *The Decline and Fall of the Roman Empire, History*, vol. 40, 1955, p. 209-226 et, pour un résumé à jour de la plupart des thèses sur le sujet, A. Demandt, *Der Fall Roms. Die Auflösung des römischen Reiches im Urteil der Nachwelt*, Munich, C. H. Beck, 2014² [1984], notamment les pages 397-430 et 580-586 pour ce qui est du traitement des problèmes internes. Le *suffragium*, en tant que composante de la corruption administrative et en conjonction avec la politique centralisatrice des empereurs, diminue la cohésion sociale et fait imploser la société romaine : « Zentralismus, Passivität, Korruption und finanzielle Überlastung bilden die Korollarien des zentralen Defekts : der Disziplinlosigkeit des Heeres. » (p. 417)

⁴³ B. Kübler, « Suffragium », *Realencyclopädie der Classischen Altertumswissenschaft*, Band IVA, 1931, col. 656-658.

⁴⁴ Amm. 20, 5, 7. Cet épisode se situe tout de suite après que les soldats de Julien l'aient proclamé Auguste malgré lui. Afin de remercier ses soldats pour leur loyauté, Julien leur fait un discours dans lequel il déclare qu'aucun officier civil ou militaire ne peut être promu pour d'autres raisons que leur mérite et que tous ceux qui solliciteront des promotions, pour n'importe quelle personne et pour n'importe quelle raison, seront disgraciés. (*ut autem rerum integer ordo servetur, praemiaque virorum fortium maneat incorrupta, nec honores ambitio praeripiat clandestina, id sub reverenda consilii vestri facie statuo, ut neque civilis quisquam iudex nec militiae rector, alio quodam praeter merita suffragante, ad potioem veniat gradum, non sine detrimento pudoris eo, qui pro quolibet petere temptaverit discessuro*).

⁴⁵ Amm. 22, 6, 1-5.

suffragium et l'avait qualifié de nébuleux, ce n'est vraiment qu'avec le règne de Théodose, en 394, que ce contrat fut réglementé officiellement.

À partir du milieu des années 1950, le *suffragium* a commencé à réellement intéresser les historiens, comme le Britannique Geoffrey Ernest Maurice de Ste. Croix⁴⁶, un partisan du matérialisme historique qui présenta l'évolution du *suffragium* durant le Bas-Empire comme le triomphe des « optimates » sur le pouvoir impérial ainsi que le reste de la population. Conscient de ce que seule la définition républicaine du *suffragium* était largement connue des classicistes de son époque, de Ste. Croix s'est donc donné comme tâche de définir ce concept à travers les trois grandes phases de son histoire. Son hypothèse est que l'on peut observer l'évolution de la politique interne romaine et notamment de la pratique du patronage à travers l'étude du développement de la définition du concept de *suffragium*. Durant la période républicaine, le *suffragium* était un terme technique employé dans le langage juridique pour signifier « le vote ou la décision d'une personne ». Étant donné qu'en pratique les décisions étaient déterminées par la quantité de personnes qu'un homme politique pouvait mobiliser, plusieurs termes connexes dérivés du verbe *suffragari* (donner son appui) comme les mots *suffragatio* (l'appui d'une personne influente) ou *suffragator* (la personne influente dont on obtient l'appui), se sont développés dans le langage commun pour décrire les activités visant à influencer les décisions. Cependant, vers la fin de la période républicaine, les décisions populaires devinrent de plus en plus rares. En effet, entre le règne de Jules César et la fin du III^e siècle, les empereurs s'approprièrent progressivement tous les pouvoirs, éliminant par le fait même tous les processus démocratiques. À partir du règne de Vespasien (69-79), l'Empereur avait légalement le droit de nommer le candidat qu'il voulait au poste qu'il voulait. Cette prérogative lui permettait de contrer l'ascension rapide de rivaux potentiels. Ces changements sociaux introduisirent la seconde phase de développement du concept de *suffragium* qui, à partir du début du II^e siècle, se rapprocha de la définition de *suffragatio* et signifiait l'exercice de l'influence d'un homme important ou, tout simplement, son patronage. Obtenir le bon *suffragium* devint progressivement la seule manière d'obtenir un poste important. Durant le IV^e siècle, les empereurs ont tenté de combattre ce système pour ensuite

⁴⁶ G. E. M. de Ste. Croix, « Suffragium: From Vote to Patronage », *British Journal of Sociology*, vol. 5, 1954, p. 33-48.

s'avouer vaincus vers la fin de ce même siècle. Selon de Ste. Croix, la vente du *suffragium* est le développement naturel du système de patronage qui s'est grandement développé au fur et à mesure que les éléments démocratiques furent éliminés. Au départ, un homme qui voulait obtenir un poste dans l'administration allait visiter d'office son patron qui lui octroyait son *suffragium* en raison du lien qui les reliait. La pratique s'étant progressivement étendue, les hommes influents se sont mis à vendre leur *suffragium* à des requérants qui n'étaient pas nécessairement leurs clients. À la fin du V^e siècle, avec la propagation du *suffragium* vénal, le terme en est venu à signifier la somme d'argent ou de biens utilisée pour qu'une personne importante utilise son influence en sa faveur. Selon de Ste. Croix, cette pratique corrompue était très mal vue par l'empereur et Justinien I^{er} la rendit illégale au moyen d'une loi très sévère promulguée en 535. Selon l'historien, Justinien était conscient du fait que les paysans étaient ceux qui héritaient des conséquences de ce système. Cette loi n'eut toutefois pas l'effet espéré, car ce sont les hommes sur qui l'empereur devait se fier pour que la loi soit respectée qui bénéficiaient le plus du système de *suffragium*.

Arnold Hugh Martin Jones⁴⁷, qui avait assisté de Ste. Croix tout au long de la rédaction de son article, était d'accord avec l'évolution du *suffragium* telle que présentée par de Ste. Croix, mais apporta toutefois de nouvelles hypothèses à la théorie de ce dernier. Selon Jones, le choix des fonctionnaires de grade inférieur était entièrement dépendant du *suffragium*. Théoriquement, ce système impliquait que seuls les meilleurs candidats étaient recommandés à l'Empereur par leurs supérieurs. Toutefois, en pratique, plus les candidats connaissaient de personnes dans l'entourage de l'Empereur ou dans l'apparat bureaucratique, plus ils avaient de chances d'être choisis. Les citoyens d'origine plus modeste étaient donc désavantagés. La corruption s'est très rapidement infiltrée dans ce système, qui devint progressivement une vente aux enchères des postes de l'administration et dont une partie des revenus allait directement dans le trésor de l'État. Bien que les motivations de cette corruption fussent variées, il semble que les postes de gouverneurs et de vicaires en étaient les principales cibles. Pour tenter d'enrayer la corruption, Justinien I^{er} proclama une loi obligeant les fonctionnaires d'un grade équivalent à celui d'un gouverneur de porter un serment au sein duquel ils juraient de ne pas avoir déboursé de

⁴⁷ A. H. M. Jones, *The Later Roman Empire, 284-602 : a Social Economic and Administrative Survey*, Oxford, Blackwell, 1964, p. 391-401.

l'argent pour leur poste. Cette nouvelle loi ne freina cependant pas longtemps la vente des postes.

Du côté francophone, les recherches historiques concernant le fonctionnement du système du *suffragium* commencèrent réellement avec l'article de Claude Collot⁴⁸, qui demeure l'une des plus grandes études sur le sujet. Contrairement à de Ste-Croix, Collot définit l'histoire du *suffragium* en deux grands moments opposés. D'une part, un moment s'étendant de la période républicaine jusqu'au II^e siècle après J.-C. durant lequel il y avait un régime officiel de clientèle libre et où le trafic d'influence était reconnu et accepté, car il découlait des liens de clientèle. D'autre part, la création d'une administration complexe durant le II^e siècle engendra, selon Collot, la seconde période de l'histoire du *suffragium* qui dura jusqu'à la fin du Bas-Empire. Le *suffragium* fut dès lors considéré comme une fraude que le pouvoir tenta de combattre. Le caractère vénal et corrompu du *suffragium* s'accrut davantage durant la crise du III^e siècle et cette pratique devint de plus en plus commune. Durant le Bas-Empire, le *suffragium* revêtit finalement une forme contractuelle : le *suffragiorum pactio* (contrat de suffrages). Le contrat de suffrages liait un haut fonctionnaire à un particulier qui désirait obtenir son aide dans le but d'obtenir un poste ou un titre et qui était prêt à lui verser une somme forfaitaire. Pour Collot, ce contrat doit être différencié du contrat de patronage dans lequel un haut personnage acceptait de patronner une collectivité en échange d'une rémunération. L'objectif de Collot est d'éclaircir la pratique du *suffragium* à travers l'étude de la législation impériale. Les différents changements d'attitude de l'administration centrale amènent Collot à résumer l'histoire du *suffragium* durant le Bas-Empire en trois phases⁴⁹. Durant la première phase, délimitée par les règnes de Constantin et de Julien, le pouvoir impérial considérait le *suffragium* comme un trafic honteux des postes et dignités de l'administration et prohiba cette pratique. Le *suffragium* prendra sa nouvelle forme au début du IV^e siècle en raison des pressions exercées sur les curiales⁵⁰. Ces derniers ont donc voulu

⁴⁸ C. Collot, « La pratique et l'institution du *suffragium* au Bas-Empire », *Revue historique de droit français et étranger*, vol. 43, 1965, p. 185-221.

⁴⁹ La volonté de Collot de subdiviser l'histoire du *suffragium* rend la compréhension de son texte plus difficile. En résumé, l'histoire générale du *suffragium* se divise en deux « moments ». Cependant, le second moment, qui couvre une moitié de l'histoire du Haut-Empire et toute l'histoire du Bas-Empire, doit être divisé à nouveau en trois « phases », mais seulement pour ce qui est de la période commençant avec le règne de Constantin I^{er}.

⁵⁰ À propos de la loi de Julien sur le *suffragium* (*CTh* 2, 29,1), Collot estime que le but que lui attribue Jones est erroné : « il serait vraisemblablement, selon cet auteur, de forcer le solliciteur à payer avant l'intervention du

quitter à tout prix leur position en entrant dans la fonction publique afin d'obtenir des privilèges et exonérations fiscales, convoitant d'abord les postes civils, puis militaires et ensuite ecclésiastiques lorsque les lois devinrent plus strictes. Ces pratiques « corrompues » des curiales ont par la suite affecté les fonctionnaires eux-mêmes, notamment les *agentes in rebus*, qui devinrent dès lors plus cupides. La mort de l'empereur Julien marqua le début de la deuxième phase établie par Collot. Durant celle-ci, la législation impériale règlementa de plus en plus mollement le *suffragium* qui fut finalement toléré, durant le règne de Théodose I^{er}, mais seulement en tant qu'aide apportée à la présentation d'une requête. La dernière phase découla de la législation de Théodose II qui sanctionna très sévèrement le *suffragium* contractuel et établit une tarification pour l'obtention de certains postes de l'administration impériale. Cependant, la vente des postes administratifs fut également appelée *suffragium*, mais cette pratique clairement définie était légale. Le programme politique de Théodose II sur la question du *suffragium* fut continué et finalisé par Justinien I^{er}. En guise de conclusion, le *suffragium* se développerait dans un contexte où la société romaine est de plus en plus corrompue et qu'il devient, durant les IV^e, V^e et VI^e siècles, l'une des expressions typiques de cette corruption ainsi que l'une des raisons du déclin de l'Empire romain. Selon lui, l'acceptation progressive du *suffragium* et sa légalisation démontrent le poids politique grandissant détenu par les *potentiores*. L'alternance dans la stratégie impériale entre l'utilisation du droit public et du droit privé aurait donc mené à la dégénérescence des principes du droit privé classique et au triomphe du droit public.

Plusieurs ouvrages espagnols, italiens et allemands reprenant les propos de Collot suivirent son ouvrage et introduisirent le sujet dans ces trois langues. Le premier fut un article publié par Roberto Andreotti⁵¹ en 1975 qui se concentre principalement sur le règne de l'empereur Julien. Retraçant la pratique du *suffragium* jusqu'à la pratique de l'*ambitio* durant la période républicaine, Andreotti explique que ce phénomène s'est grandement développé après les réformes de Dioclétien et de Constantin en raison de l'augmentation de nombre de postes au

suffragator. En réalité l'objet de la constitution de 362 est d'interdire tout suffrage en prohibant la répétition de ce qui a été versé par le solliciteur et en sanctionnant le solliciteur qui répète ou qui reprend de force ce qu'il a donné » (p. 197 n. 40).

⁵¹ R. Andreotti, « Problemi del suffragium nell'imperatore Giuliano », dans *Atti dell'Accademia romanistica Costantiniana: I convegno internazionale (Spello, Foligno, Perugia) 18-20 settembre 1973*, Perugia, Università degli studi di Perugia, 1975, p. 3-26.

sein de la fonction publique et des taxes dont devaient s'acquitter les décurions. Ce développement perturba de manière importante le fonctionnement de l'État. L'empereur Julien aurait tenté d'éliminer toute confusion entourant cette pratique ainsi que tous les abus autour de nominations dès qu'il entra en fonction en tant que seul Auguste. L'auteur désire ainsi établir un contraste entre les règnes de Julien et de Théodose I^{er}, le premier qui, motivé par l'idée d'une administration sans corruption, a essayé de combattre le phénomène du *suffragium* en s'attaquant directement à ceux qui le sollicitent, tandis que le second a reconnu la légalité du contrat, même s'il représente une menace sérieuse pour la suprématie de l'État.

L'historien du droit Detlef Liebs⁵² introduisit le sujet au public allemand dans un article publié en 1978 dans lequel il s'intéresse à la vente des postes durant le Bas-Empire. Tout comme Andreotti, Liebs s'intéresse surtout au règne de l'empereur Julien et passe rapidement sur les règnes de Constantin et de ses fils. En accord avec le portrait peint par Collot, Liebs estime que la législation à l'endroit de la corruption changea radicalement de style avec l'arrivée de Constantin. Ce dernier prit le temps d'identifier tous les crimes commis par les fonctionnaires et attribua des peines sévères à chacun d'entre eux. Après la mort de Constantin, ses fils continuèrent de combattre la corruption au moyen d'amendes imposantes et de menaces de saisies des biens des personnes impliquées. Julien, bien qu'il ne puisse modifier la direction de la politique impériale durant son court règne, démontra au moyen de ses édits et de ses discours qu'il voulait ardemment combattre la corruption administrative.

Deux articles publiés au début des années 2000 par l'Espagnole Maria Belén Malavé Osuna explorent la législation impériale promulguée contre le *suffragium* et celle faisant état de la politique face aux nominations. Pour ce qui est du *suffragium*, Osuna stipule que les empereurs ont tenté d'abolir au moyen de plusieurs lois cette pratique qui était pourtant ancrée dans la société romaine ainsi que dans les consciences depuis très longtemps. Même si les empereurs avaient élaboré un système visant à attribuer les promotions de manière ordonnée et rationnelle, les lois furent systématiquement et indéniablement violées. Les empereurs élaborèrent alors de nouvelles stratégies. La plus intéressante serait celle de Théodose II qui décida de considérer cette pratique comme un *crimen publicum* à des fins de dissuasion.

⁵² D. Liebs, « Ämterkauf und Ämterpatronage in der Spätantike: Propaganda und Sachzwang bei Julian dem Abtrünnigen », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, vol. 95, 1978, p. 158-186.

Osuna conclut que le fait qu'il n'y ait aucune direction cohérente dans la lutte impériale contre la corruption fit en sorte que le *suffragium* put survivre et se développer tout au long du Bas-Empire⁵³. Pour ce qui est de la politique impériale au sujet du recrutement et de l'attribution des promotions, toute reconstitution est vouée, selon l'auteur, à l'échec en raison du caractère épars et incomplet de la documentation. Toutefois, Osuna affirme que la dynastie constantinienne tenta, avec beaucoup d'efforts, d'implanter des principes méritocratiques et professionnels afin de lutter contre le *suffragium*, ce qui s'avéra vain⁵⁴.

Entre-temps, l'historien italien Marco Caputo⁵⁵ intégra certaines lettres de Libanios dans la discussion sur le *suffragium* au sein d'un article publié en 2004, sans toutefois abandonner le récit traditionnel voulant que l'administration de l'Empire romain au IV^e siècle soit complètement corrompue et que le règne de l'empereur Julien soit un grand tournant dans la politique impériale. Selon Caputo, le système par lequel des membres de l'élite tels que Libanios pouvaient influencer les nominations pouvait mener à des débordements et à des abus. De surcroît, la division stricte de la société en diverses classes qui étaient taxées différemment selon leur échelon et le fait qu'un poste dans la fonction publique procurait des exemptions quant à ces taxes firent en sorte d'attirer de nombreux membres de l'élite municipale vers l'administration impériale. L'empereur ne pouvait s'occuper de toutes les nominations par lui-même, il délégua cette responsabilité aux hauts fonctionnaires qui l'entouraient. En raison de la prolifération d'emplois dans la fonction publique et du grand attrait de ces postes, les hauts fonctionnaires, attirés par le gain, devinrent corrompus. L'abondance de lois tentant de combattre la pratique du *suffragium* durant le IV^e siècle et le caractère répétitif de celle-ci démontre l'inefficacité de telles mesures. Voyant leur impuissance, les empereurs tentèrent différentes stratégies afin de contenir le phénomène à défaut de pouvoir l'éliminer. L'objectif de la législation impériale va notamment changer lors du règne de Julien qui, au lieu de se préoccuper principalement des dommages qu'une telle pratique pouvait causer aux coffres de l'État, comme ses prédécesseurs, tenta de combattre la corruption au sein de l'appareil bureaucratique à tout prix. De plus, Julien tenta de combattre le

⁵³ B. Malavé Osuna, « *Suffragium* : un *crimen publicum* en la frontera de la legalidad », *Studia et documenta historiae et iuris*, no 69, 2003, p. 287-319.

⁵⁴ B. Malavé Osuna, « El acceso y la promoción de los funcionarios en la administración del Bajo Imperio », *Revista de Estudios Histórico-Jurídicos*, no XXVII, 2005, p. 101-121.

⁵⁵ M. Caputo, « Osservazioni in tema di *suffragium* nel IV sec. d. C. », *Koinonia*, no 28-29, 2004-2005, p. 49-65.

suffragium au niveau du droit public, et non privé, et s'intéressa davantage à la législation classique. Contrairement à ses prédécesseurs, Julien reconnaît le pacte de *suffragium*, mais ne veut pas protéger les intérêts des parties impliquées. Selon Caputo, cette loi ne peut pas être considérée comme une preuve de la protection des *suffragatores*, mais uniquement comme un effort pour dissuader ceux qui voudraient utiliser le *suffragium*. En conclusion, Julien et ses conseillers auraient réalisé l'inutilité de répéter les lois antérieures afin de resserrer les critères et tentèrent plutôt de compléter la législation déjà établie afin de réellement mettre fin à la corruption dans la fonction publique.

La lente réhabilitation du *suffragium*

À partir des années 1970, certains chercheurs francophones et anglophones tentèrent, à travers différentes publications provocatrices, de donner une nouvelle image au *suffragium*. De telles études étaient maintenant possibles en raison des ouvrages de G. E. M. de Ste. Croix et de C. Collot qui résumèrent respectivement en anglais et en français l'état des recherches sur le *suffragium* et proposèrent un portrait global de l'évolution du phénomène. Ces historiens stipulent que les liens de clientèles qui étaient à la base du système du *suffragium* étaient tellement ancrés dans la société romaine et respectés qu'ils ne pouvaient être attaqués. Selon eux, tous les groupes de la société tiraient profit de ces pratiques et l'éthique liée au clientélisme permettait de protéger, en partie, la société contre les abus.

Dans un court article publié en 1970, Walter Goffart⁵⁶ tente de prouver que les hypothèses de Kübler et Levy sur la politique de Julien envers le *suffragium* vénal sont incorrectes ainsi que les hypothèses basées sur celles-ci, comme celles de Claude Collot et d'Arnold Hugh Martin Jones. Selon Goffart, la politique de Julien sur la question du *suffragium* s'inscrit dans la continuité établie entre les règnes de Constantin I^{er} et de Théodose I^{er} dans la mesure où Julien appuya la pratique du *suffragium* vénal en donnant un support légal aux *suffragatores*. Il considère également que le ton désapprobateur employé par G. E. M. de Ste. Croix lorsqu'il

⁵⁶ W. Goffart, « Did Julian Combat Venal suffragium? A note on C. Th. 2.29.1 », *Classical Philology*, vol. 65, 1970, p. 145-151.

décrit le *suffragium* est inapproprié, puisque le *suffragium* était, à cette époque, une pratique trop bien ancrée dans la vie des individus et trop respectée pour qu'elle soit attaquée, comme le prétendaient Collot et Jones, par la législation impériale.

Paul Veyne⁵⁷ tente aussi de relativiser la vision négative du *suffragium*. Selon ce dernier, tous les acteurs de l'époque trouvaient leur compte dans la corruption. Les curiales, voulant quitter leurs obligations, s'entendaient avec les fonctionnaires et les gouverneurs pour contrôler la nomination aux postes de la fonction publique. L'Empereur acceptait cela et promulguait des lois qui étaient des coquilles vides pour convaincre la population de la moralité de l'administration. Les particuliers, considérant les postes de la fonction publique comme des privilèges, n'hésitaient pas à les acheter et le peuple, considérant les fonctionnaires comme des maîtres, acceptaient de les payer. Pour Paul Veyne, les liens de clientèle l'emportaient sur tout au sein de la société romaine et le seul critère pour joindre la fonction publique était les relations entretenues par l'individu. Un individu pouvait donc emprunter la voie légale ou passer à travers le système illégal du *suffragium* sans pour autant que cela soit mal vu. Son choix entre ces deux voies devait se faire en fonction des contacts qu'ils possédaient ainsi que des circonstances entourant sa demande. Toutefois, toutes ces pratiques corrompues ne n'empêchaient pas les administrateurs d'avoir le bien de l'État à cœur selon Veyne.

La vision de la société romaine que présente Ramsay MacMullen⁵⁸ dans sa monographie *Corruption and the Decline of Rome* ressemble sensiblement à celle de Veyne. De la même manière que Veyne utilise, entre autres, une approche sociologique⁵⁹ pour faire avancer la réflexion sur le *suffragium* qui est limitée par le manque de témoignages de sources diverses, MacMullen utilise la théorie de l'éthique de Max Weber afin de recréer la mentalité des différents acteurs sociaux de l'époque. MacMullen estime que les *potentiores* détenaient la majorité du pouvoir politique durant le Bas-Empire. C'est eux qui assuraient la paix sociale et

⁵⁷ P. Veyne, « Clientèle et corruption au service de l'État : la vénalité des offices dans le Bas-Empire romain », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 36, 1981. p. 339-360.

⁵⁸ R. MacMullen, *Corruption and the Decline of Rome*, New Haven, Yale University Press, 1988. Voir notamment les pages 96-104 et 148-167 pour la notion de privatisation du pouvoir public, d'échange de faveurs et de *suffragium*.

⁵⁹ L'article de Veyne semble utiliser tantôt une approche historique, tantôt une approche sociologique (Veyne cite notamment Max Weber (l'ouvrage spécifique n'est pas mentionné) et Talcott Parsons, *Éléments pour une sociologie de l'action*) et se rapproche également parfois d'un essai.

qui imposaient au gouvernement leur propre éthique. Les empereurs tentèrent de combattre les pratiques corrompues des fonctionnaires, mais leur isolement et leur dépendance envers les hauts fonctionnaires les rendaient de plus en plus impuissants. De surcroît, les pratiques entourant l'achat des postes étaient déjà trop bien établies avant que des lois correctrices soient promulguées. En somme, l'administration impériale était devenue un outil qui permettait aux *potentiores* d'étendre leur pouvoir. Pour ce qui est du *suffragium*, MacMullen affirme que l'éthique de la tenue d'un poste dans la fonction publique permettait une partialité consciente ou subconsciente et que la nomination des fonctionnaires aux différents postes de la fonction publique faisait partie d'un immense système de patronage qui liait l'ensemble de la société⁶⁰. La vénalité s'était progressivement établie comme quelque chose de normal, juste et approprié. Tout comme Veyne, MacMullen tente de rendre son portrait de la société romaine moins noir en soutenant que les hommes qui obtenaient un poste au sein de la fonction publique étaient compétents, car l'honneur du haut fonctionnaire qui a fait la recommandation était en jeu et ce dernier ne pouvait se permettre de recommander n'importe qui. Les *suffragatores* devaient donc prendre soin de recommander des hommes qui étaient dignes de leur confiance, sans pour autant qu'ils soient parfaitement honnêtes.

Christopher Kelly⁶¹, même s'il s'intéresse davantage à l'époque de Jean le Lydien (490-565), décrit l'administration romaine d'une manière qui est en continuité directe avec les travaux de Veyne et de MacMullen. Selon Kelly, les membres de l'appareil bureaucratique romain devaient constamment faire le choix entre leurs ambitions personnelles et les intérêts du groupe. Bien que l'argent ait été le moteur des transactions administratives, la perception d'honoraires n'a pas mené à des abus de la part des bureaucrates, car ils faisaient partie des communautés qu'ils administraient et avaient donc un certain sentiment d'appartenance qui les empêchait d'abuser leurs concitoyens. Pour ce qui est de la vente des postes, selon Kelly, elle comportait plusieurs avantages pratiques pour l'administration impériale, notamment en faisant en sorte que l'administration se finance elle-même et en augmentant les revenus de l'État. Tout

⁶⁰ MacMullen, contrairement à de Ste-Croix, est d'avis que la transformation de la définition du mot *suffragium* à partir du sens initial de « vote » vers le sens de « recommandation achetée » n'est légalement reconnue qu'à partir de 338 avec la publication de *CTh* 12,1,25. MacMullen critique également l'assertion de Paul Veyne qui considère qu'il était complètement légal d'acheter un poste ou un rang à partir du règne de Constantin. Selon MacMullen, la loi utilisée par Veyne pour soutenir son argument, soit *CTh* 12,1,27, prouve le contraire. Selon l'auteur tous les rangs et les postes achetés n'avaient aucune teneur légale pendant le règne de Constantin.

⁶¹ C. Kelly, *Ruling the later Roman Empire*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, notamment p. 138-185.

comme Veyne, Kelly estime que l'Empire tardif était caractérisé par la présence de plusieurs voies alternatives pour accéder au pouvoir et que, dans un tel contexte, le paiement d'argent apparaissait comme une méthode plus simple, pratique et efficace de faire de l'ordre dans la file d'attente pour l'obtention d'un poste au sein de l'administration⁶².

Bref, les historiens qui se sont jusqu'à maintenant intéressés au fonctionnement du *suffragium* ont en grande partie porté leur regard uniquement sur la législation impériale et ceux qui se sont libérés de ce carcan ont survolé généralement la documentation sans prendre en compte l'évolution du phénomène dans le temps, comme R. MacMullen, ou se sont limités à aux V^e et VI^e siècles en raison de meilleures sources documentaires, comme C. Kelly. Pourtant, la législation impériale ne nous fournit que très peu d'informations au sujet du *suffragium* et nous renseigne presque uniquement sur la manière dont la cour impériale réagissait aux plaintes formulées par la population ainsi que sur la vision que les empereurs avaient de la manière dont leur administration devait fonctionner. Pour réellement comprendre comment le *suffragium* fonctionnait durant le IV^e siècle, il faut comparer la position impériale avec celle des personnes qui pouvaient concrètement fournir du *suffragium* à ceux qui en avaient besoin. C'est là qu'entre en jeu la correspondance de Libanios et de Symmaque. Ces deux immenses corpus, qui n'ont été traduits en français et en anglais que très récemment⁶³, nous procurent une multitude de témoignages qui font état des moyens utilisés pour se prémunir d'un poste au sein de la fonction publique et de la procédure officieusement établie par laquelle les candidats obtenaient leur *suffragium*.

⁶² Kelly appuie MacMullen dans sa critique de G. E. M. de Ste-Croix. Kelly affirme qu'il n'y a aucun usage clair du mot *suffragium*, signifiant une « recommandation achetée » avant 338 (*CTh* 12,1,25), notamment puisque le mot *suffragium* a besoin d'un qualificatif dans certaines lois pour obtenir ce sens précis. Selon Kelly, la transformation de la définition du terme *suffragium* a dû se faire progressivement. Kelly s'attaque également à la thèse de Collot qui affirme que le mot *suffragium* se définit systématiquement comme une « recommandation achetée » après 338. Selon Kelly, plusieurs lois subséquentes sont trop ambiguës pour permettre une telle conclusion et le mot peut revêtir sa définition originelle comme « exercice d'une influence ». De plus, le mot *suffragium* prend à quelques reprises un qualificatif après 338 pour obtenir la définition vénale (p. 212 n. 79).

⁶³ L'absence de traductions et la taille imposante d'un corpus comme celui de Libanios peuvent expliquer la sous-utilisation des lettres du rhéteur dans les études sur le *suffragium*. Par exemple, G. E. M. de Ste-Croix remercie J. H. W. G. Liebeschuetz pour l'avoir aidé à identifier certaines lettres qui pouvaient lui être utiles (G. E. M. de Ste. Croix, « Suffragium: From Vote to Patronage », *British Journal of Sociology*, vol. 5, 1954, p. 44 n. 5).

Chapitre II : La législation impériale

La base de toute étude sur le *suffragium* demeure les constitutions impériales recensées dans les *Codex Theodosianus* et le *Codex Iuris Civilis*. De fait, pour ce qui est de la période allant du règne de Constantin I^{er} à celui de Julien, le *Codex Theodosianus* demeure la source d'informations la plus importante sur le *suffragium*, puisqu'un nombre important de lois furent publiées par les empereurs de la dynastie constantinienne en rapport avec le processus de nomination et de promotion. Toutefois, les règnes de Constantin et de Constance ont été grandement négligés par les historiens quant à l'étude du *suffragium*, puisque les sources des V^e et VI^e siècles peignent un portrait beaucoup plus clair de la situation des fonctionnaires, notamment grâce à la publication de l'ouvrage de Jean le Lydien *Sur les magistratures de l'État romain* rédigé au milieu du VI^e siècle. La très grande popularité dont jouit le règne de l'empereur Julien au sein de l'historiographie a également miné l'intérêt pour les règnes des empereurs précédents et installa son règne comme point de départ de l'étude sur le *suffragium*.

Ce chapitre s'intéressera donc à la manière dont l'administration impériale considérait le *suffragium* durant chacun des trois règnes qui intéressent cette étude. Tout d'abord, un résumé du fonctionnement du système législatif romain et de la création du *Codex Theodosianus* s'impose, puisque plusieurs facteurs limitent l'analyse des lois⁶⁴. Ensuite, les lois du *Codex Theodosianus* seront regroupées par règne et étudiées de manière chronologique, dans la

⁶⁴ Afin de contourner les différentes difficultés inhérentes à l'étude du *Codex Theodosianus*, certains historiens ont tenté d'aborder les lois du Code à travers de nouvelles approches. La plus novatrice a été développée par Tony Honoré au cours des dernières décennies. Selon Honoré, il est possible d'associer les différentes lois du Code aux juristes ou aux questeurs qui les ont rédigées, car ils ont laissé leur empreinte dans le style de chacune d'entre elles. Que ce soit au niveau du ton, du vocabulaire, de la syntaxe, des compétences littéraires, de la longueur des phrases ou de la structure, Honoré estime que les lois reflètent le plus souvent davantage la personnalité du juriste ou du questeur que de l'empereur qui est derrière la loi. En 1994, Honoré publia une monographie appliquant son hypothèse pour les rescrits du III^e siècle (193-305) et une autre en 1998 s'intéressant aux lois du *Codex Theodosianus* entre 379 et 450 pour ce qui est de la partie occidentale de l'Empire et entre 383 et 455 pour la partie orientale. Le fait que Tony Honoré ait laissé de côté les lois allant de 305 à 379 n'est pas très surprenant, car le fonctionnement de la rédaction des lois durant cette période n'est pas clairement établi (voir J. Harries, « The Roman Imperial Quaestor from Constantine to Theodosius II », *The Journal of Roman Studies*, vol. 78, 1988, p. 148-172 et J. Harries, *Law and Empire in Late Antiquity*, Cambridge, Harvard University Press, 1999). Bien que le questeur impérial ait vraisemblablement été créé par Constantin I^{er}, il faut attendre la fin du IV^e siècle pour que ce dernier commence à être clairement associé avec le domaine juridique. Les travaux d'Honoré, même s'ils ne permettent pas de mieux comprendre les lois dont l'analyse est centrale pour cette étude, font prendre conscience à l'historien que le style des lois ne reflète pas nécessairement la pensée de l'empereur. Voir T. Honoré, *Emperors and Lawyers*, Oxford, Clarendon Press, 1994² [1981] et T. Honoré, *Law in the Crisis of Empire, 379-455 A.D.: The Theodosian Dynasty and Its Quaestors*, Oxford, Clarendon Press, 1998.

mesure du possible, étant donné les nombreux problèmes liés à la datation des textes du Code. Toutes les lois portant sur le système de nomination des fonctionnaires, même si elles n'utilisent pas spécifiquement le terme *suffragium*, seront donc étudiées afin de dresser un portrait global de la manière dont chaque empereur géra les nominations et le *suffragium*.

Contexte : L'Empereur, les juges et le système législatif romain

Durant le Bas-Empire, l'empereur était le cœur du système législatif romain. En plus d'être le juge suprême, il était la source du droit, car toutes ses décisions avaient force de loi. En tant que source par excellence du droit, l'empereur pouvait apporter certains ajustements à des lois existantes ou créer de nouvelles lois. Les empereurs, n'ayant pas d'éducation légale, étaient assistés par leurs conseillers et certains membres de l'administration centrale lorsqu'il était temps pour eux de concevoir un projet de loi. Même si ces hommes ont eu une grande influence sur le contenu de plusieurs lois, le fait qu'ils aient toujours agi de manière subtile afin que l'empereur se sente comme la seule autorité en matière légale fait en sorte qu'il est difficile d'évaluer l'ampleur de leur contribution. Ne connaissant pas les préoccupations des juristes, l'empereur avait davantage tendance à donner des ordres à travers ses lois, plutôt qu'à prendre le temps de définir un concept ou une pratique.

Bien que l'empereur ait été l'autorité suprême en théorie, le développement de la bureaucratie lui fit perdre progressivement une grande partie de son pouvoir, car l'empereur devenait ainsi de plus en plus dépendant de ses conseillers et des fonctionnaires provinciaux. Ayant délégué une grande partie de ses pouvoirs, l'empereur ne pouvait dès lors que réagir aux informations que lui fournissaient ses conseillers ou contenues dans des pétitions ou des lettres envoyées par des individus vivant dans les provinces. Il était très rare que l'empereur cherchât à obtenir de l'information par lui-même. De plus, en raison de l'augmentation constante des pétitions et des lettres envoyées à la cour impériale, il était impossible pour l'empereur de lire et de répondre à la totalité de celles-ci. Les bureaux palatins étaient donc chargés de lire et de répondre à la majorité d'entre elles. Il était cependant attendu de l'empereur qu'il participe à la

rédaction des réponses les plus importantes en donnant le ton ainsi que le contenu du texte⁶⁵. L'empereur aurait spécifié aux fonctionnaires certains points devant être présents dans la réponse qui aurait été ensuite rédigée par les bureaux palatins⁶⁶.

L'empereur avait toutefois besoin d'une administration complexe pour que sa volonté soit respectée à travers son vaste empire, même s'il diluait son pouvoir par la même occasion. L'autocratie et la bureaucratie étaient donc deux modèles concurrents qui avaient chacun leurs avantages et leurs inconvénients. Chaque empereur pouvait, selon sa volonté, tendre vers l'un plus que l'autre⁶⁷. Malgré tout, l'appareil bureaucratique romain ne fut jamais assez développé pour contrôler efficacement un aussi grand territoire, ce qui fit en sorte qu'il était impossible d'appliquer efficacement et de manière proactive les lois dans tous les recoins de l'Empire. Plusieurs décisions légales prises dans les provinces n'étaient donc pas connues de l'administration centrale et vice-versa, comme le constatent actuellement la plupart des spécialistes⁶⁸.

L'empereur pouvait donner naissance à une loi de différentes manières, ce qui attribuait par la suite le statut de la loi. Il y avait d'une part les *constitutiones* qui étaient essentiellement des décrets reflétant la décision de l'empereur face à un cas qu'il a écouté et d'autre part les *leges* à proprement parler qui devaient être respectées par tous en tout temps. Un autre type important de documents légaux était les rescrits (*rescripta*), des réponses à des pétitions envoyées à l'empereur et rédigées par les bureaux de l'administration centrale. Il existait deux types de rescrits. Le premier constituait l'octroi d'un privilège à un individu ou à une communauté. Les empereurs utilisaient notamment ce système pour exercer leur patronage. En effet, la plupart des fonctionnaires qui ont acquis leur poste avec l'accord de l'empereur l'ont reçu de cette manière. Le second type de rescrits regroupe toutes les décisions légales de l'empereur. Les individus pouvaient envoyer des pétitions à l'administration centrale pour que l'empereur pose son jugement sur un cas précis. L'information étant souvent biaisée, la décision de l'empereur était conditionnelle au fait que celui qui a soumis le texte puisse prouver devant un juge que ce

⁶⁵ F. Millar, *The Emperor in the Roman World*, Ithaca, Cornell University Press, 1977, p. 259-271.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 220.

⁶⁷ C. Kelly, *Ruling the later Roman Empire*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, p. 225-231.

⁶⁸ J. Harries, « The Roman Imperial Quaestor from Constantine to Theodosius II », *The Journal of Roman Studies*, vol. 78, 1988, p. 149.

qui a été écrit dans la pétition était vrai. Les rescrits ont toutefois rapidement obtenu une force plus grande que celle qui devait leur être conférée. Même s'ils ne devaient théoriquement être applicables que pour le cas qui leur avait donné naissance, le fait que ceux qui ont reçu des rescrits impériaux les affichaient publiquement a fait en sorte de rendre ces décisions publiques, ce qui a poussé les juristes à s'en inspirer et à utiliser ces décisions comme des précédents, leur donnant une valeur plus générale. De fait, Gregorius et Hermogenianus, deux juristes ayant travaillé pour l'empereur Dioclétien et ayant écrit chacun un code de loi pour ce dernier, estimaient que les rescrits avaient force de loi⁶⁹. Avec la complexification de l'administration et la multiplication des rescrits, les rescrits sont devenus de plus en plus suspects aux yeux de la population, car il était pratiquement impossible de vérifier leur validité.

Il est important de comprendre le processus de création des *leges*, car ces dernières représentent la majorité des lois que l'on retrouve dans le *Codex Theodosianus*. Un grand nombre de situations pouvaient mener à la création d'une nouvelle loi, comme une requête ou une *suggestio* envoyée à l'empereur par un fonctionnaire provincial, une communauté ou un ministre palatin ou comme une idée que l'empereur a eue de manière spontanée ou en réaction à un cas qu'il a entendu. Les connaissances de l'empereur sur son empire étant limitées à ce qu'il apprenait à travers des lettres ou les rapports de ses fonctionnaires, plusieurs groupes de pression⁷⁰ essayaient donc d'influencer l'empereur afin d'obtenir des lois en leur faveur ou au détriment de leurs ennemis. La grande majorité des lois du *Codex Theodosianus* était des réponses à des documents envoyés par les provinciaux, comme des rapports de hauts fonctionnaires (*relationes*), des requêtes envoyées par les gouverneurs à l'empereur afin que ce

⁶⁹ Voir S. Connolly, *Lives behind the Laws. The World of the Codex Hermogenianus*, Indianapolis, Indiana University Press, 2010, p. 26-27 (l'utilisation des rescrits dans le système légal), 39-46 (présentation des deux *codices* et leur utilisation des rescrits).

⁷⁰ Ce concept est ici utilisé dans le sens d'un « groupe de personnes exerçant une pression sur les pouvoirs publics en vue d'obtenir des intérêts particuliers. » Ces différents groupes se créent et disparaissent en fonction des circonstances. Un bon exemple provenant de l'Antiquité tardive serait les villes ou encore le Sénat de Rome et de Constantinople qui envoient des ambassades à la cour impériale afin d'obtenir une loi qui serait favorable à leurs intérêts. L'affaire de l'autel de la victoire, dans laquelle Symmaque fut impliqué, illustre bien ces pratiques. Les hauts fonctionnaires pouvaient également individuellement faire pression auprès de l'empereur pour obtenir des faveurs qui rehausseraient l'influence de leur département ou protégeraient leurs intérêts personnels. Puisque les lois sont créées à partir d'une demande d'un individu ou d'un groupe, il apparaît plausible qu'ils aient eu une certaine influence sur le contenu final de la loi.

dernier tranche une question légale (*consultationes*) ou des *suggestiones*⁷¹. Dans tous les cas, si l'empereur décidait de prendre un dossier en charge, un projet de loi était créé. Le projet de loi était ensuite discuté dans le consistoire ou de manière plus informelle entre l'empereur et ses conseillers. Dans le cas d'une *suggestio*, les grandes lignes du texte étaient déjà écrites. Cela n'était toutefois pas standard et, la plupart du temps, l'empereur et ses proches étaient responsables du contenu. De plus, même si un texte arrivait déjà écrit à la cour, il n'était pas certain qu'il en ressorte inchangé. En effet, s'il était décidé que la rédaction d'une nouvelle loi était nécessaire, l'empereur demandait à un fonctionnaire de rédiger un brouillon de la loi. Ce dernier était responsable du style de la loi et ajoutait des formules ainsi que des phrases pour complexifier et embellir le texte⁷².

L'identité de ce fonctionnaire est une question très problématique pour ce qui est du IV^e siècle. Bien que le *quaestor sacri palatii* ait eu la responsabilité de rédiger les lois durant le V^e siècle, il ne semble pas avoir possédé cette prérogative lors de la création du poste. Selon Zosime, ce poste fut créé par Constantin I^{er}. Toutefois, il n'existe aucune attestation de l'existence de ce poste avant l'année 354. À cette date, le titre de *quaestor sacri palatii* n'était pas encore totalement établi et plusieurs autres titres apparaissent dans les sources. Durant la majeure partie du IV^e siècle, le questeur impérial semble avoir agi en tant que représentant de l'empereur. Son rôle était donc initialement semblable à celui du *quaestor Augusti* au début de la période impériale et du *quaestor candidatus* à partir du II^e siècle qui avait pour tâche de lire les discours et les lettres de l'empereur au Sénat. Toutefois, contrairement à leurs hypothétiques ancêtres, les questeurs impériaux faisaient partie de l'administration centrale et leur carrière était indépendante du cursus sénatorial. Les questeurs impériaux étaient parfois envoyés en mission en tant qu'ambassadeurs, mais ils n'avaient pas le monopole sur ce rôle, car toute personne ayant la confiance de l'empereur pouvait être désignée comme ambassadeur. Le prestige de la fonction de questeur impériale a grandi au fur et à mesure que l'appareil bureaucratique romain s'est développé. De ce fait, les questeurs ont été progressivement associés à la rédaction des lois. Les premiers questeurs attestés par les

⁷¹ J. N. Dillon, *The Justice of Constantine. Law, Communication, and Control*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 26.

⁷² J. Harries, *Law and Empire in Late Antiquity*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 47-53; J. F. Matthews, *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 10-24, 171-200.

sources qui ont rempli ce rôle en plus de celui de représentant de l'empereur ont été actifs vers la fin des années 360⁷³. Il est donc fort improbable que ce soit eux qui aient rédigé les lois au centre de cette présente étude.

Durant le règne de Constantin I^{er}, l'empereur donnait une certaine touche personnelle à sa législation. Les rescrits répondant aux pétitions de civils, en raison de leur très grand nombre, n'ont jamais vraiment permis l'implication de l'empereur. Par contre, les lettres destinées à des hauts fonctionnaires et les édits, des documents qui étaient produits plus rarement que les rescrits, transmettaient plus directement la pensée de l'empereur, puisque l'empereur participait davantage à leur composition. Bien qu'il soit impossible d'établir si Constantin était à l'origine de tous ces textes et à quel point il influença leur contenu, son engagement semble toujours avoir été présent⁷⁴. Loin de vouloir s'en remettre uniquement à l'opinion des juges présentée dans les *consultationes* qu'il recevait avant de formuler son opinion, Constantin ordonnait aux fonctionnaires de lui envoyer l'ensemble de la documentation entourant le procès pour qu'il puisse prendre une décision éclairée et que le rescrit soit valide⁷⁵.

Le brouillon de la loi ayant été rédigé par un fonctionnaire, il était ensuite présenté au consistoire où l'élite du fonctionnariat débattait du contenu de cette dernière et faisait des amendements. Une seconde version était par la suite rédigée et présentée de nouveau au consistoire. Les membres du consistoire critiquaient le contenu jusqu'à ce que la loi soit approuvée. À ce moment, l'empereur ajoutait la mention « manu divina » au document pour officialiser son approbation. Étant donné que les membres du consistoire avaient la liberté de dire ce qu'ils pensaient, ils pouvaient avoir un grand impact sur le contenu d'une loi, ce qui permettait d'éviter que les lois soient trop arbitraires. De plus, jusqu'à la fin du IV^e siècle, le consistoire se réunissait parfois en public pour discuter des lois. La population pouvait donc

⁷³ J. Harries, « The Roman Imperial Quaestor from Constantine to Theodosius II », *The Journal of Roman Studies*, vol. 78, 1988, p. 153-159.

⁷⁴ J. N. Dillon, *The Justice of Constantine. Law, Communication, and Control*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 83-84.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 205-209.

également influencer, dans une certaine mesure, l'orientation de la législation en acclamant ou en huant ce qui était dit⁷⁶.

L'étape finale, soit la promulgation de la loi, était de loin la plus importante, car elle était garante de la force que la loi en question allait détenir. La loi pouvait être annoncée publiquement en tant qu'édits (*edicta*) ou être envoyée aux fonctionnaires provinciaux sous forme de lettres (*epistulae*) avec des instructions claires quant à la manière dont la loi devait être distribuée et affichée à travers leur circonscription administrative. Les fonctionnaires provinciaux pouvaient ensuite émettre leurs propres édits basés sur le texte impérial. L'arrivée d'un document impérial dans une ville était un événement solennel qui augmentait l'intérêt pour le document en question, mais cet intérêt était éphémère et les lois étaient progressivement oubliées. Le support sur lequel résidait la loi était également d'une grande importance pour la longévité d'une loi. Même si la plupart des lois étaient inscrites sur des matériaux destinés à être rapidement détruits par les éléments, certaines étaient gravées sur la pierre ou le bronze, ce qui pouvait leur permettre de rester d'actualité plus longtemps. Peu importe leur support, les lois devaient être affichées dans les endroits publics importants de la ville, être rédigées de manière lisible et être installées au niveau des yeux afin qu'aucun ne puisse dire qu'il ne l'avait pas vue. Les lois étaient finalement souvent copiées par des juristes ou par n'importe quel individu ou groupe intéressé par celle-ci, ce qui prolongeait, par la même occasion, la vie de la loi⁷⁷. Malgré toutes les précautions prises par l'administration centrale pour que le document se rende à destination dans les meilleures conditions possible,

⁷⁶ J. F. Matthews, *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 10-24, 171-199 et J. Harries, *Law and Empire in Late Antiquity*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 38-42. Harries fournit comme exemple de ces séances publiques du consistoire une loi de Dioclétien provenant du Codex Iustinianus (CJ 9, 47, 12) : *Imperatores Diocletianus, Maximianus . Decurionum filii non debent bestiis subici. CVMQUE A POPVLO EXCLAMATVM EST, ITERUM DIX[IT] : Vanae voces populi non sunt audiendae. Nec enim vocibus eorum credi oportet, aut obnoxium crimine absolvi aut innocentem condemnari desideraverint * DIOCL. ET MAXIM. AA. IN CONSISTORIO DIXERUNT: *< S. DIE ET CONSULE>* (Les fils de décurions ne doivent pas être jetés aux bêtes. Lorsque le peuple se mit à crier, il dit en retour : les paroles vaines du peuple ne doivent pas être écoutées. En effet, il ne faut pas que ceux-ci soient crus, ou bien quand ils désirent qu'un coupable soit absous d'un crime, ou bien quand ils désirent qu'un innocent soit condamné). Cette loi est également abordée par J. N. Dillon, *The Justice of Constantine. Law, Communication, and Control*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 126. Dillon démontre avec celle-ci la continuité entre les règnes de Dioclétien et de Constantin, ce dernier voulant que les procès et certaines procédures se fassent en public afin de rendre les fonctionnaires plus accessibles et de minimiser les risques de corruption pouvant se développer lorsque les affaires se règlent derrière des portes closes.

⁷⁷ J. F. Matthews, *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 12-17.

le processus de transmission des lois au sein de l'administration provinciale avait tendance à corrompre le texte. En effet, les nombreux intermédiaires qui devaient recopier le texte pour l'envoyer à leurs subalternes augmentaient les chances de créer des erreurs, découlant de modifications volontaires ou involontaires au texte⁷⁸.

Dans le système juridique du Bas-Empire, les juges étaient tous des officiers civils. En effet, après la réorganisation des provinces effectuée par Dioclétien et ses successeurs à la fin du III^e et au début du IV^e siècle, le rôle principal des gouverneurs devint de présider les cours de première instance. Étant donné la superficie du territoire qu'ils devaient administrer, les gouverneurs pouvaient déléguer les cas moins importants à certains de leurs députés⁷⁹. La tâche des juges était délicate, car toute personne pouvait faire appel de leur décision aux instances supérieures et si la décision d'un juge était infirmée, la réputation de ce dernier en était affectée.

De fait, le système d'appel romain était complexe et centralisé autour de la personne de l'Empereur. Un individu venant de recevoir une décision de la part d'un gouverneur pouvait par la suite se retourner vers un vicaire pour la renverser, l'officier civil responsable du diocèse dans lequel se retrouve la province du gouverneur et qui était donc le supérieur direct du gouverneur. Si l'individu n'était toujours pas satisfait du résultat auprès du vicaire, il pouvait porter sa cause devant le préfet du prétoire supervisant le vicaire en question. La dernière instance après le préfet du prétoire était l'empereur⁸⁰. Le système était davantage complexifié par le fait qu'un individu pouvait porter sa cause devant l'empereur en première instance ou en appel sans passer par tous les échelons de la hiérarchie et que certains gouverneurs avaient des statuts équivalents à celui de vicaire ou de préfet du prétoire.

De plus, la présence d'un grand nombre de lois qui comportaient des statuts différents complexifia grandement la tâche des juges, car il n'y avait aucun ouvrage de référence comportant toutes les lois actuellement en vigueur et aucun manuel expliquant les différentes

⁷⁸ *Ibid.*, p. 68.

⁷⁹ La 1353^e lettre dans l'édition de Foerster de la correspondance de Libanios fait état d'un petit juge qui était le délégué du gouverneur. Voir J. H. W. G. Liebeschuetz, *Antioch: City and Imperial Administration in the Later Roman Empire*, Oxford, Clarendon Press, 1972, p. 113 pour plus de détails.

⁸⁰ J. Harries, *Law and Empire in Late Antiquity*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 53-55.

théories propres au droit romain et commentant les lois⁸¹. Les juges devaient donc rendre leur jugement en fonction des lois qu'ils connaissaient, sans savoir si ces dernières ne devaient s'appliquer qu'à un cas particulier ou avaient une portée générale, ou, tout simplement, en fonction de leur propre opinion⁸². Cette réalité rend l'étude de la société romaine à travers le *Codex Theodosianus* beaucoup plus complexe, parce qu'il est impossible de savoir à quel point les lois que l'on retrouve dans cette compilation étaient réellement appliquées. Le domaine où l'empereur avait le plus de difficulté à faire respecter sa volonté était le patronage, une tradition extrêmement bien ancrée dans les mœurs romaines depuis la période républicaine et omniprésente au sein de la société. De surcroît, le fait que l'empereur était le principal contrevenant à sa propre législation sur le patronage n'aidait pas la situation⁸³.

⁸¹ L'efficacité des lois promulguées par l'empereur demeure une question très complexe pour ce qui est du IV^e siècle. Toutes les lois n'étaient pas faites pour être appliquées de manière proactive et l'application de la plupart d'entre elles dépendait de l'initiative privée, notamment la dénonciation, ou des politiques de l'officiel local responsable de l'application des lois. Deux arguments reviennent souvent dans les travaux des historiens pour démontrer que les lois n'étaient pas respectées. D'une part, le fait que les lois étaient répétées à plusieurs reprises sur une courte période de temps. L'exemple le plus utilisé est certainement celui des décurions, car la législation sur les décurions représente l'une des plus grandes, sinon la plus grande rubrique dans tout le *Codex Theodosianus* avec ses 192 lois. Étant donné que les lois étaient souvent promulguées à la suite d'une requête de l'institution concernée et que les lois perdaient rapidement leur force, la répétition d'une loi démontre, d'une certaine manière, que la population voulait que cette loi reste vivante, car si elle avait souhaité le contraire, plus personne n'en aurait parlé. D'autre part, les historiens modernes citent souvent les nombreuses lois mentionnant la corruption des juges. Il demeure que dans un contexte où l'empereur arrivait difficilement à établir sa domination sur un appareil bureaucratique en pleine croissance, il était important pour l'empereur d'utiliser un langage autoritaire envers ses subordonnés dans ses lois afin de démontrer publiquement sa suprématie sur les fonctionnaires provinciaux. Il n'est donc pas nécessaire que ces derniers aient fait quelque chose de mal, ce qui expliquerait également pourquoi la plupart des nouveaux crimes passibles de la peine de mort durant le règne de Constantin I^{er} ont un lien avec l'administration. Sur le sujet, voir notamment J. Harries, *Law and Empire in Late Antiquity*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 77-98.

⁸² J. F. Matthews, *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 17-20.

⁸³ J. Harries, *Law and Empire in Late Antiquity*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 215-216.

Le *Codex Theodosianus*

L'évolution du climat intellectuel au cours des IV^e et V^e siècles fut un facteur déterminant qui a mené à la création du *Codex Theodosianus*. De fait, durant le IV^e siècle, les juristes appréciaient le climat d'obscurité qui entourait la pratique légale, car ils pouvaient en tirer profit. Cependant, aux abords du V^e siècle, les juristes commencèrent à apprécier davantage la complexité des lois en raison du développement de l'enseignement du droit qui commença dans la partie orientale de l'Empire au cours de la seconde moitié du IV^e siècle. Ce nouvel intérêt pour les études légales est visible au sein des écrits de Libanios, un professeur de rhétorique de la fin du IV^e siècle résidant à Antioche. En effet, Libanios se plaignait du fait que les étudiants délaissaient les études littéraires, nécessaires pour devenir un rhéteur, afin d'aller faire des études professionnelles à Bérytos pour devenir juriste⁸⁴. Le développement de l'étude du droit aurait donc été motivé par le fait que la connaissance du droit était un facteur important lors du choix des candidats voulant entrer dans la fonction publique⁸⁵.

Le 26 mars 429, l'empereur Théodose II annonça au Sénat de Constantinople son intention de créer une œuvre rassemblant dans un seul volume toutes les constitutions impériales depuis le règne de l'empereur Constantin I^{er}. Le caractère systématique de l'œuvre était une nouveauté pour l'époque, car une telle tâche n'avait pas été accomplie depuis l'inauguration de la Loi des Douze Tables au V^e siècle av. J.-C. Le *codex* résultant de cette entreprise de compilation devait succéder aux *codices* effectués par les juristes Gregorius et Hermogenianus qui avaient été publiés durant le règne de Dioclétien, soit au cours des années 290, et qui s'intéressaient principalement aux rescrits⁸⁶. Après la complétion du Code, une nouvelle commission

⁸⁴ Cette aversion pour les études légales apparaît dans les écrits de Libanios à partir des années 380. Durant la première moitié de sa carrière, Libanios entretenait des relations amicales avec des professeurs de droit et leur envoyait même des étudiants (F533 = B163). Pour plus d'informations concernant la rivalité entre les deux domaines, voir notamment J. H. W. G. Liebeschuetz, *Antioch: City and Imperial Administration in the Later Roman Empire*, Oxford, Clarendon Press, 1972, p. 242-255.

⁸⁵ J. F. Matthews, *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 20-28. Pour ce qui est de Libanios et de la connaissance du droit comme préalable pour obtenir un poste dans la fonction publique, voir le chapitre 4.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 10-12. Les *codices Gregorianus* et *Hermogenianus* et le *Codex Theodosianus* n'avaient cependant pas été rédigés dans la même optique. Les deux premiers codes avaient été rédigés par des hauts fonctionnaires palatins afin de créer un recueil qui organiserait de manière claire les lois de l'Empire à des fins de référence pour l'administration impériale et pour les juristes qui voudraient le consulter. L'objectif du *Codex Theodosianus* était initialement de créer un manuel et un outil de référence qui permettrait aux juges d'appliquer les lois de manière

éditoriale devait se pencher sur un nouveau projet, soit la création d'un manuel de droit qui réunirait les *codices Gregorianus*, *Hermogenianus* et *Theodosianus* ainsi que les opinions des juristes et qui permettrait aux juges d'éviter les erreurs. Cette seconde partie du projet n'arriva jamais à terme⁸⁷.

La commission éditoriale mise en place en 429 par Théodose II avait comme mission d'inclure dans le futur *Codex Theodosianus* toutes les constitutions impériales qui possédaient la force d'un édit ou qui avaient une vocation générale⁸⁸. Les *codices Gregorianus* et *Hermogenianus* devaient être utilisés comme modèle de base pour la composition. Les lois devaient être disposées en fonction de *tituli*, ou sujets, et être placées en ordre chronologique pour limiter les confusions possibles. De fait, même si l'inclusion de lois qui n'étaient plus valides à l'époque de la rédaction du *Codex Theodosianus* allait rendre le contenu plus confus pour les lecteurs, l'empereur estimait important que les juristes puissent comprendre les développements qui avaient mené à la création de la loi en question. Les neuf éditeurs

uniforme à travers l'Empire. Dans le premier cas, les *codices* étaient des outils d'archivage dont la publication devait être assez restreinte, tandis que dans le second, l'ouvrage était fait pour être grandement publié et disséminé à travers l'Empire à des fins éducatives.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 58.

⁸⁸ Pour ce qui est des sources utilisées par les éditeurs du Code, les historiens ne s'entendent pas, mais trois grandes provenances se démarquent du lot. La première grande hypothèse sur le sujet fut proposée par Otto Seeck vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Seeck estime que durant la majeure partie du IV^e siècle, il était impossible pour l'administration centrale d'entretenir des archives complexes étant donné le caractère itinérant de la cour. Seeck est donc davantage d'avis que les éditeurs ont trouvé leurs textes dans les archives des bureaux de l'administration provinciale (O. Seeck, *Regesten der Kaiser und Päpste für die Jahre 311 bis 476 n. Chr.: Vorarbeit zu einer Prosopographie der christlichen Kaiserzeit*, Stuttgart, J.B. Metzler, 1919, p. 1-18). Contrairement à Seeck, Arnold Hugh Martin Jones, un historien du milieu de XX^e siècle, ne pense pas que les éditeurs ont eue à leur disposition des centres d'archives d'envergure, mais qu'ils ont été obligés d'interroger une grande variété de sources pour trouver les lois dont ils avaient besoin, notamment les archives personnelles des grandes familles romaines dont plusieurs de leurs membres avaient été préfets du prétoire, gouverneur ou vicaire et avaient conservé les documents impériaux qui leur étaient adressés. Actuellement, deux historiens proposent des thèses contradictoires sur le sujet. D'une part, Adriaan Johan Boudewijn Sirks affirme que les empereurs faisaient copier les différentes lois qu'ils promulguaient et gardaient une copie dans leurs archives. Ce sont, selon lui, ces archives que les éditeurs ont utilisées lors de la rédaction du *Codex Theodosianus*. D'autre part, Matthews, confronté au manque d'informations, estime que toutes ces sources d'informations ont dû être interrogées par les éditeurs du Code à un moment ou à un autre de leurs recherches. Plus récemment, un élève de Matthews, John Noël Dillon, appuya la thèse de ce dernier en affirmant que les éditeurs du *Codex Theodosianus* trouvèrent la majorité des lois constantiniennes dans une ou plusieurs collections d'origine africaine ou italienne, puisque les archives légales à Constantinople étaient insatisfaisantes lors du V^e siècle pour ce qui est des lois de Constantin. Voir notamment J. F. Matthews, « The Making of the Text », dans I. Wood et J. Harries (éds), *The Theodosian Code. Studies in the Imperial Law of Late Antiquity*, Bristol, Bristol Classical, 2010² [1993], p. 19-44; A. J. B. Sirks, « The Sources of the Code », dans I. Wood et J. Harries (éds), *The Theodosian Code. Studies in the Imperial Law of Late Antiquity*, Bristol, Bristol Classical, 2010² [1993], p. 45-67 et J. N. Dillon, *The Justice of Constantine. Law, Communication, and Control*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 15-20.

nommés en 429 devaient modifier les lois le moins possible. Ils ne pouvaient qu'omettre ou abrégé certains passages qui rendaient les textes lourds et confus. Théodose II modifia légèrement cette procédure le 20 décembre 435 à travers une nouvelle loi. Trois amendements étaient significatifs. Le premier fut que les effectifs de la commission éditoriale passaient dès lors à seize hommes plutôt que neuf, dont seulement trois d'entre eux avaient fait partie du premier groupe. Le second augmenta le pouvoir des éditeurs. En plus d'omettre ou d'abrégé des passages, les membres de la commission pouvaient dès lors ajouter des passages aux textes ou les corriger, toujours afin de rendre le produit final plus clair. Cette permission provenant de l'empereur était importante pour les éditeurs, car, étant donné que les lois étaient le fruit des décisions impériales, toute atteinte à ces dernières pouvait avoir des conséquences graves. Le troisième venait clarifier la notion de *generalitas*. L'empereur spécifia que les lois publiées dans les provinces étaient toutes aussi valides que les autres. Selon Matthews, étant donné que le processus de transmission des lois de l'administration centrale vers les provinces aurait eu tendance à modifier le contenu des textes, les éditeurs auraient été hésitants à inclure des lois qu'ils n'auraient trouvées que dans la forme sous laquelle elle est arrivée dans une province, sans savoir si elle était conforme au texte original ou même si la loi en question avait initialement une portée générale, ce qui explique pourquoi Théodose II précisa leur mandat davantage⁸⁹. De plus, le fait que les éditeurs utilisaient un système de classification qui n'existait pas à l'époque de la rédaction de la plupart des lois du *Codex Theodosianus*⁹⁰ rendit leur tâche plus difficile.

Après huit ans de travail, Théodose II déclara, en novembre 437, devant une assemblée de dignitaires réunis en l'honneur du mariage de sa fille Eudoxia avec l'empereur d'Occident Valentinien III qu'il avait l'intention de publier une compilation des lois romaines. Le pouvoir et l'autorité de l'empereur étant en chute libre en Occident, la publication conjointe de cet ouvrage par les deux empereurs était une manière de renforcer publiquement l'unité de l'Empire. Une fois que Valentinien eut approuvé le projet de son collègue, Théodose ordonna que des copies du Code soient remises aux préfets du prétoire. En Orient, le Code fut validé le 1^{er} février 438 par Théodose II à travers une loi. Pour ce qui est de la partie occidentale de

⁸⁹ J. F. Matthews, *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 55-71.

⁹⁰ J. Harries, *Law and Empire in Late Antiquity*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 31.

l'Empire, Anicius Acilius Glabrio Faustus, le préfet du prétoire d'Italie, d'Illyrie et d'Afrique, présenta le Code au sénat de Rome le 25 décembre 438 et, à la suite des discussions, accepta les instructions lui ayant été fournies par le Sénat pour la distribution du Code en Occident⁹¹.

Sous sa forme actuelle, le *Codex Theodosianus* comporte plus de 2500 textes édités entre 313 et 437 qui couvrent un très grand nombre de domaines de la vie au sein de la société romaine durant les IV^e et V^e siècles. En plus d'être une grande entreprise intellectuelle, le *Codex Theodosianus* est le reflet d'une société en plein changement. Toutefois, la clarté avec laquelle l'information se présente à l'historien est trompeuse. Le fait que l'on ne sache pas comment les lois étaient transmises au sein de l'administration provinciale, comment elles étaient appliquées par les juges durant le IV^e siècle et comment elles étaient éditées par les membres de la commission éditoriale entre 429 et 437 complique beaucoup notre lecture. Les nombreuses erreurs de datation commises par les éditeurs antiques n'aident pas davantage notre compréhension⁹². En plus de toutes ces difficultés et incertitudes, le texte du *Codex Theodosianus* comporte aujourd'hui plusieurs lacunes. Toutefois, étant donné que ce sont surtout les textes des cinq premiers livres qui sont problématiques⁹³ et que la plupart des lois nécessaires à cette présente étude proviennent des livres six à douze, les lacunes liées à la tradition manuscrite ne seront pas, ici, un obstacle important. Il est pourtant possible que les cinq premiers livres aient comporté initialement d'autres lois au sujet du *suffragium* si l'on en croit l'hypothèse de Mommsen selon laquelle seulement un tiers des textes des cinq premiers livres sont parvenus aux historiens modernes. En somme, comme l'a si bien dit John Matthews dans sa monographie sur le *Codex Theodosianus* : « The interpretation of the world that [the

⁹¹ J. F. Matthews, *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 1-9, 30.

⁹² Les éditeurs avaient notamment de la difficulté à replacer en ordre les lois établies sous le règne de Constantin, car les consuls avaient tous des noms très similaires et la même paire de consuls avait parfois occupé le consulat durant deux années différentes. Il y avait également une certaine confusion autour des noms de Constantin I^{er} et de Constance II (Constantinus et Constantius en latin) qui étaient parfois inversés. Voir J. F. Matthews, *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 170 pour plus de détails. Voir O. Seeck, « Die Zeitfolge der Gesetze Constantins », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, vol. 10, no 1, 1889, p. 1-44, 177-252 et O. Seeck, *Regesten der Kaiser und Päpste für die Jahre 311 bis 476 n. Chr.: Vorarbeit zu einer Prosopographie der christlichen Kaiserzeit*, Stuttgart, J.B. Metzler, 1919, p. 427-439 pour les nombreuses corrections que ce dernier apporta aux textes du *Codex Theodosianus*. Les hypothèses de Seeck concernant la datation des lois et les endroits mentionnés dans les textes sont encore aujourd'hui incontournables lorsque vient le temps d'interpréter le contenu d'une loi.

⁹³ J. F. Matthews, *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 85-86.

Code] so portrayed has been, and remains, one of the most difficult challenges facing the late Roman historian⁹⁴. »

La terminologie impériale à l'égard du *suffragium*

Durant la période républicaine, une période pendant laquelle les liens de clientèles régissaient complètement et légalement la société romaine, l'*ambitus* et le *suffragium*, deux types de support politique, existaient en tant qu'antithèses. L'*ambitus*, conséquence directe de l'*ambitio*⁹⁵, était considéré à l'époque comme un appui politique résultant de démarches illégales, notamment l'utilisation d'argent ou de pots de vin⁹⁶. Plusieurs lois furent promulguées par le Sénat durant la période républicaine afin de combattre ce phénomène qui affectait la vie politique romaine. La dernière loi de cette série fut mise sur pied par l'empereur Auguste⁹⁷. À l'inverse, le *suffragium* et tous les termes qui en étaient dérivés faisaient référence à un appui politique légitime et au fait de faire campagne pour un homme politique. Contrairement à l'*ambitus* qui a toujours eu une connotation négative, le *suffragium* ne prit une

⁹⁴ *Ibid.*, p. 9.

⁹⁵ Le terme *ambitio* fait référence à une méthode illégale et illégitime d'obtenir un poste. Durant la période républicaine, l'*ambitio* était considérée un crime et les sénateurs n'hésitaient pas à attaquer légalement leur adversaire en les accusant d'*ambitio*. Voir notamment M. McDonnell, « *Ambitus* and Plautus' *Amphitruo* 65-81 », *American Journal of Philology*, vol. 107, 1986, p. 564-576 et A. Lintott, « Electoral Bribery in the Roman Republic », *Journal of Roman Studies*, vol. 80, 1990, p. 1-16.

⁹⁶ Cicéron discute du phénomène de l'*ambitus* avec son frère Quintus dans plusieurs lettres. Dans la lettre *Ad Q. II, 15*, Cicéron explique à son frère la gravité de la situation : « *Ambitus redit immanis; numquam fuit par: Idib. Quinct. fenus fuit bessibus ex triente. Coitione Memmi est quo cum Domitio: hanc Scaurus unum vincere; Messala flaccet. Non dico Iperbolixw: vel HS. centies constituerunt in praerogativa pronuntiare. Res ardet invidia. Tribunicii candidati compromiserunt, HS. quingenis in singulos apud M. Catonem depositis, petere eius arbitratu, ut, qui contra fecisset, ab eo condemnaretur: quae quidem comitia si gratuita fuerint, ut putantur, plus unus Cato potuerit quam omnes leges omnesque iudices.* »

⁹⁷ Sur l'histoire du terme *ambitus* (surtout durant la période républicaine), voir L. Fascione, *Crimen e quaestio ambitus nell'età repubblicana. Contributo allo studio del diritto criminale repubblicano*, Milan, Giuffrè, 1984; E. Deniaux, « De l'*ambitio* à l'*ambitus*. Les lieux de la propagande et de la corruption électorale à la fin de la République », dans *L'urbs : espace urbain et histoire (Ier s. ap. J.C.). Actes du colloque international organisé par la Centre national de la recherche scientifique et l'École française de Rome (Rome, 8-12 mai 1985)*, Paris, Boccard, 1987, p. 279-304; H. T. Wallinga, « *Ambitus* in the Roman Republic », *Revue internationale des droits de l'Antiquité*, vol. 41, 1994, p. 411-442; P. Nadig, *Ardet ambitus : Untersuchungen zum Phänomen der Wahlbestechungen in der römischen Republik*, Bern, P. Lang, 1997; W. Schuller, « *Ambitus* : einige neue Gesichtspunkte », *Hyperboreus*, vol. 6, 2000, p. 349-361 et K. Vössing, « *Mercēs, corruptio, ambitus und commendatio – zu Plinius, Brief 4,13* », dans V. Lica (éd.), *Historiae Diversitatis. FS für Vladimir Iliescu zum 80. Geb.* Galati, 2006, p. 97-109. Sur son utilisation dans les écrits de Symmaque, voir T. W. Watson, *The Rhetoric of Corruption in Late Antiquity*, Thèse (Ph.D.), University of California (Riverside), 2010.

tournure négative parallèlement au développement de l'administration impériale, que vers la fin du Haut-Empire et au début du Bas-Empire. Signifiant une « recommandation achetée » durant les V^e et VI^e siècles, la périodisation de l'évolution de la définition du terme *suffragium* fait toujours l'objet d'un débat. Par conséquent, la plupart des historiens proposèrent des définitions différentes pour ce mot en s'appuyant le plus souvent sur quelques lois qu'ils jugent plus représentatives sans nécessairement se préoccuper de la chronologie. Afin de produire un portrait plus clair de la situation, toutes les lois qui utilisent un mot provenant du champ lexical du *suffragium*, notamment les noms communs *suffragatio* et *suffragator* ainsi que le verbe *suffragari* seront analysés dans ce chapitre, même si elles ne concernent pas directement l'administration impériale et les nominations. De cette manière, il sera possible de dégager une définition plus claire de chacun de ces termes et d'analyser la manière dont ces définitions ont évolué à travers les règnes des différents empereurs⁹⁸.

Définition des termes *suffragium*, *suffragatio*, *suffragator* et *suffragari*

Parmi toutes les lois du Code de Théodose, 26 textes ayant été promulgués entre 316 et 363 utilisent un terme du champ lexical du *suffragium* dans leur formulation. De ces 26 lois, douze ont été rédigées lors du règne de Constantin, treize lors du règne de Constance II, une lors du

⁹⁸ La définition « officielle », celle établie par la cour impériale, sera ici étudiée. Les autres sources analysées dans ce travail abordent le *suffragium* de manières différentes. Abinnaeus oppose clairement *suffragium* à *iudicium sacrum*. Pour Abinnaeus, bien que ces deux méthodes permettent d'obtenir un poste, ceux qui ont été nommés par *iudicium sacrum* doivent passer devant ceux qui ont été nommés par *suffragium*. Abinnaeus ne laisse aucunement sous-entendre que les postes furent achetées par ses rivaux et il se peut qu'il utilise ce mot simplement pour faire référence à une recommandation légitime d'un haut fonctionnaire. Dans cette optique, l'argument d'Abinnaeus serait que la volonté de l'empereur surpasse celle d'un haut fonctionnaire, ce qui est tout à fait juste. Pour ce qui est de Libanios, le sophiste ne fait que présenter un homme à un haut fonctionnaire dans ses lettres de recommandation. Ils utilisent donc des mots qui s'apparentent davantage à la *commendatio* qu'au *suffragium* en tant que tel. Lorsqu'il demande de manière plus claire à un fonctionnaire d'agir pour soutenir la cause du porteur, il utilise des mots comme σύμμαχος / συμμαχία (F552 = N22, F97 = N53 (voir la note n° 172 pour l'explication de la méthode de notation des lettres de Libanios)) ou προστασία (F810 = N99, Or. 47.7) pour désigner l'assistance recherchée par le porteur ou des dérivés du verbe ἐπαίνω pour décrire la recommandation ou l'approbation (F552 = N22, F557 = N23, F571 = N24, F364 = N29, F810 = N99). Même si Symmaque est plus direct que Libanios dans la manière de rédiger ses lettres de recommandation, il utilise principalement le mot *commendatio* pour faire référence aux recommandations qu'il donne ainsi qu'à celles qu'il demande. Le mot *suffragium* est utilisé par Symmaque dans sa définition plus large, soit en tant qu'« aide » ou « assistance » dans un contexte qui n'a pas nécessairement un lien avec la question des nominations.

règne de Julien et une autre qui est cataloguée sous le règne de Constantin, mais qui aurait également pu être promulguée par Constance II.

Le terme *suffragium* en tant que tel apparaît onze fois dans la législation de Constantin I^{er} et douze fois dans celle de Constance II. Il est intéressant de noter que le terme *suffragium* ne se retrouve dans aucune loi promulguée par Julien, même pas dans sa fameuse loi contre le *suffragium* (CTh 2,29,1). La définition du terme demeure sensiblement identique durant les règnes de Constantin et de ses fils. Le mot *suffragium* est majoritairement utilisé dans sa définition plus large qui pourrait être résumée comme suit : « l'assistance, l'aide ou le support qu'une autorité morale, dans le cas de la législation impériale, ou physique, pour ce qui est des individus influents, fournit à un individu de rang inférieur ou, tout simplement, moins influent ». Puisque la grande majorité des occurrences sont à l'ablatif ou utilisent la préposition *per*, le *suffragium* semble donc être considéré par l'administration impériale comme un moyen par lequel des individus obtiennent quelque chose.

Lorsque le terme *suffragium* est utilisé au sens d'« aide », il peut être accompagné d'un génitif qui concrétise cet aide, comme dans une des lois de Constantin sur les sursis légaux promulguée en 327 : « Or si la défense demande l'aide (*suffragia*) d'un délai (*dilationis*) »⁹⁹. Le pluriel, souvent utilisé lorsque *suffragium* est employé à l'accusatif, est ici très difficile à traduire, mais le sens reste proche de la notion d'« aide ». On retrouve une autre instance d'une notion abstraite fournissant son *suffragium* à une tierce personne au sein de la législation de Constance II sur les appels : « et qu'ils ne chassent pas ceux qui s'adressent à eux de l'assistance (*suffragio*) d'une défense nécessaire (*necessariae defensionis*), ces derniers étant détournés par la désolation des injures »¹⁰⁰.

Toutefois, le mot *suffragium* peut également être utilisé pour désigner directement la manifestation de cette aide, que ce soit sous la forme d'un vote fait par un membre d'une assemblée municipale (comme le sénat de Rome ou de Constantinople), d'une

⁹⁹ CTh 2, 7, 2 (327) : *Quod si defensio possidentium dilationis suffragia postulaverit, eandem adserta causa citra obstaculum temporis deferri sancimus, quia nequaquam in ipsius steterat potestate, quando litigio pulseratur.*

¹⁰⁰ CTh 11, 30, 22 (343) : *Omnes praesides moneantur, ut, si quis provocatione sibi opus esse cognoscit, iuxta morem ordinemque legum accipiant libellos et ad eos qui consuerunt audire transmittant, nec appellantes iniuriarum adflictatione deterritos a suffragio necessariae defensionis expellant.*

recommandation d'un haut fonctionnaire ou d'acclamation de la part de la population. Étant donné cette ambiguïté au niveau de la définition, il est souvent très difficile de savoir, surtout dans le domaine administratif, si l'emploi fait référence à l'action (aide) ou au résultat de cette action (recommandation). Certains exemples font toutefois clairement référence au résultat de cette assistance. Dans une loi datant du milieu des années 320 envoyée au comte de l'Afrique, Constantin mentionne que les nominations en Afrique sont célébrées aussi par les acclamations du peuple : « quoique la nomination en Afrique soit, par habitude, célébrée solennellement également par les acclamations du peuple (*populi suffragiis*) »¹⁰¹. Un autre exemple tiré de la législation de Constantin utilise la définition républicaine du terme en référence au vote des membres du sénat : « Il est certes inconcevable de confier l'arbitrage d'une si grande dignité à une autre chose qu'à vos votes (*vestris suffragiis*) et à vos décisions »¹⁰².

Constance II fut le premier à faire référence au *suffragium* en tant que pacte légal entre deux individus dans une loi qu'il promulgua en 343, une vingtaine d'années avant la fameuse loi de Julien contre le *suffragium*. Fidèle aux habitudes de la législation impériale, Constance ne prend pas le temps de définir le phénomène qu'il appelle un *suffragiorum pactio*, mais le caractérise tout simplement comme une entente futile qui nuit au bien public : « qu'ils supportent aussi la capitation plébéienne, afin que le bien public ne soit pas mis en morceaux par le futile pacte de suffrages »¹⁰³.

Les termes découlant de l'idée du *suffragium* sont beaucoup moins présents dans le Code de Théodose. Les noms communs comme *suffragatio*, qui signifie « l'action de donner son appui », et *suffragator*, qui représente la personne influente qui donne son appui à une autre personne moins influente, n'apparaissent qu'une fois durant toute la période. Le verbe

¹⁰¹ CTh 12, 5, 1 (325/326) : *Hi magistratus, qui sufficiens duumviris in futurum anni officium nominationes impertunt, periculi sui contemplatione provideant, ut, quamvis populi quoque suffragiis nominatio in Africa ex consuetudine celebretur, tamen ipsi nitantur pariter ac laborent, quemadmodum possint ii, qui nominati fuerint, idonei repperiri.*

¹⁰² CTh, 15, 14, 4 (313/326) : *Incongruum est enim tantae dignitatis arbitrium alteri potius quam vestris suffragiis sentiis committere.*

¹⁰³ CTh 12, 1, 36 (343) : *Universi omnino ex comitibus vel ex praesidibus, qui suffragio perceperint dignitates, civilibus oneribus muneribusque teneantur adstricti; plebeiam quoque sustineant capitationem, ne commoda publica cum umbratili suffragiorum pactione lacerentur.*

suffragari, qui signifie tout simplement « assister » ou « aider », est utilisé à quatre occasions et comporte toujours une connotation positive.

La connotation et l'utilisation du terme *suffragium*

Durant les règnes de Constantin I^{er} et de Constance II, le *suffragium* n'a intrinsèquement aucune connotation méliorative ou péjorative et prend plutôt son sens en fonction de la cause pour laquelle l'aide est recherchée. Les exemples où la recherche de l'appui d'une tierce personne est considérée par l'empereur comme un crime sont nombreux, notamment pour tout ce qui se trouve en lien avec l'administration et la justice. En 316, Constantin déclara qu'il est illégal de tenter de faire revivre une poursuite qui a été conclue par une réponse impériale au moyen du *suffragium*¹⁰⁴. En 331, le même empereur stipula qu'un décurion ne peut chercher à obtenir l'office de procureur ou de curateur d'une municipalité à travers le *suffragium*¹⁰⁵. Plusieurs lois tirées de la législation de Constance II vont dans la même direction¹⁰⁶.

Toutefois, il existe quelques lois qui démontrent que le fait de rechercher l'assistance d'une autorité pouvait aussi être une bonne chose. Dans une loi envoyée au préfet du prétoire Junius Bassus et dont la date de rédaction est incertaine, Constantin affirma que le fait d'avoir eu recours à l'aide d'un magicien pour sauver les récoltes ne pouvait faire l'objet de poursuites criminelles, car personne ne peut être lésé par un tel acte¹⁰⁷. En 327, Constantin déclara qu'un défendant pouvait demander l'aide d'un délai sans restriction de temps, car il n'était pas en son

¹⁰⁴ CTh 11, 30, 6 (316) : *Eo etiam, qui terminatam rescripto vel consultatione quaestionem exquisito suffragio refricare conabitur, quoniam maius crimen admittit, in omnem litis aestimationem protinus condemnando et sub sacramenti observatione omni venia deneganda, si quis contra haec supplicare temptaverit.*

¹⁰⁵ CTh 12, 1, 20 (331) : *Qui vero per suffragium ad hoc pervenerit administrare desiderans, non modo ab expetito officio repellatur, sed epistola quoque vel codicilli ab eo protinus auferantur, et ad comitatum destinantur.*

¹⁰⁶ CTh 12, 1, 25 (338); 6, 22, 2 (338); 6, 22, 3 (340); 12, 1, 36 (343); 12, 1, 42 (354/346); 12, 1, 44 (358); 6, 29, 4 (359); 1, 9, 1 (359).

¹⁰⁷ CTh 9, 16, 3 : *Nullis vero criminationibus implicanda sunt remedia humanis quaesita corporibus aut in agrestibus locis, ne maturis vindemiis metuerentur imbres aut ruentis grandinis lapidatione quaterentur, innocenter adhibita suffragia, quibus non cuiusque salus aut existimatio laederetur, sed quorum proficerent actus, ne divina munera et labores hominum sternerentur.*

pouvoir de déterminer lorsqu'il allait être poursuivi¹⁰⁸. Dans le même ordre d'idées, Constance II promulgua une loi en 343 obligeant les gouverneurs à respecter le droit d'appel des citoyens et leur droit à une défense convenable¹⁰⁹.

Bref, si le *suffragium* est utilisé pour la poursuite d'une cause qui est juste et qui ne nuit à personne, il est présenté comme un bienfait, mais s'il est utilisé pour contrevenir à la volonté impériale, le recours au *suffragium* est un crime.

La vénalité du *suffragium*

Constantin introduisit la notion qu'un *suffragium* pouvait être vénal dans une loi promulguée en 317¹¹⁰: « Or, si un décurion désirant éviter sa curie obtint la dignité de perfectissime, de ducénaire, de centenaire ou de *egregiatus* au moyen d'un suffrage acheté, il sera retourné à sa condition (de décurion) après avoir abandonné ses codicilles »¹¹¹. Le fait que Constantin sente le besoin d'ajouter un adjectif (*comparato*) afin d'indiquer la vénalité du *suffragium* démontre que cette pratique n'était pas nécessairement toujours vénale à cette époque, ce qui est prouvé par la législation subséquente de cet empereur.

¹⁰⁸ CTh 2, 7, 2 (327) : *Quod si defensio possidentium dilationis suffragia postulaverit, eandem adserta causa citra obstaculum temporis deferri sancimus, quia nequaquam in ipsius steterat potestate, quando litigio pulseratur.*

¹⁰⁹ CTh 11, 30, 22 : *nec appellantes iniuriarum adflictatione deterritos a suffragio necessariae defensionis expellant.*

¹¹⁰ Techniquement, si l'on suit la datation de Seeck (*Regesten der Kaiser und Päpste für die Jahre 311 bis 476 n. Chr.: Vorarbeit zu einer Prosopographie der christlichen Kaiserzeit*, Stuttgart, J.B. Metzler, 1919, p. 430), la première loi de Constantin à mentionner le *suffragium* vénal serait CTh 6,38,1 qui aurait été promulguée en janvier, tandis que CTh 12,1,5 aurait été rendue publique en juillet. Cependant, la seconde moitié de la loi, dans laquelle se trouve la mention du *suffragium*, fut perdue dans la transmission des manuscrits du *Codex Theodosianus*. Toutefois, cette loi se retrouve en entier dans le *Codex Iustinianus*, d'où provient le passage en question (CJ 12,32,1), mais Mommsen, très conservateur quant aux déductions basées sur le CJ, décida de ne pas intégrer ce passage dans son édition. La loi se lit comme suit : *Codicillis perfectissimatus fruuntur, qui impetraverint, si abhorreant a condicione servili vel fisco aut curiae obnoxii non sint vel si pistores non fuerint vel non in aliquo (fin du CTh) negotio constiterint nec sibi honorem venali suffragio emerint nec rem alicuius administraverint.* * *Const. a. ad paternum Valerianum*. Tout comme CTh 12,1,5, cette loi utilise un adjectif (*venali*) afin d'identifier un suffrage comme étant vénal.

¹¹¹ CTh 12, 1, 5 (317) : *Si vero decurio suffragio comparato perfectissimatus vel ducenae vel centenae vel egregiatus meruerit dignitatem declinare suam curiam cupiens, codicillis amissis suae condiconi reddatur, ut omnium honorum et munerum civilium discussione perfunctus iuxta legem municipalem aliquam praerogativam obtineat.*

En effet, Constantin promulgua une loi durant les années 320 qui nuança le caractère répréhensible de l'utilisation du *suffragium* pour obtenir des codicilles, soit des lettres émises par l'empereur qui conféraient à un individu le rang de fonctionnaire retraité sans qu'il ait réellement travaillé au sein de l'administration impériale. Cette loi laisse sous-entendre que l'obtention d'un honneur à travers le *suffragium* d'hommes responsables et sans aucun paiement en argent était un acte moins grave qu'un *suffragium* vénal même s'il a été octroyé par un homme jugé responsable :

« Cependant, si certains hommes furent honorés par notre regard au moyen du suffrage d'hommes bons, sans qu'aucun argent ne fût donné, ou bien en assumant le rôle de légat d'une province, ceux-ci, ayant déjà bénéficié des charges de duumvir, des curatelles et de la dignité de flamine d'une province, ne doivent pas refuser de s'acquitter de toutes les autres tâches publiques. Mais si certains hommes méritèrent d'être dispensés de leurs charges après avoir entrepris les fonctions administratives des procuratèles et après qu'ils aient obtenus les gains qu'ils désiraient auprès du fisc, qu'ils soient nommés décurions, même s'ils sont perfectissimes ou s'ils ont figuré parmi le rang et la position des *egregii*. »¹¹²

L'administration impériale considérait donc qu'il y avait au minimum quatre types de *suffragium* qui avaient chacun une valeur différente. Le plus respectable était clairement celui obtenu auprès d'un homme bon sans que de l'argent ait été échangé. Toutefois, il est difficile de discerner si le *suffragium* d'un homme mauvais sans paiement d'argent était plus respectable que celui acheté à un homme bon. La distinction par Constantin entre un *suffragium* vénal et un *suffragium* « intègre » démontre que les deux voies coexistaient toujours durant les années 320 et que le *suffragium* n'était pas nécessairement vénal.

La première loi à sous-entendre que le *suffragium* était constamment vénal fut promulguée par Constance II au début de son règne, soit en octobre 338. Constance résume la situation de manière très claire et directe dans la première phrase de la loi :

Quoniam emptae dignitatis obtentu curias vacuefactas esse non dubium est, placuit, ut cuncti, qui suffragiis dignitatum insignia consecuti sunt, inmeriti honoris splendore privati civilium munerum

¹¹² CTh 6, 22, 1 (321/324) : *Si qui tamen bonorum virorum suffra[gio] nulla data pecunia vel provinciae legatione suscep[ta] nostris sunt obtutibus inlustrati, hi duumviratus, curas, [fla]monium provinciae lucrati cetera munerum publi[c]orum obire non abnuant. Qui vero coemptis procurationum administrationibus post lucra de fisco captata vacationem meruerunt, sive perfectissimi sunt sive inter egregiorum ordinem locumque constiterint, decuriones nominentur.*

*sollemnitate fungantur*¹¹³ (Puisqu'il ne fait aucun doute que les curies sont vidées par l'obtention d'une dignité achetée, (l'empereur) décida que tous ceux qui ont obtenu les insignes de différentes dignités au moyen de suffrages s'acquitteront de la formalité des corvées municipales et seront privés de la splendeur d'un honneur qu'ils n'ont pas mérité).

Selon Constance, puisqu'il était évident que plusieurs décurions achetaient des codicilles, tous ceux qui ont obtenu une dignité à travers le *suffragium* se verront renvoyer au conseil municipal et perdront leur titre. Le fait que Constance ne fasse aucune différence entre ceux qui auraient obtenu leur *suffragium* de manière intègre et ceux qui l'auraient acheté et qu'il utilise l'expression *cuncti* au lieu de faire référence au groupe qu'il venait de définir au moyen d'un pronom de rappel implique qu'un *suffragium* était, selon lui, nécessairement acheté. De plus, Constance oppose très clairement le *suffragium* et les témoignages honnêtes (*honesta testimonia*), ce qui démontre que le *suffragium* est à la base une action malhonnête pour Constance, un changement de ton avec la législation de Constantin.

La seule autre loi provenant de la législation de Constance II à avoir mentionné la vénalité du *suffragium* fut rendue publique en décembre 338. Elle donne suite à la loi sur les codicilles rédigée par Constantin dans les années 320 (*CTh* 6,22,1) et la résume de cette manière : *Ab honoribus mercandis per suffragia vel qualibet ambitione quaerendis certa multa prohibuit*¹¹⁴ (Il est défendu par une pénalité déjà fixée de faire le commerce des honneurs à travers les suffrages ou bien de les rechercher au moyen de toute autre sollicitation illicite). La suite de la loi ne donne aucune précision sur l'achat des dignités et ne fait que préciser les amendes encourues par les individus qui tenteraient d'obtenir des titres honorifiques. Aucune des lois promulguées par Constance II entre 339 et 361 ne mentionne la vénalité du *suffragium*.

¹¹³ *CTh* 12, 1, 25 (338).

¹¹⁴ *CTh* 6, 22, 2 (338).

La politique impériale à l'égard du *suffragium*

Selon A. H. M Jones, durant le Bas-Empire, le choix des fonctionnaires de grade inférieur, comme les gouverneurs, était grandement dépendant du *suffragium*¹¹⁵. Il est difficile de contredire cette affirmation, car il était impossible pour l'empereur, en raison du développement important de la bureaucratie, d'évaluer lui-même toutes les candidatures pour l'obtention de postes au sein de la fonction impériale qui lui étaient soumises. L'empereur devait se concentrer sur la nomination des fonctionnaires de grade supérieur, car c'était de cette manière qu'il pouvait exercer son propre *suffragium* et, ainsi, s'allier les grands hommes de l'Empire en leur fournissant, temporairement, pouvoirs et privilèges. Les hauts fonctionnaires avaient donc un certain contrôle sur la nomination de leurs subordonnés, car le choix de l'empereur, qui devait tout de même approuver tous les candidats, dépendait en grande partie de leur recommandation. En raison du grand nombre de candidats, les gouverneurs, vicaires et préfets du prétoire devaient se baser sur les recommandations de leurs amis pour hiérarchiser les demandes.

Les prochaines pages seront dédiées à l'étude de la législation de Constantin, de Constance II et de Julien et s'attarderont notamment sur trois questions : la manière dont les empereurs concevaient le système de nomination des fonctionnaires, la position impériale sur la place des décurions au sein de l'administration et l'achat de codicilles par les décurions et les fonctionnaires. Une importance particulière sera donnée à la chronologie lors de la présentation des différentes lois, car la position des empereurs était relativement chancelante durant toute la période.

Constantin (312-337)

Quelques lois promulguées par Constantin nous permettent de voir comment la cour voulait que les nominations et les promotions soient effectuées. Bien que ce portrait soit incomplet, Constantin et son entourage privilégient clairement un système basé en grande partie sur

¹¹⁵ A. H. M. Jones, *The Later Roman Empire, 284-602 : a social economic and administrative survey*, Oxford, Blackwell, 1964, p. 391.

l'ancienneté, mais contrebalancé par différents critères secondaires qui permettent d'évaluer la qualité du candidat. En 315, Constantin déclare que les fonctionnaires dans les différents *officia* doivent être promus en fonction de leur ancienneté (*ut primus in officio sit, qui prior fuerit in consequendo beneficio principali*)¹¹⁶. Quelques années plus tard, Constantin appuie ce choix en stipulant que la loyauté d'une personne (*fides*) devient apparente au fil des années qu'elle passe au sein de la fonction impériale¹¹⁷, ce qui fait en sorte qu'il est plus facile d'évaluer la qualité réelle d'un candidat que l'on a vu en action durant une très longue période¹¹⁸. L'ancienneté était l'outil principal de la cour pour combattre la nomination d'homme inexpérimenté et opportuniste à des postes importants dans les différents bureaux. Cet outil n'était cependant pas sans failles pour contrer l'opportunisme, puisqu'un homme habile pouvait toujours le cacher. Dans la même loi, Constantin déclare que le chef d'un bureau doit être choisi parmi les membres les plus hauts gradés du bureau en question et non par sollicitation illégale (*ambitio*). Constantin, réaliste et pragmatique, stipule qu'un homme qui conviendrait à cette règle peut garder son poste pourvu qu'il ne soit pas trop vieux et qu'il soit qualifié (*idoneus*) pour le poste, mais doit malgré tout payer une amende au fisc¹¹⁹. Constantin explique encore davantage les raisons pour lesquelles le critère de l'ancienneté est utilisé dans une loi promulguée en 331. En effet, selon l'empereur, l'utilisation de l'ancienneté comme critère empêche la promotion de ceux qui n'ont pas fourni d'efforts durant leurs années de service ou ceux qui ne font même pas partie de l'office¹²⁰.

Ce critère ne doit donc pas être utilisé de manière absolue, car il faut évaluer la qualité du travail de l'individu avant de lui accorder une promotion. Puisqu'il est impossible de voir la réelle valeur d'un homme n'ayant pas investi beaucoup de temps au sein de la fonction

¹¹⁶ CTh 8, 7, 1.

¹¹⁷ CTh 8, 1, 1 (319). Il est à noter que cette loi peut également avoir été rédigé par Constance II en 343.

¹¹⁸ L'ancienneté est en effet un critère important qui caractérisera les différents bureaux de l'administration impériale et qui distingue les fonctionnaires des hauts fonctionnaires. De fait, les postes de hauts fonctionnaires étant grandement convoités par les membres de l'élite, l'empereur se devait de maintenir un roulement assez rapide au niveau des hommes qui remplissaient ces fonctions. Les candidats n'étaient donc pas choisis en fonction de leur compétence, mais pour des raisons davantage politiques, et conservaient leur poste durant des périodes de temps assez courtes. Le gros du travail était alors effectué par les fonctionnaires faisant partie du bureau des hauts fonctionnaires qui devaient continuer leur travail indépendamment de l'homme qui avait été désigné par l'empereur pour les diriger. Voir A. H. M. Jones, *The Later Roman Empire, 284-602 : a Social Economic and Administrative Survey*, Oxford, Blackwell, 1964, p. 383-390, 601-606.

¹¹⁹ CTh 8, 1, 1.

¹²⁰ CTh 8, 1, 2.

publique, l'ancienneté doit jouer un rôle important dans le processus décisionnel. Même si l'ancienneté est l'un des critères qui sont le plus souvent mentionnés par Constantin, l'empereur semble comprendre les mauvais côtés d'un système de promotion trop axé sur l'ancienneté¹²¹. Constantin manifeste en effet son inquiétude pour l'âge d'un fonctionnaire, conscient qu'après un certain âge, un homme n'était plus à la hauteur pour entreprendre un poste comprenant de nombreuses responsabilités¹²².

Un dernier critère est utilisé par la cour pour évaluer la qualité d'une candidature : la manière dont un candidat a obtenu son poste. Constantin condamne l'achat de postes et le favoritisme qui contreviennent à tous les critères mentionnés précédemment, mais ce ne semble jamais être une raison assez importante pour disqualifier un homme qui aurait tout de même les qualifications nécessaires, car ce type de condamnation est souvent suivi de différentes mesures d'exemption pour les décurions qui travaillaient dans l'administration impériale¹²³.

Malgré les nombreuses plaintes reçues par les empereurs décrivant l'aspect précaire des conseils municipaux, ces derniers ne prirent pas une position ferme contre l'exode des décurions. Puisque la cour voulait que les fonctionnaires soient sensiblement qualifiés pour leur travail et que la plus haute élite faisait soit partie du sénat ou recherchait des honneurs que seul le gouvernement d'une province, d'un diocèse ou d'une préfecture pouvait leur procurer¹²⁴, les bureaux n'avaient d'autres choix que de se retourner vers l'élite municipale afin d'y recruter son personnel. Bien que les décurions soient d'une importance capitale pour le fonctionnement des municipalités, les empereurs étaient conscients de leur rôle au sein des bureaux de la

¹²¹ Jean le Lydien rapporte un exemple clair des problèmes qui peuvent découler d'un système qui met trop l'accent sur l'ancienneté. Il raconte notamment que le mandat des tachygraphes, le grade le plus bas au sein du personnel du bureau du préfet du prétoire, était tellement long que les *officiales* avaient besoin d'assistants une fois rendus aux postes supérieurs, car ils étaient trop vieux. Jean le Lydien, *Sur les magistratures de l'État romain*, 3, 9, 5-6.

¹²² CTh 8, 1, 1. Il est également possible que Constantin fasse référence à l'âge du candidat dans CTh 12,1,14 lorsqu'il dit de renvoyer ceux qui ne sont pas aptes (à travailler).

¹²³ CTh 1, 32, 1; 8, 1, 1; 8, 1, 2; 12, 1, 5; 12,1, 10 et 12, 1, 20.

¹²⁴ Sur la question des postes administratifs qui étaient considérés comme des honneurs, voir notamment J. E. London, *Empire of Honour. The Art of Government in the Roman World*, Oxford, Clarendon Press, 1997, p. 181-201.

fonction publique¹²⁵. Par conséquent, de nombreuses lois de Constantin parmi l'imposante rubrique du *Codex Theodosianus* traitant de la question des décurions commencent en ordonnant d'une façon claire que les décurions ayant fui leur conseil municipal afin de rejoindre la fonction publique doivent y retourner, mais ajoutent ensuite diverses exceptions qui compliquent le travail des préfets et des gouverneurs lorsque vient le temps de juger du sort d'un décurion. Pourtant, Constantin promulgue une première loi en 325 qui ne laisse aucune place à l'interprétation. Il ordonne que tous ceux qui sont décurions ou qui ont été nommés au conseil municipal, qui ont été approuvés pour faire partie de la fonction publique et qui possèdent un poste au sein de cette dernière ou qui seront approuvés à travers le *suffragium* seront renvoyés à leur conseil municipal¹²⁶. Malgré cette fermeté initiale, Constantin commence rapidement à nuancer ses propos. En effet, la même année, il exige que les décurions qui ont fui à la fonction publique soient renvoyés à leur conseil, à l'exception de ceux qui ont atteint la position de *primipilarius*, une position cruciale et compliquée qui était généralement évitée¹²⁷. L'année suivante, il ajoute que les décurions qui font partie de la fonction publique doivent être rappelés par le conseil de leur municipalité, sauf ceux qui ont déjà accompli 20 années de service dans l'administration impériale¹²⁸, soit ceux qui ont intégré le fonctionnariat avant même que Constantin soit devenu empereur. La même année encore, Constantin¹²⁹ promulgue une loi qui complique grandement les choses. Après avoir fait référence à une loi, autrement inconnue, stipulant que les fils de fonctionnaires anciennement décurions seront décurions, il nuance ses propos en ajoutant que si l'empereur leur a donné la permission d'obtenir un poste, ils peuvent le garder. Toutefois, au sujet de ceux que l'empereur ne reconnaît pas, le préfet doit juger de leur sort en fonction de deux critères : s'ils sont

¹²⁵ La question des décurions occupe en effet une place très importante dans la recherche entourant les nominations et le *suffragium*. Au sujet des décurions, voir J. H. W. G. Liebeschuetz, *Antioch: City and Imperial Administration in the Later Roman Empire*, Oxford, Clarendon Press, 1972, p. 101-102, 167-186 et P. Petit, *Libanius et la vie municipale à Antioche au IV^e siècle après J.-C.*, Paris, Paul Geuthner, 1955, p. 23-91, 321-358. Pour des ouvrages plus récents, voir notamment M. Whittow, « Ruling the Late Roman and Early Byzantine City : A Continuous History », *Past & Present*, vol. 129, 1990, p. 3-29 et L. Di Paola, « I curiales nella legislazione di Valentiniano e Valente », dans J.-J. Aubert et P. Blanchard (éds), *Droit, religion et société dans le « Code Théodosien » : troisièmes journées d'étude sur le « Code Théodosien » : Neuchâtel, 15-17 février 2007*, Neuchâtel, Librairie Droz S.A, 2009, p. 213-227.

¹²⁶ CTh 12, 1, 10.

¹²⁷ CTh 12, 1, 11. Le *primipilarius* était un fonctionnaire civile travaillant pour un gouverneur et était chargé de l'acheminement des ressources vers les camps militaires.

¹²⁸ CTh 12, 1, 13.

¹²⁹ CTh 12, 1, 14. Il est possible que cette loi ait été promulguée par Constance II en 353.

décurions par naissance et s'ils sont complètement inaptes à remplir leurs fonctions. Dans le cas où les décurions auraient été promus par l'empereur, le préfet ne doit pas les déranger, tant et aussi longtemps que leurs fils demeurent décurions. Finalement, en 336, Constantin ordonne que tous les décurions, leurs fils et leurs descendants qui font partie de la fonction publique doivent être renvoyés à leur conseil municipal, excepté ceux qui travaillent au palais¹³⁰.

Même si les empereurs pouvaient tolérer la fuite des décurions sous certaines circonstances, toute tolérance s'évaporerait lorsque les décurions délaissaient leur conseil sous prétexte qu'ils s'étaient procuré des codicilles. Attribués par l'empereur, les codicilles conféraient à un individu un titre honoraire d'importance variable. Puisque ces titres étaient accompagnés de privilèges communément réservés aux fonctionnaires retraités ou aux hauts fonctionnaires, les codicilles étaient très convoités par les membres de l'élite locale, notamment les décurions qui pouvaient se prévaloir de ces titres afin d'échapper à leurs responsabilités sans pour autant devoir faire d'efforts additionnels¹³¹. Il était donc primordial pour les empereurs que ces honneurs soient réservés à des hommes qui avaient réellement dédié leur vie à leur communauté ou à l'État. C'est pourquoi Constantin promulgua une loi en 317 dans laquelle il définit ceux qui peuvent ou non bénéficier de ces titres. Deux types de personnes font partie de la première catégorie. D'une part, il y a les fonctionnaires qui ont travaillé au sein du palais ou des bureaux les plus prestigieux et ceux qui ont obtenu le gouvernement d'une province. D'autre part, il y a les décurions qui ont effectué tous les services qu'ils devaient accomplir envers leur municipalité. À l'inverse, les décurions qui ont obtenu leur titre au moyen d'un *suffragium* vénal puisqu'ils désiraient éviter leur curie devront rendre leurs codicilles, redeviendront décurions et rempliront toutes les obligations qui sont associées à cet état¹³². Durant la première moitié des années 320, Constantin promulgua une nouvelle loi (*CTh* 6,22,1) qui reprend plusieurs des idées de celle de 317 tout en ajoutant certains détails et

¹³⁰ *CTh* 12, 1, 22.

¹³¹ Pour un exemple du nombre de décurions qui pouvaient détenir des titres honorifiques au sein d'une même ville, voir A. Chastagnol, *L'album municipal de Timgad*, Bonn, Habelt Verlag, 1978. Pour une synthèse récente de l'historiographie entourant cette inscription, voir K. Stauner, « Wandel und Kontinuität römischer Administrationspraxis im Spiegel des "Ordo Salutationis Commodorum" des Statthalters von Numidien », *Tyche*, vol. 22, 2007, p. 151-188.

¹³² *CTh* 12, 1, 5.

modifiant certaines clauses. La loi commence cette fois en affirmant qu'un codicille ne peut être obtenu par achat, même s'il a été octroyé par le jugement de l'Empereur. Tous ceux qui n'ont pas travaillé au palais ou qui n'ont pas occupé de fonction administrative ne peuvent bénéficier de ces honneurs et doivent retourner à leur conseil municipal. Malgré cette clause qui semble assez stricte, Constantin ajoute une exception. Si un décurion obtient un honneur par le *suffragium* d'un homme bon et sans déboursier d'argent pour celui-ci, il peut le garder, mais ne doit pas refuser d'accomplir les autres services exigés par le conseil de sa municipalité¹³³. Les lois sur l'obtention illégale de codicilles ne touchent pas seulement les décurions, comme le démontre une loi promulguée en 326 qui stipule que tout appariteur ayant obtenu le rang d'ex-garde du corps de l'empereur doit être renvoyé à sa position d'origine dans la fonction publique¹³⁴.

Bref, il est clair que Constantin se souciait des qualifications ainsi que de la qualité des candidats qui appliquaient pour un poste au sein de l'administration impériale. Même s'il mettait l'accent sur l'ancienneté, Constantin privilégiait des promotions qui tenaient compte de la loyauté, des efforts et du mérite des fonctionnaires¹³⁵. Il n'était pas question que de simples citoyens postulent pour des positions importantes au sein des bureaux, les candidats devaient commencer au bas de l'échelle et gravir les échelons de par leur rendement et leur mérite. Il était notamment plus facile, selon Constantin, d'écarter les paresseux et les incompetents des postes les plus importants en observant la manière dont ils travaillaient au cours de leur

¹³³ CTh 6, 22, 1.

¹³⁴ CTh 8, 7, 2.

¹³⁵ Dans sa monographie sur la législation de Constantin I^{er}, J. N. Dillon estime que Constantin utilise notamment trois critères pour approuver des candidats à des postes de fonctionnaires : la loyauté, l'intégrité et l'honnêteté. Constantin se montre souvent trahi lorsqu'un fonctionnaire commet des actes corrompus et accepte la responsabilité. Par conséquent, les erreurs commises par les fonctionnaires, qui sont sensés représenter l'empereur, sont par extension les erreurs de l'empereur lui-même. Il est donc primordial pour Constantin d'avoir sous ses ordres des hommes à qui il peut faire confiance. C'est pour s'assurer que ses fonctionnaires demeurent honnêtes et loyaux que Constantin publie des lois extrêmement sévères à leur endroit. La sévérité des peines devait dissuader tout fonctionnaire d'aller à l'encontre du bien public. Voir J. N. Dillon, *The Justice of Constantine. Law, Communication, and Control*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 159-167. Toutefois, il est difficile de prouver qu'une augmentation de la sévérité de la peine associée à un crime aurait contribué directement à la diminution de ce genre de crime. Dans un contexte où l'empereur n'avait pas un appareil bureaucratique assez vaste pour faire en sorte que ses décisions soient respectées, une escalade au niveau de la sévérité ne peut être tout simplement qu'un indice de l'augmentation de la frustration de l'empereur face à son impuissance. La loi de Julien (CTh 2, 29, 1), complétée par le passage d'Ammien (22, 6, 1-5), démontre bien comment des événements de la vie privée de l'empereur pouvait affecter le ton de sa législation. Il est illogique de tenter de trouver une rationalité derrière l'ensemble de la législation d'un empereur, d'autant plus que nous n'en possédons qu'une fraction.

parcours dans l'administration impériale. De plus, Constantin ne voulait pas perturber la structure et le fonctionnement des bureaux en renvoyant tous les décurions vers leur curie. Devant les plaintes des conseils municipaux qui devaient répartir des tâches qui impliquaient des dépenses importantes entre un nombre plus restreint de décurions, l'empereur ordonna aux décurions fautifs de retourner dans leur municipalité. Toutefois, puisqu'il ne voulait pas pour autant compromettre sa bureaucratie, Constantin ajouta certaines exemptions à ces renvois massifs. Ce sont ces deux volontés antithétiques qui engendrèrent le caractère hétéroclite de sa législation sur les décurions¹³⁶. Il y avait donc, dans l'esprit de Constantin, un souci pour la stabilité de l'administration, autant municipale qu'impériale, qui triomphait sur toutes les autres préoccupations. C'est ce souci pour l'efficacité qui donna le ton des lois sur les codicilles. En effet, la raison pour laquelle Constantin tolérait le fait que des décurions délaissent leurs responsabilités envers leur conseil municipal en occupant un poste dans l'administration impériale était que ces derniers contribuaient réellement au maintien de la bureaucratie¹³⁷. Les bénéfices étaient plus grands que les désagréments. Cependant, lorsqu'un décurion abandonnait sa curie sous prétexte qu'il avait obtenu un titre honoraire qui le dispensait de telles obligations, ce dernier n'était utile ni à sa municipalité, ni à l'administration. Ce cas de figure était donc le moins attrayant pour l'empereur, c'est pourquoi l'empereur ne démontre aucune hésitation à condamner ce genre d'hommes ainsi que le fait d'avoir utilisé le *suffragium* pour arriver à leurs fins. Constantin indiqua d'une manière catégorique que ces honneurs

¹³⁶ Selon J. N. Dillon, Constantin modulait sa législation pour l'adapter à son audience. L'un de ses principaux soucis était d'établir une bonne relation avec les citoyens, puisqu'ils étaient ses plus grands alliés. Pour se faire, Constantin promulguait de nombreux édits dans lesquels il pouvait se présenter comme le défenseur du peuple, notamment en s'attaquant aux fonctionnaires et en démontrant sa volonté de combattre la corruption. La répétition des lois concernant la corruption et la colère présente au sein de celles-ci ne démontre donc pas nécessairement que la corruption était omniprésente et que l'empereur était impuissant, mais démontre plutôt que Constantin voulait se présenter comme défenseur du peuple. La répétition émane également du fait que les lois perdaient rapidement de leur autorité et que les hauts fonctionnaires demandaient régulièrement à l'empereur de se prononcer sur certains sujets en raison de leur incertitude. C'est en effet en s'assurant de la loyauté de ses sujets et de ses fonctionnaires que Constantin pouvait réellement affirmer sa propre autorité. Cette tendance à changer son discours en fonction de l'audience et cette volonté de se faire apprécier du peuple expliquerait le caractère hétéroclite de sa législation et les contradictions qui en découlent. Voir J. N. Dillon, *The Justice of Constantine. Law, Communication, and Control*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 156-159, 251-258.

¹³⁷ J. N. Dillon démontre également que Constantin était prêt à s'attaquer à certains secteurs lucratifs de l'administration pour s'assurer du bon fonctionnement général de la société. De fait, Constantin tente de limiter l'impact des péages et des saisis par le fisc sur les propriétaires terriens, des sources de revenus importantes pour l'État, afin de s'assurer que les citoyens puissent payer adéquatement les taxes ordinaires. Voir J. N. Dillon, *The Justice of Constantine. Law, Communication, and Control*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 171-174.

existaient pour récompenser le travail accompli par des fonctionnaires qui étaient en fin de carrière ou des civiles choisis par leur province.

Constance II (337-361)¹³⁸

Durant la première moitié de son règne, Constance II ne promulgua aucune loi qui apporte de nouveaux détails sur le processus de nomination ou de promotion des fonctionnaires. Ce n'est qu'au cours des années 350 que le sujet semble reprendre de l'importance pour lui. Les premières lois touchant le domaine des nominations démontrent que l'administration faisait face à plusieurs problèmes. Bien que l'on puisse entrevoir l'existence de ces problèmes à travers les lois promulguées par Constantin, la volonté de Constance de justifier ses lois nous fournit un portrait plus clair de la situation.

Le premier problème abordé par l'empereur est la migration des fonctionnaires¹³⁹. Une loi promulguée par Constance II en 349 et envoyée au duc de Mésopotamie reprend les propos d'un rapport effectué par le vicaire de Mésopotamie. Dans son rapport, le vicaire explique que les employés des bureaux provinciaux délaissent leurs fonctions et quittent leur bureau afin d'intégrer les bureaux d'officiers supérieurs, comme celui du duc, ou de l'administration centrale. L'empereur enjoint au duc de ne garder auprès de lui que les fils de soldats et de renvoyer les autres à leurs bureaux d'origine. Constance mentionne très clairement que cette loi a déjà été promulguée par le passé et qu'il estimait qu'il fallait la répéter afin de mieux combattre ce problème¹⁴⁰.

¹³⁸ Sur la politique administrative de Constance II, voir notamment C. Vogler, *Constance II et l'administration impériale*, Strasbourg, AECS, 1979 et P. Maraval, *Les fils de Constantin*, Paris CNRS, 2013 pour un résumé plus récent de l'historiographie.

¹³⁹ Pour une étude sur un cas particulier, voir N. B. McLynn, « Curials into Churchman: The case of Gregory Nazianzen », dans R. Lizzi-Testa (éd.), *Le trasformazioni delle élites in età tardoantica: atti del convegno internazionale, Perugia, 15-16 marzo 2004*, Roma, L'ERMA, 2006, p. 277-295. Sur la migration des fonctionnaires durant le règne de Constance II, C. Vogler affirme que le phénomène était généralisé et ne touchait pas seulement les fonctionnaires municipaux (décurions), mais plutôt tous les *officiales* de tous les bureaux de la fonction publique. Voir C. Vogler, *Constance II et l'administration impériale*, Strasbourg, AECS, 1979, p. 150-153.

¹⁴⁰ CTh 8, 4, 4.

Le second problème est celui des fonctionnaires fantômes. Dans une loi traitant des décurions, Constance déplore qu'un trop grand nombre de décurions entrent dans la fonction publique et réussissent à s'arranger d'une telle façon qu'ils n'accomplissent aucune tâche pour l'État et n'aident aucunement leur municipalité. Constance dit qu'il a appris, fort probablement dans un rapport comme dans *CTh* 8,4,4, que plusieurs décurions donnent leur nom aux différents bureaux de la fonction publique ou utilisent le *suffragium* pour obtenir un poste en planifiant d'acquérir, après un laps de temps assez court, une décharge honorable et, ainsi, être libérés de toute obligation. Il ajoute que, contrairement aux mesures d'exception établies par Constantin et par lui-même, aucun nombre d'années de service dans la fonction publique ne pourra permettre à ces décurions de conserver les privilèges obtenus en tant que fonctionnaire¹⁴¹. Seuls les décurions qui profitent du système sans contribuer à l'avancement du bureau auquel ils ont été assignés ainsi qu'à leur municipalité doivent être renvoyés. Dans cette optique, la position impériale semble être la même qu'au sujet des codicilles : les décurions peuvent rester dans la fonction publique et profiter des avantages qui sont reliés à leur position tant et aussi longtemps qu'ils démontrent leur mérite à travers leur travail. Constance donne un autre exemple de ce phénomène dans une loi promulguée en 355. Il y explique qu'il y a des règlements qui empêchent les décurions et leurs fils de tourner en ridicule leur conseil municipal, et ce, même s'ils travaillent de manière assidue dans le fonctionnariat. C'est pourquoi, si certains décurions entrent dans la fonction publique seulement pour éviter les responsabilités liées à leur statut, de telles fraudes seront facilement supprimées¹⁴².

Le troisième problème est celui de la nomination de fonctionnaires sans l'accord de l'empereur. En 358, Constance promulgua une loi stipulant qu'aucun juge ne pouvait approuver un candidat ou promouvoir un fonctionnaire. Comme la loi précédemment présentée, cette loi se voulait la répétition d'une constitution plus ancienne qui ne semble pas avoir été respectée à l'époque. L'empereur stipule finalement que les décurions étant dans les offices qui soutiennent le *cursus publicus* doivent demeurer à leur poste, car ils travaillent pour le bien public¹⁴³.

¹⁴¹ CTh 12, 1, 40.

¹⁴² CTh 12, 1, 43.

¹⁴³ CTh 8, 7, 7.

Il faut attendre la toute fin du règne de Constance pour avoir des informations substantielles sur le processus de nomination des fonctionnaires et sur les qualifications nécessaires pour accéder à certains postes. Tout comme Constantin, Constance privilégie un système de promotion basé sur l'ancienneté et contrebalancé par différents critères secondaires qui viennent valider les capacités des candidats. Contrairement à Constantin, Constance prit le temps de décrire en détail, à travers deux lois publiées en novembre 359, le processus des nominations dans l'un des bureaux les plus controversés de l'administration impériale, celui des *agentes in rebus* (des fonctionnaires polyvalents qui étaient utilisés par le maître des offices pour effectuer différentes missions, comme surveiller la poste ou superviser le travail des bureaux provinciaux). En raison de la longueur et des détails contenus dans ces deux lois, le système de nomination du bureau des *agentes in rebus* est le mieux connu de la période. La première, promulguée au tout début du mois de novembre, décrit la procédure de nomination des hauts gradés ainsi que les critères de sélection. Il commence en affirmant que les personnes indignes de par leur naissance et leur caractère ne peuvent faire partie des *agentes in rebus*. De plus, les postes de *ducenarius*, *centenarius* et de *biarchos* ne peuvent être obtenus à travers le *suffragium*. Ces postes doivent être attribués en fonction de la qualité du travail du candidat ainsi que selon les témoignages de tous les membres du bureau. À l'inverse, le poste de *principatum* est attribué en fonction de la position du candidat sur le matricule, donc selon l'ancienneté, ainsi que de par son travail. Finalement, l'*adjutor*, puisqu'il est responsable du statut du département et de la sécurité du *magister officiorum*, doit être un homme de bon caractère et qui a accompli plusieurs bonnes choses, ce qui doit être appuyé par le témoignage de tous les membres du département. Lorsque le candidat est désigné, il doit être présenté à l'empereur afin qu'il soit approuvé. Constance termine cette loi en enjoignant à toute personne étant témoin d'une nomination qui irait à l'encontre de cette loi à dénoncer le coupable¹⁴⁴. À la fin du mois de novembre, Constance promulgue une nouvelle loi qui reprend la précédente, mais avec un ton beaucoup plus autoritaire et insatisfait. Ce changement de ton semble être dû à de nouvelles plaintes formulées par des membres du bureau des *agentes in rebus* qui se sentaient floués par ceux qui utilisaient le *suffragium*. Beaucoup plus courte que la précédente, cette loi met l'accent sur le *suffragium* et l'*ambitio*. En effet, Constance ordonne que tout

¹⁴⁴ CTh 1, 9, 1.

suffragium et *ambitio* doivent cesser dans le corps des *agentes in rebus*. Les fonctionnaires responsables de superviser la poste ou de diverses autres missions doivent être choisis en fonction de la qualité de leur travail. Leur mérite doit être évalué en fonction du jugement de leurs collègues et de l'ordre établi dans le matricule. Cela permettra d'empêcher qu'ils ne cachent à leur *princeps* aucune des mauvaises actions qu'ils vont voir dans l'Empire lors de leurs missions¹⁴⁵. En plus de sa description du bureau des *agentes in rebus*, Constance se prononce de manière plus spécifique à la fin des années 350 sur les qualifications nécessaires pour certains postes. Ainsi, il stipule qu'un homme ne peut atteindre les plus hauts postes dans les *décurions* de la ville de Rome sans s'être illustré de par sa connaissance des arts libéraux ainsi que de par son langage sans imperfection¹⁴⁶.

Envers les *décurions* qui se sont réfugiés au sein de la fonction publique, Constance semble suivre la politique tracée par Constantin. À partir de 341, plus aucun *tabularius*, scribe, *décurion* ou fils de *décurion* ne peut travailler dans un bureau de la fonction publique, même s'il est actuellement employé au palais. À l'exception des employés qui travaillent depuis au moins cinq ans au palais¹⁴⁷. Tout comme *CTh 12,1,13* promulguée par Constantin, Constance épargne les employés qui étaient déjà en service lorsqu'il fut élevé à l'augustat. Cependant, il durcit sa position en 344. Reprenant le contenu de *CTh 12,1,10* et *CTh 12,1,13*, il stipule que tout *décurion* appréhendé dans la fonction publique devra être renvoyé à son conseil municipal sans considération pour le nombre d'années qu'il a passées en tant que fonctionnaire¹⁴⁸. Deux années plus tard, Constance reprend une position plus nuancée. Même s'il soutient toujours que quelques personnes abandonnent leur curie en intégrant les troupes domestiques ou palatines ou la fonction publique et que ceux-ci doivent être retournés à leur municipalité pour avoir utilisé de telles tromperies, il ne veut pas sembler négliger complètement les années de service des *décurions*. Donc, si un soldat a fait cinq années de service ou a combattu pour défendre l'Empire et si un fonctionnaire palatin a travaillé durant le même nombre d'années au palais, ils ne doivent pas être renvoyés à leur conseil municipal. Afin que cette loi soit

¹⁴⁵ CTh 6, 29, 4.

¹⁴⁶ CTh 14, 1, 1.

¹⁴⁷ CTh 8, 2, 1 et CTh 12, 1, 31. Cette loi se retrouve de manière identique sous deux titres différents.

¹⁴⁸ CTh 12, 1, 37.

respectée, Constance enjoint au préfet du prétoire Anatolius d'avertir tous les hauts fonctionnaires qui supervisent actuellement de tels hommes et lui demande de faire une liste de tous les décurions dans la fonction publique¹⁴⁹. À la fin de son règne, Constance rédige une loi adressée au vicaire d'Afrique qui fait état de la situation et qui semble, à première vue, reprendre un ton plus ferme envers les décurions cachés au sein du fonctionnariat, mais qui favorise réellement le statu quo. Conscient des effets négatifs de l'exode des décurions sur les municipalités, Constance ordonne que non seulement les décurions qui travaillent actuellement comme fonctionnaires, mais aussi ceux qui ont déjà obtenu leur retraite doivent plaider leur cause devant un juge compétent. De cette façon, si un juge décide qu'un décurion doit retourner à sa curie, il sera renvoyé à sa municipalité¹⁵⁰. Malgré la volonté radicale de Constance à propos des décurions, le fait qu'il n'ordonne pas simplement au vicaire de les renvoyer tous, mais qu'il lui demande plutôt de confier leur cas à un juge sous-entend que le juge devra appliquer les lois en place. Ces dernières lois étaient plutôt souples envers les décurions, notamment s'ils occupaient un poste que l'empereur jugeait comme étant important pour le bien public. C'est pour cette raison que cette dernière loi semble viser uniquement les décurions qui avaient obtenu leurs codicilles ou leur poste de manière malhonnête.

L'année 354 fut très importante pour la question des décurions. De fait, Constance semble avoir pris le temps d'évaluer avec plus de précision après combien d'années de service les décurions qui occupaient différents postes au sein de l'administration impériale pouvaient jouir de l'immunité de service. Il est possible de regrouper les différents postes en cinq catégories avec des règles propres qui semblent refléter l'importance attachée par l'empereur à chacune de ces positions¹⁵¹. En premier lieu, toute personne approuvée (par un représentant de l'empereur) pour n'importe quelle raison et à n'importe quel moment peut rester dans la fonction publique. En second lieu, les primipiles ne pourront être renvoyés après une période de 10 ans, puisqu'ils s'occupent de la poste (*cursus publicus*), un service essentiel pour l'État. En troisième lieu, les membres des bureaux palatins ne doivent pas être renvoyés après 15 ans de service¹⁵². En

¹⁴⁹ CTh 12, 1, 38.

¹⁵⁰ CTh 12, 1, 45.

¹⁵¹ Toutes les informations utilisées pour produire ce classement proviennent de CTh 8,7,5 et de CTh 8,7,6.

¹⁵² L'augmentation à 15 ans de service pour les employés du palais semble prendre en compte le laps de temps qui s'est écoulé entre la rédaction de ces lois (354) et celle de CTh 12,1,31 (341) et CTh 12,1,38 (346) qui mettent de l'avant cinq années de service comme période de probation pour un décurion avant de ne plus avoir besoin de

quatrième lieu, les *officiales* des largesses sacrées, de la chose privée et des vicaires des préfets ne seront pas rappelés après 25 ans. Les *officiales* du préfet de la ville doivent être rattachés à cette catégorie puisque, contrairement aux primipiles, ils ne s'occupent pas de la distribution des rations aux soldats. En cinquième lieu, les chartulaires des *magistri equitum* et *peditum* peuvent conserver leurs privilèges s'ils se font rappeler par leur conseil municipal après 25 ans de service.

Bien que Constance demeure assez ferme sur la question des codicilles et du *suffragium*, il cherche tout de même à définir le type de décurion qui peut jouir de ses honneurs et celui à qui on doit les retirer. L'empereur fait en effet cette distinction à partir de 338. Justifiant sa loi par le fait que les curies sont vidées en raison des décurions qui achètent des titres au moyen du *suffragium*, il ordonne que ces derniers soient privés de leurs honneurs. Il ajoute cependant que les décurions qui ont obtenu les leurs à travers le jugement des provinces ou bien au moyen de témoignages honnêtes peuvent conserver leurs titres¹⁵³. En 343, Constance ordonne que tout ex-comte ou ex-gouverneur qui a obtenu son rang par *suffragium* doive remplir ses responsabilités envers sa curie et payer les taxes afin que ce pacte vide ne nuise pas au bien public. Cependant, si les décurions ont travaillé dans l'administration impériale ou ont fait partie de délégations, ils peuvent conserver leur titre¹⁵⁴. En 353, Constance explique que si un décurion obtient des codicilles sans avoir tenu un poste, il devra retourner à sa curie et perdra son titre, excepté ceux qui ont obtenu les leurs par faveur impériale¹⁵⁵. Toute clémence de l'empereur envers les employés du palais s'efface cependant si l'un de ceux-ci tente d'augmenter son rang au moyen du *suffragium*. De fait, Constance promulgue une loi en 358 stipulant que si un employé du palais obtient le rang de *perfectissimus* ou de *comes primi ordinis*¹⁵⁶ avec le *suffragium*, il se verra enlever cet honneur qu'il n'a point mérité et que si

retourner à sa curie. Il s'est en effet écoulé environ dix années entre la publication des deux groupes de lois. Il est toutefois difficile de baser un argument sur ce type de supposition, ce qui rend la comparaison des barèmes fournis durant l'année 354 d'autant plus importante.

¹⁵³ CTh 12, 1, 25.

¹⁵⁴ CTh 12, 1, 36.

¹⁵⁵ CTh 12, 1, 41.

¹⁵⁶ Sur ce titre honorifique, voir R. Scharf, *Comites und comitiva primi ordinis*, Mainz, Akademie der Wissenschaften und der Literatur, 1994 et F. Mitthof, « Remigius comes primi ordinis et praefectus Augustalis », *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik*, vol. 109, 1995, p. 113-118.

l'administration centrale apprend qu'un fonctionnaire prend des vacances dans la province où se trouve le conseil qu'il tente d'éviter, il devra y retourner¹⁵⁷. De plus, Constance ne permet à aucun fonctionnaire de l'administration centrale ou provinciale de tenter d'augmenter son rang en obtenant des codicilles avant le moment désigné. Il promulgue en effet une loi en 349 ordonnant à tout *officialis* ayant obtenu le rang d'ex-garde du corps de retourner à son poste et d'abandonner son nouveau titre¹⁵⁸.

Recevant des lettres de provinciaux qui font état de la situation précaire de certains sénats municipaux, Constance promulgue des lois plus dures à l'égard des décurions pris en défaut. En 339, Constance reçoit une plainte d'un certain Celsinus, un « ami » de l'empereur, qui lui écrit que le Sénat de Carthage manque de décurions, car ces derniers décident de ruiner leur famille en achetant des titres. Fidèle à son habitude, Constance proclame que ces hommes perdront leurs titres et devront retourner à leur curie¹⁵⁹. En 342, Constance écrit au gouverneur d'*Aegyptus Augustamnica*¹⁶⁰ que les décurions qui ont obtenu des titres honoraires doivent retourner à leur curie, comme mentionné dans les lois précédentes¹⁶¹. En 354, Constance, agissant de manière pragmatique, conclut que ceux qui ont obtenu le rang d'ex-gouverneur ou de perfectissime par *suffragium* peuvent garder leur titre, mais doivent tout de même remplir leurs responsabilités envers sa curie¹⁶².

Les lois touchant aux codicilles semblent avoir été difficiles à appliquer pour les gouverneurs et les préfets, car les décurions pouvaient se défendre en utilisant le titre qui leur était conféré et qui les exemptait des tâches auxquelles l'empereur voulait les contraindre. De fait, même si certaines des lois promulguées par Constantin et Constance incluent des clauses préventives au cas où les décurions pris en défaut voudraient utiliser leur titre pour se défendre afin d'invalider leur procès en première instance¹⁶³, il semble que cela n'ait pas arrêté les décurions à trainer leur cause à travers les différentes cours de l'Empire. C'est pour ces raisons que

¹⁵⁷ CTh 12, 1, 44.

¹⁵⁸ CTh 8, 7, 3.

¹⁵⁹ CTh 12, 1, 27.

¹⁶⁰ Sur le gouvernement de cette province, voir B. Palme, « Praesides und correctores der Augustamnica », *Antiquité Tardive*, vol. 6, 1998, p. 123-135 et B. Palme, « Die officia der Statthalter in der Spätantike », *Antiquité Tardive*, vol. 7, 1999, p. 85-133.

¹⁶¹ CTh 12, 1, 34.

¹⁶² CTh 12, 1, 42.

¹⁶³ Des lois telles que CTh 8,7,3 ou CTh 12,1,25.

Constance ordonne que si un décurion contrevenant aux lois sur les codicilles décidait de porter sa cause en appel auprès de l'empereur, il verrait son patrimoine être confisqué par le fisc¹⁶⁴. De par la gravité de la peine, il est possible de constater à quel point l'empereur détestait le gaspillage des ressources administratives de l'Empire pour de telles questions¹⁶⁵.

Constance ajoute toutefois des pénalités supplémentaires à ceux qui voudraient obtenir un titre sans l'avoir mérité afin que ces derniers contribuent davantage au bien de l'État. Un mois après *CTh 12,1,25*, Constance rappelle qu'il est interdit d'acheter des honneurs grâce à le *suffragium* ou quelconque *ambitio* et stipule que si un décurion cherche à éviter ses responsabilités en obtenant un titre honoraire, il devra payer une amende en argent en plus de celle en or qui a déjà été établie¹⁶⁶. En 340, Constance explique que puisque la responsabilité du prélèvement des paiements par les *rationales* n'est pas associée à des privilèges et que, par conséquent, leur rendement semble en souffrir, ceux qui ont obtenu leur titre avant le temps doivent prendre en charge cette responsabilité, puisqu'ils connaissent bien leur municipalité ainsi que le processus de prélèvement. Cette responsabilité ne doit toutefois pas incomber à ceux qui ont obtenu les plus hauts rangs en travaillant concrètement¹⁶⁷.

Bref, suivant les traces de Constantin, la législation de Constance tente de favoriser le bien public. Même s'il dépeint d'abord un portrait assez sombre des fonctionnaires qui délaissaient soudainement leurs fonctions afin d'obtenir un poste dans un bureau qui bénéficiait davantage de la faveur impériale, de quelle manière les décurions flouaient le système en obtenant un poste dans la fonction publique uniquement pour échapper à leurs responsabilités et comment certains hauts fonctionnaires provinciaux se permettaient d'approuver ou de promouvoir des candidats à la place de l'empereur, Constance demeure pragmatique et permet à certains de contrevenir aux lois sur les obligations des décurions si leurs efforts sont favorables à l'intérêt

¹⁶⁴ *CTh 12, 1, 36*.

¹⁶⁵ Constantin promulgua une loi similaire en 316 (*CTh 11,30,6*) dans laquelle il stipule que de faire revivre au moyen du *suffragium* un procès terminé par un rescrit ou la décision de l'empereur est un crime encore plus grand que de supplier l'empereur lorsqu'un procès est en cours et que toute personne qui ose faire cela sera immédiatement condamnée à payer la valeur totale du procès.

¹⁶⁶ *CTh 6, 22, 2*.

¹⁶⁷ *CTh 6, 22, 3*.

de tous (*utilitas publica*)¹⁶⁸. À travers les différentes lois promulguées par Constance, sa première priorité demeure le *cursus publicus* et l'approvisionnement des troupes. En effet, lorsqu'il hiérarchise les différents offices de l'administration impériale, les primipiles sont positionnés juste avant les employés des bureaux palatins, justement parce qu'ils effectuent ces tâches. Constance prend même le temps d'expliquer que les *officiales* du préfet de la ville ne font pas partie de la même catégorie, car ils ne s'occupent pas de l'acheminement des rations aux soldats. L'empereur mentionne cependant que tout fonctionnaire qu'il a personnellement approuvé ne peut être renvoyé à son conseil municipal, ce qui a plus de chances d'affecter les employés de l'administration centrale puisqu'ils sont beaucoup plus près de l'empereur. Plus le poste est crucial pour maintenir la population heureuse et l'empire organisé, moins les lois sur les décurions sont importantes. L'empereur faisait donc preuve de jugement lorsque venait le temps de rédiger une loi et de la faire respecter.

À l'inverse, plus les postes sont importants pour l'empereur, plus il est important que les lois concernant le *suffragium* soient appliquées. L'exemple fourni par la législation de Constance est celui des *agentes in rebus*. L'empereur ne s'attaque pas aux candidats qui veulent entrer dans le bureau des *agentes in rebus*, mais bien à ceux qui veulent obtenir une promotion. Son objectif est que les *agentes in rebus* qui sont envoyés à travers l'empire afin d'accomplir différentes tâches soient des hommes de confiance qui ont su démontrer leur mérite. Trois

¹⁶⁸ C. Volger (*Constance II et l'administration impériale*, Strasbourg, AECR, 1979) présente un portrait différent de la législation de Constance au sujet de cette question. De fait, Vogler tente de présenter Constance II comme le dernier pilier du combat contre la corruption avant le règne de Julien qui la toléra. Vogler écrit notamment : « Constance n'avait livré qu'un combat d'arrière-garde, mais il était à son honneur de l'avoir livré et d'avoir freiné pour un temps la pratique de la vénalité des charges. [...] Julien, dont les faveurs à l'égard des cités ne devaient guère dépasser le stade des mesures démagogues et ostentatoires, accomplissait le premier pas vers la tolérance ouverte de la vénalité des charges. Cependant, son oncle (Constance), en renforçant l'armature bureaucratique de l'État et les privilèges des palatins, avait indirectement encouragé lui aussi la montée de la corruption administrative [...] » (p. 252). Il est intéressant de noter que ce portrait est totalement contraire à ce qui a été écrit par la plupart des historiens de la seconde moitié du XXe siècle. Ces derniers se sont basés sur les écrits d'Ammien Marcellin, notamment le passage Amm. 20,5,7 (le discours que Julien adresse à ses soldats après avoir été acclamé empereur), pour affirmer que Julien était un grand combattant de la corruption administrative. Vogler affirme que Constance voulait mettre un frein au développement de la vénalité des charges et du trafic des dignités honoraires. Pour se faire, il évita de rendre le clarissimat trop accessible et contrôla étroitement les promotions aux ministères palatins afin de choisir ceux qui s'étaient démarqués et avaient de l'ancienneté. Constance avait en effet tendance à nommer des hommes qu'il connaissait depuis longtemps et leur attribuait différents postes. Sur le développement du *suffragium*, Vogler suit en grande partie C. Collot (« La pratique et l'institution du *suffragium* au Bas-Empire », *Revue historique de droit français et étranger*, vol. 43, 1965, p. 185-221). Vogler soutient que le *suffragium* affectait surtout les secteurs qui présentaient le plus d'intérêts pour les décurions ainsi que des autres candidats et que, puisque les bureaux les plus prisés changeaient au fil du temps, le *suffragium* affecta successivement différents secteurs de l'administration (p. 244-251).

critères sont proposés par l'empereur pour analyser chaque candidat : la qualité de son travail, les témoignages des autres fonctionnaires du bureau et l'ancienneté. Plus le poste est important, plus les critères semblent exigeants et doivent être appliqués rigoureusement, comme on peut le voir avec le processus de nomination de l'*adjutor*, l'un des postes les plus importants qu'un simple fonctionnaire peut obtenir. Tout comme Constantin, Constance juge que l'utilisation du *suffragium* est d'autant plus inacceptable si elle permet à des décurions paresseux et opportunistes d'obtenir des codicilles.

Les tractations de différents groupes de pression¹⁶⁹ semblent être à l'origine de la position chancelante de Constance concernant les décurions et le *suffragium*. D'une part, les municipalités envoient des ambassades ou des missives à l'empereur lui demandant d'ordonner aux décurions qui ont fui pour l'administration impériale de revenir à leur curie. Lorsque Constance répondait à de tels rapports, il ne prenait pas en pitié les décurions et ordonnait catégoriquement qu'ils dussent tous revenir à leur conseil municipal sans prendre en considération le nombre d'années qu'ils ont passées au sein de l'administration, ni même le poste qu'ils avaient atteint. D'autre part, Constance semble être influencé par un certain groupe favorable à ce que les décurions demeurent dans la fonction publique. Que ce soit les décurions eux-mêmes ou des chefs de bureaux qui ne veulent pas voir leurs fonctionnaires expérimentés être soudainement chassés, Constance semble avoir été approché par ce groupe en 346. De fait, deux ans après avoir publié une loi stipulant que tous les décurions seront renvoyés sans considération pour leur ancienneté, il publie une nouvelle loi dans laquelle il dit que, même si des hommes utilisent des moyens malhonnêtes pour échapper à leurs responsabilités, il ne veut pas sembler négliger complètement le nombre d'années que les décurions ont travaillé dans l'administration.

¹⁶⁹ Voir note 70 pour plus de détails.

Julien (361-363)

Le règne de Julien étant relativement court, le nombre de lois qu'il promulgua est somme toute assez restreint et il n'y a qu'une seule loi qui concerne le *suffragium*. Toutefois, le fait qu'elle puisse faire référence à un épisode rapporté par Ammien Marcellin¹⁷⁰ et l'attention particulière souvent portée par les historiens au règne de cet empereur philosophe font en sorte que cette loi a déjà été grandement étudiée. Cette loi est unique de par le fait qu'elle s'attaque non pas au *suffragium* directement, mais plutôt à la manière dont ce pacte doit être considéré par les juges lors d'un procès entre un *suffragator* et son « client ». En fait, Julien n'utilise jamais le terme *suffragium*, mais emploie plutôt les termes *foeda commenta* (plans honteux). Toutefois, l'utilisation du terme *suffragator* ne laisse pas de place à interprétation. Même si Julien semble à première vue extrêmement hostile envers ce pacte et ceux qui y prennent part, cette loi protège concrètement les *suffragatores* et pénalise uniquement leurs « clients ». La situation présentée par Julien est la suivante : un homme obtient l'appui d'un *suffragator* pour subtiliser un poste qui aurait dû revenir à un homme qui le méritait et décide de poursuivre le *suffragator* après avoir obtenu son poste. Constance tranche une telle dispute en ordonnant que tout paiement ou toute chose donnée au *suffragator* lui appartienne et doit lui être rendu si le « client » a réussi à le reprendre¹⁷¹. Cependant, la colère de Julien semble émaner du fait que des hommes malhonnêtes poursuivent d'autres hommes tout aussi malhonnêtes, ce qui, tout comme les procédures impliquant des décurions qui se défendent en utilisant des titres qu'ils ont achetés, gaspille les ressources de l'administration et du temps qui pourrait être utilisé pour régler des causes plus importantes. Julien ajoute même une amende imposante aux hommes qui aurait repris leur argent et leur possession des mains des *suffragatores* : une somme égale à celle remise au *suffragator* devra être remise au fisc. Si l'on considère que l'histoire rapportée

¹⁷⁰ Amm. 22, 6, 1-5. Les commentateurs J. den Boeft, J.W. Drijvers, D. den Hengst et H.C. Teitler estiment qu'il ne fait aucun doute que ce passage fait référence à la loi *CTh* 2,29,1. Selon eux, ce passage sert à démontrer l'efficacité avec laquelle Julien est capable de régler de tels problèmes, puisque ce problème est réglé par une loi. Toutefois, les commentateurs soumettent l'hypothèse qu'Ammien ne connaissait pas la loi en question ou l'avait mal compris, puisqu'il mentionne que les *suffragatores* ont reçu les paiements légalement (*recte ... accepisse*), tandis que la loi exprime à de nombreuses reprises la malhonnêteté de cette transaction. Le portrait extrêmement négatif qu'Ammien trace des Égyptiens n'est pas du tout surprenant puisqu'il y avait de nombreux préjugés à leur endroit durant cette période. La stratégie de poursuivre de manière préventive un homme afin qu'il ne puisse nous poursuivre est associée par Ammien à l'aristocratie romaine (Amm. 28, 4, 25). Voir J. den Boeft, *et al.*, *Philological and Historical Commentary on Ammianus Marcellinus XXII*, Leiden, Brill, 1995.

¹⁷¹ *CTh* 2, 29, 1.

par Constance¹⁷², selon laquelle des familles de décurions se ruineraient pour acheter des titres, est véridique, l'idée de devoir payer une telle somme en double devait avoir un réel pouvoir dissuasif. Il est également naturel que la législation impériale protège les *suffragatores*, puisque la plupart des conseillers qui aidaient l'Empereur à rédiger les lois étaient eux-mêmes des hauts fonctionnaires qui accordaient leur *suffragium* à des candidats.

Conclusion

Les lois nous informent beaucoup plus sur le système de promotion que sur la manière dont les candidats devaient postuler et être sélectionnés. Les empereurs semblaient davantage être préoccupés par la qualité des candidats qui allaient obtenir les postes les plus prestigieux dans un office que ceux qui travaillaient au bas de l'échelle. Cette observation est confirmée par les différentes décisions prises par les empereurs lors de la rédaction de leurs lois, notamment leur volonté que la rigueur des critères d'embauche soit en fonction de l'importance du poste convoité. Malgré tout, trois moyens de postuler pour un poste dans l'administration impériale ont été mentionnés par Constantin et ses descendants : supplier directement l'empereur (*per supplicationem*)¹⁷³, donner son nom à l'un des bureaux de la fonction publique (*nomen dare*) et le fait d'être recommandé par un haut fonctionnaire (*per suffragium*). Ce dernier mécanisme, central au propos de cette étude, se décline de deux manières : la recommandation honnête et le *suffragium*, qui implique une sorte de favoritisme ainsi qu'un arrangement malhonnête convenu entre le candidat et le *suffragator*.

Le *suffragium*, comme la plupart des autres moyens, peut être également utilisé pour obtenir une promotion ou des codicilles et, bien que les empereurs se soient toujours opposés au *suffragium* ainsi qu'à toute autre sorte de favoritisme, parfois farouchement, parfois plus mollement, c'est surtout à ces deux dernières utilisations qu'ils s'attaquèrent avec le plus de fougue. Constantin et ses descendants énoncèrent plusieurs raisons pour justifier leur position envers le *suffragium*. Premièrement, l'homme qui pénètre au sein de l'administration au moyen

¹⁷² CTh 12, 1, 27.

¹⁷³ CTh 12, 1, 13.

du *suffragium* n'a pas une bonne intention et veut uniquement abuser du système, notamment en obtenant sa retraite le plus vite possible ou en n'étant jamais physiquement à son bureau. Deuxièmement, l'homme qui remporte une promotion avec le *suffragium* n'est pas adéquatement qualifié pour le poste. Troisièmement, l'homme qui acquiert des codicilles de par ce moyen illégal ne contribue aucunement à la société, puisque ces honneurs devraient uniquement récompenser ceux qui ont donné leur vie pour leur communauté ou pour la fonction publique. Finalement, pour toutes les raisons qui précèdent, l'utilisation du *suffragium* va à l'encontre du bien public.

Toutefois, le pouvoir impérial était conscient que certains candidats avaient de la valeur et l'avaient démontrée au cours de leurs années passées dans les rangs de l'administration impériale, même si ces derniers avaient obtenu leur poste au moyen du *suffragium*. De fait, Constantin expliquait l'importance du critère de l'ancienneté lors de l'évaluation de la candidature d'un fonctionnaire en disant que c'était à travers les années de service que l'on pouvait réellement voir la qualité et le mérite d'un homme. Les empereurs commencèrent donc à établir des restrictions à l'application des lois concernant le *suffragium*, notamment en indiquant le nombre d'années après lesquelles les décurions ayant obtenu leur poste par *suffragium* pouvaient demeurer malgré tout dans l'administration impériale sans être dérangés par quiconque.

En établissant ces exemptions, les empereurs démontrent l'importance qu'ils accordaient à chacun des bureaux de l'administration impériale. Même si les premières exemptions privilégiaient les employés du palais puisqu'ils étaient plus directement en contact avec l'empereur, l'accent tourna rapidement vers les fonctionnaires qui étaient en charge du *cursus publicus* ainsi que du ravitaillement des troupes, des services qui étaient vitaux à la survie de l'empire. Pour Constantin et ses descendants, le fait que ces derniers soient des décurions était de moindre importance, puisqu'ils remplissaient une fonction essentielle.

Chapitre III : Les lettres de Libanios

La masse d'informations conférées par le *Codex Theodosianus* est trompeuse. À travers leurs édits, les empereurs pouvaient afficher publiquement leur position sur certains sujets et établir ce qui était légal ainsi que ce qui ne l'était pas. Toutefois, il est impossible de savoir si ces lois étaient respectées ou dans quelle mesure elles l'étaient. Même si les lettres envoyées à de hauts fonctionnaires pour répondre aux problèmes spécifiques devraient logiquement avoir eu un impact concret, cet impact est difficilement qualifiable¹⁷⁴. La législation romaine tend donc davantage à nous informer sur l'opinion de l'administration centrale plutôt que sur le fonctionnement réel de la société. En l'absence des archives des bureaux palatins qui s'occupaient de gérer les nominations, les sources qui nous informent le plus sur le fonctionnement du système de nomination demeurent la correspondance des *suffragatores*. Ces lettres nous permettront donc de compléter le portrait général tracé par le *Codex Theodosianus* et d'illustrer les premières étapes effectuées par les candidats à des postes dans l'administration romaine.

Libanios, un professeur de rhétorique d'Antioche, laissa derrière lui 1544 lettres¹⁷⁵, dont un grand nombre sont des lettres de recommandation de toutes sortes, ce qui fait de Libanios le plus important *suffragator* actuellement connu durant les règnes de Constance II et de Julien. Bien que Libanios ne fût pas lui-même un haut fonctionnaire, l'immense réseau de contacts qu'il avait bâti avec l'aide des autres membres de sa famille lui permettait d'avoir accès à

¹⁷⁴ J. N. Dillon, *The Justice of Constantine. Law, Communication, and Control*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 156-159.

¹⁷⁵ Étant donné le nombre important de lettres que Libanios laissa derrière lui, ce travail se penchera uniquement sur les lettres qui furent traduites en français ou en anglais. Malgré le fait que quatre auteurs se sont penchés sur la traduction de la correspondance de Libanios, le total des lettres traduites est moins élevé qu'il aurait pu être, puisque les chercheurs anglophones et francophones n'ont pas pris en considération ce qui avait été traduit dans l'autre langue. Le premier à traduire des lettres dans ces deux langues fut l'anglophone A. F. Norman en 1992. L'ouvrage de ce dernier comprend 193 lettres qui furent écrites entre 355 et 393. En 2000, B. Cabouret publia un ouvrage dans lequel elle traduisit 98 lettres en français, dont seulement 38 n'avaient pas déjà été traduites par Norman. Quatre années plus tard, S. Bradbury publia une traduction de 183 lettres qui furent écrites entre 355 et 365 et qui n'avaient pas encore été traduites en anglais, mais dont 20 avaient déjà été traduites par Cabouret. Cela porte donc le total de lettres traduites à 394. R. Cribiore ajouta à cela 200 nouvelles lettres en 2007, mais ces dernières décrivent uniquement les activités de Libanios en tant qu'enseignant, ce qui ne rejoint pas le sujet de la présente étude. Les lettres traduites par G. Fatouros et T. Krischer dans leur ouvrage *Libanios : Briefe*, München, Heimeran-Verlag, 1980 seront également laissées de côté. Dans ce travail, les références renverront d'abord à l'édition de Foerster (F), puis indiqueront quel auteur, entre Norman (N), Cabouret (C) et Bradbury (B), la traduisit.

l'oreille de plusieurs hauts fonctionnaires parmi les plus puissants de son époque¹⁷⁶. Il convient donc, avant de se lancer dans l'analyse des lettres, d'établir la manière dont Libanios choisissait ses étudiants, puisque ce sont eux qui vont par la suite être recommandés comme fonctionnaires, et comment les réseaux épistolaires de l'époque fonctionnaient afin de mieux mettre en contexte les remarques effectuées par Libanios au sein de ses lettres.

La vie de Libanios¹⁷⁷

Né en 314 dans une importante famille déjà établie depuis longtemps à Antioche, Libanios perdit son père à l'âge de 11 ans et fut élevé par sa mère ainsi que deux de ses oncles maternels, Panolbius I¹⁷⁸ et Phasganius I. Sa famille ayant été victime de la colère impériale peu de temps avant sa naissance, Libanios conserva tout au long de sa vie une inquiétude face au pouvoir impérial. Son premier professeur de rhétorique à Antioche fut Ulpianus, mais lorsque ce dernier mourut, Libanios décida de s'en remettre à un professeur de grammaire. Malgré l'opposition de sa mère et de son oncle Panolbius, Libanios quitta Antioche pour Athènes en 336 afin d'aller y étudier la rhétorique. Après quatre années passées à Athènes, Libanios s'en alla enseigner à Constantinople, Nicée et Nicomédie. Il retourna à Antioche en

¹⁷⁶ En plus de l'ouvrage classique A. H. M. Jones, *The Prosopography of the Later Roman Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971-1992, il existe quelques prosopographies faites uniquement pour les étudiants et correspondants de Libanios. Voir notamment P. Petit, *Les Étudiants de Libanios. Un professeur de faculté et ses élèves au Bas-Empire*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1957; P. Petit, *Les fonctionnaires dans l'œuvre de Libanios. Analyse prosopographique*, Paris, Belles Lettres, 1994 et S. Bradbury, *Selected Letters of Libanios from the Age of Constantine and Julian*, Liverpool, Liverpool University Press, 2004.

¹⁷⁷ R. Cribiore, *The School of Libanios in Late Antique Antioch*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 13-24 et S. Bradbury, *Selected Letters of Libanios from the Age of Constantine and Julian*, Liverpool, Liverpool University Press, 2004, p. 2-11. Pour une étude plus poussée, mais dont l'ampleur dépasse l'objectif de ce travail, voir notamment J. Wintjes, *Das Leben des Libanios*, Rahden, Verlag Marie Leidorf, 2005. Pour une plus grande analyse de la personnalité de Libanios, voir R. Cribiore, *Libanios the Sophist. Rhetoric, Reality, and Religion in the Fourth Century*, Ithaca, Cornell University Press, 2013.

¹⁷⁸ Afin d'identifier clairement les personnages mentionnés dans ce chapitre, un terme fut ajouté à leur nom. Les chiffres arabes font référence à A. H. M. Jones, *The Prosopography of the Later Roman Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971-1992 (PLRE), tandis que les chiffres romains font référence à O. Seeck, *Die Briefe des Libanios zeitlich geordnet*, Leipzig, J. C. Hinrichs, 1906. Lorsque le personnage est présent dans la PLRE, seul le chiffre de la PLRE est présent. Si la PLRE n'attribua pas de chiffre au personnage, puisqu'il est le seul à porter ce nom, un renvoi sera fait à la page où la vie du personnage est abordée. Toutefois, puisque la PLRE ne contient que les personnages ayant une certaine importance, l'ouvrage de Seeck vient combler les vides. À moins d'une indication contraire, les références proviennent du premier volume. Ce système de notation fut emprunté à S. Bradbury, *Selected Letters of Libanios from the Age of Constantine and Julian*, Liverpool, Liverpool University Press, 2004.

353 pour y prendre des vacances et décida de s'y installer définitivement en 354. Quelques mois après son arrivée, le sophiste officiel de la ville, Zenobius, mourut et Libanios réussit à prendre sa place.

La quarantaine d'années qu'il passa à Antioche¹⁷⁹ en tant que sophiste ne furent pas de tout repos pour Libanios. À son arrivée, la cité était déjà secouée par le manque de denrée alimentaire ainsi que le haut prix des céréales. Ces conflits ne furent qu'amplifiés lorsque Gallus fit son entrée sur la scène comme César. L'arrestation par ce dernier de tous les membres du conseil municipal et sa menace de les exécuter ne firent que rendre la situation politique de la ville d'Antioche encore plus instable. Le climat volatile s'estompa avec la mort soudaine de Gallus. Après avoir eu à faire face à différents rivaux afin de se démarquer comme le plus grand sophiste d'Antioche, Libanios dut affronter la mort de plusieurs de ses proches vers la fin des années 350. Pendant que l'invasion perse perturbait les villes à l'extrême Est de l'Empire, Libanios devait défendre ses proches dans un grand procès pour trahison, lié à des accusations de divination. Bien que Libanios vit son prestige augmenter lors du règne de l'Empereur Julien, il devait tout de même être sur ses gardes afin de ne pas alimenter la colère de l'empereur. Après la mort de Julien, Libanios dut subir les répercussions de la réaction antipaïenne qui affecta plusieurs de ses proches. Sous le règne des empereurs subséquents, Libanios ne retrouva jamais le prestige qu'il avait durant le règne de l'empereur Julien.

Bien que plusieurs membres de sa famille aient occupé des postes dans l'administration impériale, Libanios renonça durant toute sa vie à l'argent, au contrôle et au pouvoir provenant des postes administratifs. De fait, Libanios et son oncle Phasganius représentaient la branche municipale de leur famille, une branche qui disparut après la mort du sophiste, tandis que son oncle Panolbius, le personnage le plus important de leur famille, représentait la branche administrative. Tout comme ses amis les plus proches, Libanios n'appréciait pas les changements sociaux qui étaient, selon lui, en train de s'effectuer dans l'Empire romain au IV^e siècle, notamment la perte d'importance de l'idéal du bon citoyen et l'intérêt grandissant pour

¹⁷⁹ Sur Antioche et la vie de Libanios, voir les travaux de J.H.W.G. Liebeschuetz, notamment *Antioch: City and Imperial Administration in the Later Roman Empire*, Oxford, Clarendon Press, 1972 et, plus récemment, *Decline and Fall of the Roman City*. Oxford, Clarendon Press, 2001.

l'administration impériale. La rhétorique et son poste de sophiste lui conférèrent cependant un certain prestige ainsi qu'un pouvoir social à travers les étudiants qu'il réussissait à disséminer à différents niveaux au sein de la fonction publique et qui agrandissaient le cercle de ses correspondants, un cercle déjà très large de par les connexions préalablement établies par les membres de sa famille. Son pouvoir était toutefois limité par le statut de ses correspondants, par leur nombre ainsi que par la volonté de ces derniers d'obéir aux demandes de Libanios. Pour ces différentes raisons, Libanios était très contrarié lorsqu'un de ses étudiants le quittait pour un autre professeur¹⁸⁰, lorsqu'un correspondant ne lui écrivait pas pendant un certain temps¹⁸¹ ou lorsqu'un de ses contacts, comme son cousin Spectatus 1, n'effectuait pas ce qu'il lui avait été demandé¹⁸².

L'école de Libanios : étudiants, admission et placement

Les jeunes hommes qui fréquentaient l'école de Libanios provenaient surtout des familles de l'élite locale, pour la plupart déjà des décurions, même s'il existe une disparité importante entre la richesse de celles-ci. Une éducation en rhétorique était le pré requis pour les enfants de bonnes familles qui voulaient accéder à différentes positions au sein de l'administration impériale. Traditionnellement, les jeunes hommes entraient à l'école de rhétorique à l'âge de 14 ou 15 ans, mais l'âge auquel les étudiants de Libanios commencèrent leurs études pouvait varier légèrement dépendamment des circonstances, puisque le curriculum scolaire n'était pas strictement établi¹⁸³.

Pour être admis, les étudiants devaient se présenter à l'école de Libanios avec des lettres de recommandation d'anciens professeurs ou de membres de la famille, préférablement ceux qui avaient un lien quelconque avec ce dernier. Ces lettres de demande d'admission contenaient

¹⁸⁰ Sur le recrutement des étudiants et les querelles entre les différents professeurs, voir P. Petit, *Les Étudiants de Libanios. Un professeur de faculté et ses élèves au Bas-Empire*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1957, p. 103-105 et R. Cribiore, *The School of Libanius in Late Antique Antioch*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 30-32, 112-122.

¹⁸¹ F509 = C6 = N20, F15 = N1, F28 = N65.

¹⁸² F365 = B5, F352 = B7, F74 = B8, F98 = B9.

¹⁸³ R. Cribiore, *The School of Libanius in Late Antique Antioch*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 30-32.

des détails à propos de l'étudiant lui-même, mais mettaient l'accent sur sa famille, leurs connexions et la ville d'où l'étudiant venait. Libanios misait davantage sur la noblesse d'une famille et sur son niveau de culture que sur leur richesse. L'amour pour une certaine ville pouvait également jouer un rôle et était une manière pour Libanios de démontrer son affection ou sa reconnaissance envers celle-ci. Les qualités de l'étudiant mentionnées dans les lettres n'avaient pas autant d'importance, car Libanios testait lui-même les capacités intellectuelles des étudiants lorsqu'il les admettait dans son école. Loin de vouloir chasser les étudiants qui n'auraient pas un potentiel adéquat, puisqu'aucun exemple d'un étudiant renvoyé pour une telle raison n'est recensé, Libanios voulait plutôt évaluer le niveau d'un étudiant afin d'orienter son enseignement en conséquence¹⁸⁴.

Selon les études statistiques de Paul Petit¹⁸⁵, la majorité des étudiants de Libanios (47,6 %) provenaient de familles curiales, tandis que 36 % provenaient de famille de fonctionnaires et 16,2 % de familles effectuant des professions libérales (professeurs, avocats, médecins, etc.). Les élèves de familles de fonctionnaires ont presque tous intégré la fonction publique en tant que membres du personnel palatin ou comme avocat à la cour d'un gouverneur prééminent et ont finalement occupé des postes importants au sein de l'administration impériale. Bien que la moitié de ses étudiants soient des décurions, seuls 21,1 % des jeunes recrues rejoignèrent leur conseil municipal suite à leurs études. 26,5 % des étudiants ont donc réussi à se soustraire aux responsabilités qui pesaient sur leur famille, mais la voie qu'ils ont choisi de prendre dépend grandement de la richesse de leur famille. Les jeunes issus des familles les plus riches pouvaient aspirer aux plus hauts postes de la fonction publique, mais devenaient parfois des petits fonctionnaires ou des avocats attachés à la cour d'un gouverneur, puisque les avocats ordinaires n'étaient pas exemptés des obligations curiales. À l'inverse, ceux provenant de familles moins riches pouvaient rarement devenir de hauts fonctionnaires et devaient se contenter de postes administratifs ordinaires ou encore pouvaient devenir avocats¹⁸⁶. Tous les étudiants de Libanios provenaient donc de bonnes familles dont la fortune pouvait toutefois grandement varier et leur carrière était en grande partie déjà tracée pour eux avant même qu'ils

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 112-117; 120-122.

¹⁸⁵ P. Petit, *Les Étudiants de Libanius. Un professeur de faculté et ses élèves au Bas-Empire*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1957, p. 165-178.

¹⁸⁶ P. Petit, *Libanius et la vie municipale à Antioche au IV^e siècle après J.-C.*, Paris, Paul Geuthner, 1955, p.338, 340-342.

entament leurs études, ce qui explique pourquoi Libanios mettait autant d'importance sur la situation sociale d'un étudiant plutôt que sur ses aptitudes lors de leur recrutement.

Correspondance et société au IV^e siècle

La majeure partie de l'élite dirigeante à l'époque de Libanios menait une carrière qui les menait un jour ou l'autre à la fonction publique et, puisque ces postes ne pouvaient être obtenus avec certitude qu'à travers le suffrage de hauts fonctionnaires influant au sein du consistoire, les grandes familles devaient entretenir d'importants réseaux de contacts qui incorporaient de tels personnages. La seule manière pour ces familles de demeurer compétitives et de conserver le pouvoir et le prestige était d'investir plus d'efforts pour maintenir de vastes réseaux d'influence à travers des voyages personnels et des échanges épistolaires.¹⁸⁷

La correspondance entretenait les relations entre les hommes et permettait aux porteurs des missives d'en créer de nouvelles. En effet, le *cursus publicus* étant réservé aux besoins de l'administration impériale, les particuliers devaient se fier sur un ami ou une connaissance qui voyageait vers la destination voulue pour acheminer correctement leurs lettres. Le porteur était la plupart du temps mentionné dans la missive et, dans le cas des lettres de recommandation, il était souvent la personne qui était recommandée. La réception de la lettre devenait donc une sorte de première entrevue puisque le destinataire la lisait à voix haute devant le candidat qui, s'il était un homme de confiance, n'avait pas brisé le sceau et lu au préalable la lettre¹⁸⁸. En plus de ses étudiants, Libanios utilisait souvent son cousin Spectatus, un notaire à la cour impériale, afin d'acheminer des lettres aux hauts fonctionnaires palatins. Puisque Constance

¹⁸⁷ S. Bradbury, « Libanius' Letters as Evidence for Travel and Epistolary Networks among Greek Elites in the Fourth Century », dans L. Ellis and F. L. Kidner (éds), *Travel, Communication and Geography in Late Antiquity*, Aldershot, Ashgate, 2004, p. 73-80.

¹⁸⁸ B. Cabouret, « Correspondance et société dans l'Empire romain tardif : Libanios au service de ses proches », *Cahiers du GRHIS*, no 12, 2001, p. 17-18.

utilisait ses notaires comme des *agentes in rebus*, Spectatus était souvent en train de voyager et pouvait donc transmettre les lettres de Libanios¹⁸⁹.

La correspondance entre les citoyens et les membres de l'administration bénéficiait autant aux particuliers qu'au pouvoir impérial. D'une part, des hommes comme Libanios pouvaient placer plusieurs de leurs proches et de leurs créatures à travers les différents cercles du pouvoir. En ayant le plus de connaissances possible au sein de la fonction publique, Libanios avait plus de chance que ses intérêts et ceux de sa communauté soient défendus et de placer subséquemment encore plus de ses proches¹⁹⁰. De plus, à chaque fois que Libanios réussissait à effectuer une faveur qui lui fut demandée par l'un de ses proches, de ses concitoyens ou de ses élèves, son autorité grandissait et ces personnes lui étaient redevables. D'autre part, bien que le résultat de ces relations contrevint souvent aux lois, la correspondance entre l'élite municipale et les fonctionnaires pouvait faciliter l'acceptation du pouvoir impérial par les communautés. De fait, la publication par Libanios d'une lettre envoyée par un gouverneur ou par un préfet qui acquiesçait à la demande du rhéteur améliorait la perception que les habitants d'Antioche avaient de l'administration impériale. À l'inverse, une réponse défavorable pouvait avoir l'effet contraire¹⁹¹. Il était donc préférable pour l'empereur que l'élite provinciale soit favorable au pouvoir impérial, puisque ce sont eux qui modulaient l'information transmise aux citoyens¹⁹².

¹⁸⁹ S. Bradbury, « Libanius' Letters as Evidence for Travel and Epistolary Networks among Greek Elites in the Fourth Century », dans L. Ellis and F. L. Kidner (éds), *Travel, Communication and Geography in Late Antiquity*, Aldershot, Ashgate, 2004, p. 78.

¹⁹⁰ Sur les choix de carrière de Libanios, voir L. Van Hoof, « Libanius and the EU Presidency. Career Moves in the Autobiography », dans P.-L. Malosse et O. Lagacherie (éds), *Libanios. Le premier humaniste. Actes du colloque de Montpellier 18-20 mars 2010*, Salerno, Cardo, 2011, p. 193-206.

¹⁹¹ B. Cabouret, « Correspondance et société dans l'Empire romain tardif : Libanios au service de ses proches », *Cahiers du GRHIS*, no 12, 2001, p. 21-22.

¹⁹² Pour la relation bilatérale entre l'élite municipale et les gouverneurs, voir D. Slootjes, *The Governor and his Subjects in the Later Roman Empire*, Leiden, Brill, 2006.

La correspondance de Libanios

Ainsi, on comprend l'importance de l'immense collection de lettres laissée par Libanios pour la reconstruction des mécanismes politiques et sociaux du Bas-Empire. Chacune d'entre elles fut copiée par un secrétaire avant d'être envoyée et ce sont ces copies qui forment le corpus que nous possédons aujourd'hui¹⁹³. Les 1544 lettres sont regroupées en deux grands ensembles : celles rédigées entre 355 et 365 et celles écrites entre 388 et 393. En plus du fait que l'ordre chronologique des lettres fut complètement bouleversé lors de la transmission¹⁹⁴, il existe un écart important, soit de 18 ans, entre les deux séries de lettres. Cette lacune dans l'activité épistolaire de Libanios semble d'autant plus importante pour un homme qui écrivait une lettre tous les trois ou quatre jours entre 355 et 365 et dont le pouvoir était directement lié à la somme des personnes avec qui il entretenait une relation.

Bien qu'il soit possible que ces lettres aient été perdues au fil des siècles, le climat social à la suite de la mort de Julien semble avoir poussé Libanios à délibérément se débarrasser d'une partie de sa correspondance, puisque celle-ci pouvait être utilisée contre lui. Il a en effet senti à plusieurs reprises les risques d'évoquer certaines choses comme la cruauté de Gallus ou bien sa relation avec l'empereur Julien après la mort de ce dernier. Ceux qui étaient défavorisés par les choix d'un empereur voulaient souvent régler leurs comptes lorsque la situation leur souriait à nouveau. Ce fut le cas des chrétiens qui furent mis de côté par Julien et sa politique religieuse. Un païen prééminent comme Libanios était donc la cible d'attaques politiques qui, dans le cas du sophiste, prirent souvent la forme d'accusations de pratiques divinatoires illicites qui étaient considérées comme de la magie¹⁹⁵. En plus, Libanios fut accusé d'avoir soutenu deux usurpateurs : Procope et Maxime. Dans une telle situation, il est également normal que les

¹⁹³ Sur l'étude des lettres de Libanios, voir O. Seeck, *Die Briefe des Libanios zeitlich geordnet*, Leipzig, J. C. Hinrichs, 1906.

¹⁹⁴ Selon L. Van Hoof, Libanios aurait organisé lui-même de façon thématique le corpus de ses lettres. Garder un oeil ouvert pour trois articles/chapitres encore non publiés : L. Van Hoof, « (Self-)Censorship or Self-Fashioning? Gaps in Libanius' Letter Collection », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 2014, L. Van Hoof, « Making Literature out of Letters: Libanius' Epistolary Collection », dans E. Watts (éd.), *Late Antique Letter Collections*, Berkely, University of California Press, 2014/5 et L. Van Hoof, « Libanius: Introducing the Macrotextual Dimension », dans E. Watts (éd.), *Late Antique Letter Collections*, Berkely, University of California Press, 2014/5.

¹⁹⁵ Sur les pratiques divinatoires et la magie durant le Bas-Empire, voir M.-T. Fögen, *Die Entmachtung der Wahrsager*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1997 et A. Lotz, *Der Magiekonflikt in der Spätantike*, Bonn, Habelt, 2005.

membres de l'élite se soient temporairement dissociés de Libanios, de peur d'être associés à de tels crimes¹⁹⁶.

Bien que les lettres aient souvent été rédigées pour être publiées par le destinataire, en fonction de règles de composition précises, Libanios voulait parfois éviter une publicisation qui pouvait se révéler dangereuse. De fait, durant les années 350, Libanios écrivit à Themistius qu'il renonçait à lui écrire pendant un certain temps puisqu'il savait que toute lettre qu'il recevait était instantanément publiée sur la place publique et, lorsque cela arrivait, Libanios devait en subir les conséquences aussitôt que la nouvelle arrivait à Antioche¹⁹⁷. Dans la même veine, il reprocha à Andronicus 3 d'avoir montré la lettre qui lui était adressée à une autre personne qui reporta les propos à des gens d'Antioche, ce qui lui causa des problèmes¹⁹⁸. Il y avait donc une distinction claire faite par l'écrivain entre une lettre privée et publique, une distinction qui n'était pas toujours bien comprise par le destinataire.

Analyse des lettres

Les lettres de Libanios seront analysées en fonction de deux problématiques. D'une part, la manière dont Libanios entretenait son réseau et l'influence qu'il en retirait en tant qu'intermédiaire entre les hauts fonctionnaires et les provinciaux. D'autre part, la façon dont il redirigeait ses étudiants et ses proches dans la fonction publique ainsi que comment sa correspondance nous permet de mieux comprendre le système de nominations.

Il est clair dans la correspondance de Libanios que ce dernier a eu du mal à s'adapter aux changements que vivait la société romaine, notamment l'abandon des valeurs civiques traditionnelles en raison de l'importance croissante de l'administration impériale dans la vie des hommes. Toutefois, pour maintenir son influence, Libanios demandait aux hauts

¹⁹⁶ Cabouret (2009). L'hypothèse selon laquelle Libanios aurait détruit ses lettres par prudence en raison du contexte social est également soutenue par Paul Petit et Albert Francis Norman dans leur édition respective du premier discours de Libanios : Libanios, *Discours, I, Autobiographie*, Édition et traduction par J. Martin et P. Petit, Paris, Belles lettres, 1979, p. XIII et Libanios, *Autobiography and Selected Letters*, Édition et traduction par A. F. Norman, Cambridge, Harvard University Press, 1992, vol. 1, p. 31-32.

¹⁹⁷ F476 = N16.

¹⁹⁸ F477 = N17.

fonctionnaires de faire entrer ses proches ainsi que ses étudiants dans la fonction publique, puisqu'il était dans son intérêt que ses concitoyens sachent qu'il était capable de remplir des promesses et il était important pour lui d'avoir le plus de créatures possible dans l'administration afin de s'assurer de pouvoir remplir ses promesses subséquentes. L'une des lettres qu'il envoya au jeune Thalassius 2 est l'un des rares exemples dans lequel Libanios exprime de manière franche ce qu'il pense sur le sujet. Libanios y critique Thalassius puisqu'il accorde plus d'importance à l'espoir d'obtenir un poste dans la fonction publique qu'au fait de passer du temps avec sa famille et ses amis, un reproche que lui fait également sa famille. Libanios lui avoue qu'il ne comprend pas pourquoi quelqu'un ayant une bonne et jeune femme, une grande richesse et n'ayant encore aucun enfant préférerait mettre son énergie ailleurs plutôt que de conserver ce qu'il a déjà et de se préparer à avoir des héritiers. Même s'il était contre cette idée, Libanios laissa partir le jeune homme puisque ce dernier promit qu'il reviendrait l'été suivant, mais Thalassius décida entre-temps de demeurer plus longtemps à la cour impériale, ce qui rendit Libanios furieux, bien que la famille de Thalassius ait rappelé au sophiste que le jeune homme y travaillait de manière sérieuse et acharnée¹⁹⁹.

Conséquent avec lui-même, Libanios utilise sa correspondance avec les fonctionnaires principalement pour faire avancer ses intérêts et, par extension, ceux de sa communauté, ce qui fait en sorte que le nombre de lettres qu'il envoie à un individu dépend de son poste, son statut et de l'effort avec lequel ce dernier remplit les demandes du sophiste. Il existe plusieurs exemples de cette hiérarchisation qu'effectuait Libanios, comme celui de Caesarinus qui ne reçut que quatre lettres connues lors qu'il était vicaire, mais 14 connues lorsqu'il travailla pour le département de la *res privata* ou comme celui de Jovinus 1 à qui Libanios n'écrivit que deux fois en 357 lorsqu'il était à la cour impériale, mais dès que ce dernier fut promu comme haut fonctionnaire dans les bureaux financiers, il reçut neuf lettres pendant son mandat²⁰⁰. Les circonstances politiques pouvaient également faire en sorte que Libanios arrête d'écrire à un correspondant. De fait, Libanios écrivit 20 lettres au chrétien Datianus 1, qui était *comes*, entre 355 et 365, mais aucune pendant le règne de Julien puisque Datianus avait perdu une grande

¹⁹⁹ F377 = B12.

²⁰⁰ S. Bradbury, *Selected Letters of Libanius from the Age of Constantine and Julian*, Liverpool, Liverpool University Press, 2004, p. 78-79.

partie de son influence²⁰¹. L'un de ses correspondants, Gaianus 6, fut même insulté par cette pratique et envoya une lettre à Libanios le critiquant de ne plus lui écrire parce qu'il n'était plus gouverneur. À cette accusation, Libanios réplique que la lettre fut perdue par le gouverneur qui vint pour le remplacer et accusa Gaianus à son tour de ne pas lui avoir écrit²⁰².

Les événements politiques pouvaient également affecter négativement l'influence de Libanios. La mort de Julien dévasta Libanios, autant sur le plan personnel que professionnel, comme le démontre une lettre à son ancien collègue de classe Philippus 3. Ayant envoyé ses fils à l'école de Libanios, Philippus, qui avait activement participé à la renaissance du paganisme sous Julien, décida très rapidement de retirer ses fils de l'école du sophiste après la mort de l'empereur philosophe. Dans sa lettre, Libanios le critique pour avoir retiré ses fils immédiatement après les lui avoir amenés et lui indique qu'il n'obtiendra pas la réputation d'être un bon père à travers de tels agissements²⁰³.

L'influence que Libanios avait acquise à travers ses connexions était telle qu'elle lui permettait de demander à différents fonctionnaires de ne pas respecter certaines lois²⁰⁴. De fait, Libanios cherchait souvent à obtenir un traitement préférentiel pour lui et ses connaissances. En 361, Libanios envoie une lettre au *comes Orientis* Domitius Modestus 2, qui avait la réputation d'être un juge sévère, dans laquelle il lui demande de sauver deux de ses avocats, Eusebius xi et Agroecius i, en les exemptant de leurs responsabilités en tant que décurions. Libanios lui explique que le conseil municipal a déjà réussi à assigner une charge curiale à Agroecius et qu'il menace également Eusebius²⁰⁵. Le sophiste termine sa lettre en l'invitant à se baser sur

²⁰¹ *Ibid.*, p. 80.

²⁰² F1218 = B136. Ce genre de critiques est très fréquent au sein de la correspondance de Libanios et de Symmaque. Une grande partie de leurs lettres sont introduites par diverses critiques envers leur correspondant lui reprochant de ne pas leur avoir écrit assez souvent ou des lettres assez longues. Ces deux grands personnages recevaient eux aussi bon nombre de critiques de ce genre. Ces critiques étaient si fréquentes que les correspondants savaient à l'avance le genre d'excuses qui seraient utilisées par leur correspondant, puisqu'ils les utilisaient fréquemment eux-mêmes.

²⁰³ F1223 = B104.

²⁰⁴ Même si nous ne savons pas si Libanios était au courant des derniers développements au sein de la législation impériale, les fonctionnaires avec qui il communiquait devaient au moins être renseignés au sujet de ce qui était légal ou non. Les fonctionnaires devaient donc utiliser leur jugement : vaut-il mieux respecter la loi ou faire plaisir à un homme extrêmement influent qui pourrait tourner la population contre eux et mettre un terme à leur carrière politique ? Pour les problèmes entourant la carrière de gouverneur, voir D. Slootjes, *The Governor and his Subjects in the Later Roman Empire*, Leiden, Brill, 2006.

²⁰⁵ Libanios lui-même décrit l'épreuve que représentait la responsabilité de retrouver les décurions qui se sont enfuis dans une lettre adressée au *comes Orientis* Rufinus (F1365 = N106). Il présente Letoïus, le décurion

une vieille loi favorable aux avocats pour les aider²⁰⁶. Bien que la loi mentionnée par Libanios soit inconnue, ce dernier devait avoir eu vent des nombreuses lois proclamées par Constantin et ses fils²⁰⁷ ordonnant aux décurions de revenir à leur curie afin de remplir leurs responsabilités et être conscient de la gravité de cette question. Les demandes de Libanios n'étaient toutefois pas toujours bien reçues par les fonctionnaires avec lesquels il communiquait comme le démontre la rédaction d'Acacius 8 qui répondit à Libanios que ce qu'il voulait était illégal. Libanios avait en effet demandé au *consularis* de la Cappadoce de lui acheter un cheval²⁰⁸. Il s'excusa par la suite en disant qu'il ne savait pas qu'il était illégal pour les fonctionnaires d'acheter des choses aux citoyens de la province dont ils avaient le contrôle. Il mentionna également que c'était en raison de la honte découlant de sa demande qu'il ne lui a pas écrit depuis un certain temps²⁰⁹.

Libanios avait même une assez grande influence pour critiquer certains hauts fonctionnaires et remettre en question leurs décisions. La familiarité qu'il avait acquise avec le préfet du prétoire d'Illyrie Anatolius 3 lui permettait d'être très franc avec ce dernier, notamment lors d'une longue dispute entre les deux hommes qui s'échelonna sur plusieurs lettres. La dispute débuta en 356, soit à l'époque où Anatolius venait de refuser une nouvelle préfecture, en raison du fait que Anatolius avait envoyé une lettre à l'oncle de Libanios, mais pas à Libanios lui-même²¹⁰. Lorsqu'il reçut la réponse d'Anatolius, Libanios la lut devant un auditoire qui la trouva hilarante et un auditeur lui demanda même si Anatolius, nouvellement nommé préfet du prétoire d'Illyrie, était son ami ou son ennemi et, après que Libanios lui eut signifié que c'était bien son ami, l'homme lui dit qu'il agissait comme un ennemi en montrant une telle lettre qui devait être tenue secrète. Anatolius semble avoir embrasé l'égo du sophiste en lui disant qu'il

chargé d'une telle tâche, comme un homme préférant braver une tempête et servir l'État que de penser à sa propre sécurité.

²⁰⁶ F293 = B72 = C41.

²⁰⁷ Discutées au chapitre III. Notons par exemple : CTh 12, 1, 5 (317); CTh 6, 22, 1 (321/324); CTh 12, 1, 10 (325); CTh 12, 1, 25 (338) et CTh 12, 1, 40 (353/357).

²⁰⁸ F1222 = B103. Sur l'histoire de la Cappadoce et de ses institutions, voir S. Métivier, *La Cappadoce, IVe-VIe siècle: une histoire provinciale de l'empire romain d'Orient*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005; M. Forlin Patrucco, « *Domus Divina Per Cappadociam* », *Rivista di filologia e di istruzione classica*, vol. 100, 1972, p. 328-333 et R. Teja, *Organizacion economica y social de Capadocia en el siglo IV, segun los Padres Capadocios*, Salamanca, University of Salamanca, 1974.

²⁰⁹ F1514 = B105.

²¹⁰ F509 = C6 = N20.

avait rabaissé Spectatus par ses mots²¹¹, ce qui donna naissance à une très longue justification de la part de Libanios qui lança plusieurs pointes et reproches à Anatolius par la même occasion²¹². Cette lettre amplifia la colère d'Anatolius et ce dernier critiqua de nouveau Libanios dans une nouvelle lettre, notamment parce qu'il ne lui avait pas écrit durant sa maladie. Ces critiques furent qualifiées d'enfantillages par Libanios dans sa réponse et il fustige Anatolius en soutenant qu'il ne veut pas un ami, mais un flatteur²¹³. La dispute entre les deux hommes semble s'être arrangée dans la dernière lettre envoyée à Anatolius par Libanios avant sa mort en 360. Mise à part cette relation épineuse avec Anatolius, le sophiste tenta de discréditer la décision du *comes* Domitius Modestus auprès de son subordonné Andronicus 3. En 360, Libanios écrivit une lettre à Andronicus, le *consularis* de la Phénicie, afin de lui demander d'aider son cousin dans sa liturgie. Ce dernier devait organiser et présider des concours olympiques dans lesquels il voulait mettre à mort différentes bêtes afin de rendre l'événement grandiose. Pour rendre le spectacle intéressant, il lui fallait de bons chasseurs et Libanios demanda à Andronicus de lui en fournir puisque la Phénicie possédait des experts dans cet art. Toutefois, Libanios ou l'un de ses proches était déjà entré en contact avec Domitius Modestus, le *comes Orientis*, qui était le supérieur d'Andronicus et Modestus avait refusé que des chasseurs phéniciens soient envoyés au cousin de Libanios. De plus, cette lettre avait été lue par Andronicus. Sachant tout cela, Libanios dit à Andronicus de ne pas écouter l'avis de son supérieur et d'autoriser l'envoi de chasseurs, sans quoi Andronicus sera blâmé pour avoir oublié ses amis²¹⁴.

En dépit de cette familiarité avec certains hauts personnages de l'administration²¹⁵, Libanios éprouvait parfois une certaine crainte quand arrivait le temps d'approcher un haut fonctionnaire qu'il ne connaissait pas²¹⁶. En 357, Libanios écrivit une lettre au *magister*

²¹¹ Libanios avait en effet l'habitude de critiquer Spectatus dans ses lettres adressées à différents hauts fonctionnaires. Il critiquait même Spectatus dans les lettres lui demandant une faveur. Voir notamment F365 (=B5), F352 (=B7), F74 (=B8) et F98 (=B9).

²¹² F19 = C24 = N40.

²¹³ F80 = C30 = N46.

²¹⁴ F217 = C39 = N71.

²¹⁵ Sa correspondance avec Caesarius est également un bon exemple de la frustration vécue par Libanios lorsqu'un haut fonctionnaire manquait à répétition de faire avancer ses intérêts. Voir notamment F1114 (=B48).

²¹⁶ Il est difficile de mesurer l'importance de cette crainte puisque Libanios exacerba peut-être ses sentiments afin de manipuler son destinataire en gonflant son égo et en se montrant dans une position (faussement) vulnérable.

officiorum Musonius 1, un homme qu'il ne connaissait pas personnellement. Toutefois, grâce aux encouragements de Spectatus, Libanios eu tout juste assez de courage pour lui envoyer une lettre. Cette lettre, somme toute assez courte, fait état du stress que vivait Libanios en l'écrivant. Libanios commence sa lettre en lui avouant qu'il ne voulait pas lui écrire puisqu'il était présomptueux d'écrire à un homme avant de le rencontrer. Il lui dit ensuite qu'il se décida rapidement à lui écrire après que Spectatus lui ait assuré que le *magister* recevrait d'un bon œil une telle lettre. Le sophiste continue en mentionnant que si Musonius l'accuse d'être arrogant de par sa démarche, Spectatus devra payer pour ses fautes. Après avoir prouvé qu'ils avaient un point en commun dans leur amour pour les beaux discours, Libanios lui dit que même s'il est absurde de demander une faveur à un homme avant même de savoir s'il nous apprécie, il doit être audacieux et lui demander d'aider Letoios i²¹⁷. Le ton est complètement différent de celui utilisé dans une situation similaire, une année auparavant, lorsqu'il tenta d'approcher, après avoir été encouragé par Spectatus, l'homme qui remplissait la fonction de *magister officiorum* avec Musonius et qui le remplaça par la suite : Florentius 3. Dans cette lettre légèrement plus longue que celle envoyée à Musonius, Libanios semble beaucoup plus confiant et affirme dès le début qu'il ne l'écrit non pas pour bénéficier de l'influence du *magister*, mais plutôt parce qu'il voulait obtenir son amitié. Il termine en lui disant que même s'il espère recevoir une lettre de Florentius en retour, il serait tout simplement satisfait de savoir que ce dernier est son ami²¹⁸. Florentius s'avéra être un correspondant beaucoup plus utile pour Libanios et un allié de taille à la cour. La position d'un homme n'est donc pas ce qui fait le plus peur à Libanios, mais plutôt sa personnalité et la probabilité de se faire humilier par un refus ou une lettre qui serait destinée à demeurer sans réponse.

Libanios n'obtint cependant pas seul l'influence pour laquelle il était reconnu de son vivant, mais en grande partie à travers ses étudiants et ses connaissances. Libanios l'admet dans une lettre envoyée à Anatolius 3 en 357 et qui laisse de côté temporairement la dispute entre les deux hommes. Après avoir remercié Anatolius pour avoir effectué ce qu'il lui avait demandé, même si Anatolius avait pris plus de temps pour le faire que Libanios aurait voulu, il lui dit

²¹⁷ F558 = B32 = C8.

²¹⁸ F510 = B36.

qu'en ayant nommé Clematius 2 *consularis* de la Palestine, c'est lui, Libanios, qui fut réellement nommé et qu'en couvrant son ami Aristaenetus 1 d'honneurs, c'est à Libanios qu'il les a vraiment attribués. Il lui demande ensuite d'octroyer encore plus d'honneurs à ces hommes²¹⁹. La métaphore employée par Libanios est ici très forte. Loin de vouloir dire qu'il contrôlait les faits et gestes de ses amis qui étaient employés au sein de la fonction publique, Libanios explique à Anatolius que les faveurs faites par le préfet du prétoire ne sont pas dirigées vers ses amis, mais bien vers Libanios lui-même qui peut accroître son influence en raison de ces différentes victoires. Cette mentalité est également illustrée dans une lettre à Spectatus en 356, où il lui demande de promouvoir un certain Sabinus afin que ce dernier ne semble pas employer des amis (Libanios et Spectatus) moins puissants que les autres. Il ajoute qu'il serait intolérable que le cas de Sabinus puisse générer des critiques envers Libanios et Spectatus²²⁰.

Puisque Libanios tirait son influence des protégés qu'il avait disséminés au sein de l'administration impériale, il se devait de s'assurer que ses étudiants obtiennent les postes les plus prestigieux. C'est pourquoi Libanios avait un modèle de carrière précis lorsqu'il recommandait ses étudiants. La grande majorité des étudiants de Libanios devinrent en premier lieu des avocats à la cour d'un gouverneur. Le premier souci de Libanios était donc de s'assurer d'envoyer ses étudiants à des gouverneurs convenables. En effet, dans une lettre envoyée à son ancien élève Dianius, Libanios se réjouit du fait que ce dernier fut pris comme avocat par le *consularis* de Bithynie, Alexander 4, qui était également un ancien élève de Libanios. Il recommande à Dianius de lier son destin à celui d'Alexander puisque le sophiste prévoit qu'il obtiendra de nombreuses promotions, notamment parce que l'empereur connaissait bien cet homme et continuera à l'employer. Son conseil à Dianius est donc de suivre cet homme et de collaborer à son commandement afin qu'il puisse lui-même plus facilement progresser et obtenir un gouvernement avec l'appui d'Alexander. Rien d'autre ne doit être plus important pour Dianius²²¹. La prochaine étape était de devenir assesseur, le conseiller juridique du gouverneur. Puisque ce poste demandait une certaine connaissance des lois, un séjour à Beyrouth pour parfaire ses connaissances du droit romain pouvait venir aider

²¹⁹ F563 = C9.

²²⁰ F545 = B2.

²²¹ F281 = C23.

la candidature d'un avocat voulant devenir assesseur. Bien que Libanios soit devenu hostile à l'étude du droit vers la fin de sa vie, entre 355 et 365, il était assez confiant dans l'importance de la rhétorique pour entretenir des relations amicales avec des professeurs de droit et leur envoyer des étudiants²²². En 361, Libanios envoya à Domnio 1, un homme qu'il qualifie de « vieux » et qui avait travaillé comme avocat pendant plusieurs années, afin que ce dernier reçoive des leçons intensives en droit romain²²³. Ce ne sont donc pas seulement les jeunes qui voyaient l'importance des études dans ce domaine, mais même les personnes plus âgées croyaient que cela était assez important pour retourner à l'école. Le poste d'assesseur représentait un tremplin qui permettait aux avocats d'obtenir un poste comme gouverneur, le sommet de la carrière de la plupart des protégés de Libanios²²⁴. Le lien naturel entre ces deux postes est illustré dans une lettre adressée à Anatolius écrite en 358. Libanios y remercie le préfet du prétoire d'avoir nommé Tuscanius 2 assesseur aussitôt qu'il entra en fonction et lui explique comment cette action lui a valu les louanges des provinciaux, mais critique ensuite Anatolius de n'avoir pas fait en sorte que le jeune Tuscanius obtienne un poste à la hauteur de son talent et à la hauteur de ce que le préfet aurait pu lui offrir. Tuscanius obtint en effet un poste indéfini avec un petit salaire et qui ne fournit pas un haut rang et non un poste de gouverneur. Bien que Tuscanius considère que ce qui lui arrive soit merveilleux, Libanios n'est pas d'accord et demande au préfet de lui donner plus²²⁵. Une carrière en tant qu'avocat était la manière la plus efficace pour un jeune homme d'une bonne famille de monter rapidement en grade et d'obtenir des postes réservés aux membres de l'élite²²⁶.

Libanios avait en effet une certaine aversion envers les postes de fonctionnaires de bureau notamment lorsque ses bons étudiants décidaient de s'en contenter. Dans sa dernière lettre adressée à Anatolius (mort en 360), Libanios lui raconte l'histoire d'un de ses étudiants, Julianus 9. Ce jeune homme n'était pas parmi ses meilleurs étudiants, mais il aurait pu l'être s'il

²²² S. Bradbury, *Selected Letters of Libanios from the Age of Constantine and Julian*, Liverpool, Liverpool University Press, 2004, p. 201.

²²³ F653 = B164.

²²⁴ Gaianus 6 (voir Jones, *PLRE*) est un très bon exemple d'un homme qui commença sa carrière comme avocat, ayant étudié à Beyrouth et ayant un intérêt poussé pour la rhétorique, et qui devint gouverneur de la Phénicie après avoir été assesseur. Ce dernier devint l'ami de Libanios lors de son séjour à Antioche en tant qu'assesseur.

²²⁵ F348 = B63.

²²⁶ A. H. M. Jones, *The Later Roman Empire, 284-602 : a Social Economic and Administrative Survey*, Oxford, Blackwell, 1964, p. 507-516.

n'avait pas d'abord passé du temps dans la cité du plaisir, Constantinople, et qu'il n'avait pas quitté Libanios le plus vite possible. Les talents oratoires qu'il possédait lorsqu'il rencontra Libanios furent perdus aussitôt qu'il pénétra au sein de la fonction publique aux côtés d'Anatolius. Il ne recherchait dès lors que du pouvoir, le même pouvoir qu'Anatolius recherchait en imitant des hommes comme le consul de 358 Datianus, un homme qui a la tête dans les nuages et qui opprime les autres. Sans soumettre de requête précise à Anatolius, Libanios lui dit que si la situation ne change pas, Optatus risque de suivre l'exemple de Julianus²²⁷. Libanios raconte une histoire similaire dans une lettre envoyée à Acacius 8 en 364 qui était alors *comes domorum per Cappadociam* après avoir été gouverneur à deux reprises. La lettre concerne le fils d'Acacius, Marcus. Libanios eut la chance d'enseigner à celui-ci, mais pas aussi longtemps qu'il l'aurait voulu. Le sophiste remet en question la décision d'Acacius de retirer l'enfant de l'école de Libanios et de faire en sorte qu'il voyage avec son oncle à travers l'empire, une décision motivée par le fait qu'il avait supposément besoin d'une plus grande supervision. Même si un certain temps est déjà passé, il n'était pas trop tard pour que Marcus continue à parfaire son éloquence, puisqu'il pourrait continuer son éducation avec le rhéteur Palladius 8 en Cappadoce. Libanios supplie le père de renvoyer son fils à l'école et de lui faire oublier sa ceinture d'officier. Il devrait plutôt tourner ses yeux vers la ceinture de son père, acquise au moyen de l'éloquence, une éloquence qui lui fut transmise et qui lui permettra de marcher sur ses traces²²⁸.

Un poste de fonctionnaire de bureau était la dernière alternative que Libanios conservait pour ses bons étudiants. Il la considérait uniquement lorsqu'aucune autre option n'avait fonctionné et que la situation était précaire. Le meilleur exemple de cela est celui de son étudiant Hyperechius i. Considéré par les différents éditeurs des lettres de Libanios comme l'un des étudiants favoris de Libanios²²⁹ en raison du grand nombre de lettres et de l'attention que le sophiste dévoua à son avancement, Hyperechius ne réussit pas à atteindre les sommets que Libanios avait prédits et fut finalement exécuté lors de l'usurpation de Procope. Hyperechius était le fils d'une riche famille de décurions d'Ancyre et était l'étudiant de Libanios depuis

²²⁷ F81 = N47.

²²⁸ F1222 = B103.

²²⁹ A. F. Norman, *Libanius. Autobiography and Selected Letters*, Cambridge, Harvard University Press, 1992, vol. 2, p. 76-77, n. a et P. Petit, *Les Étudiants de Libanios. Un professeur de faculté et ses élèves au Bas-Empire*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1957, p. 162-165.

qu'il était professeur à Nicomédie. Bien que son père lui conseilla de devenir sénateur et que Libanios lui recommanda la carrière d'avocat, Hyperechius voulait devenir fonctionnaire et concentra ses efforts dans ce sens²³⁰. Le cas d'Hyperechius est mentionné pour la première fois dans deux lettres envoyées simultanément au gouverneur de la Galatie Acacius et au *comes Orientis* Domitius Maximus en 361 leur demandant de donner un poste réel à Hyperechius qui avait été nommé supernuméraire (*supernumerarius*)²³¹ pour le bureau du gouverneur Acacius par Domitius Maximus²³², un poste honteux selon Libanios. Le sophiste l'encourage donc à ne pas l'aider à moitié et à achever son travail²³³. L'année suivante, Libanios écrivit deux lettres à Hyperechius qui était encore un supernuméraire. Il écrivit la première afin de justifier son silence et de lui demander quels étaient ses plans maintenant que Julien était au pouvoir et qu'un de ses amis, Miccalus, le fils de Pompeianus i, avait été nommé gouverneur²³⁴. La seconde avait pour but de le convaincre de ne pas intégrer le Sénat. Cette lettre fut rédigée en réaction à l'opinion du père d'Hyperechius qui suggéra au jeune garçon, tout juste après lui avoir légué ses propriétés, de solliciter une position au sénat de Constantinople. Libanios lui déconseilla cette trajectoire, puisqu'il allait perdre une grande partie de ses possessions dans le processus et n'obtiendrait qu'un titre vide en échange. Libanios lui conseilla plutôt de prendre part au conseil municipal pour qu'il puisse améliorer son éloquence à travers les échanges entre le conseil et le gouverneur²³⁵. À la fin de l'année 362, Acacius fut remplacé par Maximus 19 en tant que gouverneur de la Galatie. Libanios écrivit donc au nouveau gouverneur pour le féliciter et lui demander de promouvoir les intérêts de la famille d'Hyperechius, notamment en lui accordant une promotion²³⁶. Face aux difficultés qui découlaient des différentes tentatives de Libanios de faire promouvoir Hypererchius au sein du bureau du gouverneur de la Galatie, Libanios fit de nouveau appel à

²³⁰ S. Bradbury, *Selected Letters of Libanius from the Age of Constantine and Julian*, Liverpool, Liverpool University Press, 2004, p. 216-217, 249-250.

²³¹ Libanios définit la situation d'Hyperechius comme un « fonctionnaire à moitié », ce qui signifiait fort probablement qu'Hyperechius était un supernuméraire, un homme qui était sur une liste d'attente pour entrer dans un bureau de la fonction publique. S. Bradbury, *Selected Letters of Libanius from the Age of Constantine and Julian*, Liverpool, Liverpool University Press, 2004, p. 216.

²³² La confirmation du fait que c'est bien Domitius Modestus qui a appuyé la candidature d'Hyperechius est donnée dans F792 = B180.

²³³ F298 = B99 (Acacius) et F308 = N75 (Domitius Modestus).

²³⁴ F704 = B179.

²³⁵ F731 = C52 = N87.

²³⁶ F779 = B107.

Domitius Modestus, celui qui avait donné le poste de supernuméraire à Hyperechius, afin d'avancer les intérêts de ce dernier. Modestus proposait maintenant à Hyperechius de devenir sénateur. Libanios, contrairement à ce qu'il avait dit à Hyperechius quelques mois auparavant, appuyait cette démarche, croyant que Modestus pouvait rendre le processus plus simple pour le jeune homme. Modestus allait également s'assurer que Hyperechius reçoive ultérieurement une promotion, sûrement un poste de gouverneur²³⁷. Tout comme lors d'autres opportunités que lui avait présentées Libanios, Hyperechius ne semble pas avoir été emballé à l'idée de devoir accompagner Modestus à Constantinople comme le démontre la lettre que Libanios envoya à ce dernier afin de le remercier de son aide et de s'excuser de la lenteur du jeune homme²³⁸. Lorsqu'il fut finalement en route pour Constantinople pour devenir sénateur, Libanios lui donna des lettres pour Nicocles (*PLRE*, p. 630), qui fut le professeur de l'empereur Julien, et Maximus, gouverneur de la Galatie, afin que ceux-ci l'appuient dans ses démarches²³⁹. La mort de Julien et l'incertitude politique qui s'en suivit détruisirent cependant les espoirs d'Hyperechius. À la fin de l'année 363, Libanios envoya une lettre d'encouragement au jeune Hyperechius pour qu'il persévère. Le sophiste lui recommanda toutefois de ne pas viser trop haut et d'accepter tout ce qu'on pouvait lui offrir, même si le poste était petit, car ce sont les petits postes qui mènent aux grands²⁴⁰. Libanios lui offrit donc une lettre d'introduction à apporter au *comes rei privatae* Caesarius 1 avec lequel Libanios a déjà discuté le cas d'Hyperechius. Dans cette lettre, Libanios demande à Caesarius de donner à Hyperechius un poste au sein de son bureau, notamment comme avocat. Libanios explique au *comes rei privatae* qu'en accordant un poste à un homme qui en occupa déjà un par le passé, il rend un service à l'homme qui lui fit confiance pour la première fois en confirmant la validité de son choix. De plus, en attribuant un poste à Hyperechius, Caesarius se ferait une faveur à lui-même, puisqu'il recevra des louanges similaires par la suite²⁴¹. La dernière lettre que Libanios écrivit au sujet d'Hyperechius est de nouveau adressée à Caesarius et le critique pour

²³⁷ F792 = B180.

²³⁸ F804 = B74. Voir aussi F777 (non traduite) pour un exemple du caractère non coopératif d'Hyperechius lorsque venait le temps de se déplacer pour obtenir un honneur ou une faveur.

²³⁹ F810 = N99 (Nicocles) et F1350 = B109 (Maximus)

²⁴⁰ F1441 = N117.

²⁴¹ F1443 = B45.

ne pas avoir encore assisté le jeune homme et lui demande à nouveau de lui trouver un poste²⁴².

Une étape importante du processus d'admission d'un candidat au sein de l'administration impériale se laisse découvrir à travers les péripéties très détaillées entourant l'avancement d'Hyperechius. En effet, lorsqu'un candidat arrivait devant le haut fonctionnaire afin d'obtenir son *suffragium*, le fonctionnaire en question lui faisait passer une entrevue dans laquelle il évaluait la qualité du candidat. Dans la lettre que Libanios envoya à Hyperechius lui indiquant d'aller à la rencontre de Caesarius, Libanios dit au jeune homme d'essayer de paraître intelligent lorsque le *comes rei privatae* l'évaluera, puisqu'il est habile pour juger d'un lion à partir de ses griffes²⁴³. Tout comme Libanios évaluait les étudiants qui lui apportaient des lettres de recommandation de leur famille, les hauts fonctionnaires contrôlaient les hommes qui voulaient obtenir leur soutien (*suffragium*) afin de s'assurer que le candidat était bien digne et lui procurera des louanges en échange de ses efforts²⁴⁴. Toutefois, contrairement à Libanios qui ne refusait pas d'étudiants suite à leur évaluation, les hauts fonctionnaires, comme le démontre le cas d'Hyperechius, ne fournissaient pas aussi facilement leur *suffragium*. Malgré les efforts de Libanios qui semblait considérer qu'Hyperechius était très compétent, ce dernier n'obtint jamais de poste réel au sein de l'administration, et ce, même durant le règne de Julien, période durant laquelle l'influence de Libanios était à son sommet. Il est donc clair qu'Hyperechius n'était pas aussi habile que Libanios le laissait croire, ce qui prouve qu'il ne faut pas qu'une bonne naissance pour pénétrer dans l'administration impériale, mais aussi certaines qualités intellectuelles. L'un des plus grands problèmes d'Hyperechius semble avoir été son niveau de motivation, mentionné à quelques reprises par Libanios²⁴⁵. C'est fort probablement la lenteur avec laquelle il se décidait à faire ce que Libanios ou de hauts fonctionnaires comme Domitius Modestus lui demandaient qui handicapa sa candidature.

L'histoire d'Hyperechius illustre aussi, de manière oblique, une autre étape de l'accès à un poste, soit le fait d'être inscrit dans le matricule d'un office sans avoir un poste réel, notamment comme surnuméraire. Cette pratique est toutefois davantage détaillée dans trois

²⁴² F1114 = B48.

²⁴³ F1441 = N117.

²⁴⁴ F1443 = B45.

²⁴⁵ F804 = B74 et F777 (non traduite).

lettres que Libanios écrit à certains hauts fonctionnaires en 358. Cette soudaine importance des fonctionnaires fantômes découle d'une loi promulguée par Constance en 358 et qui demandait à tous les fonctionnaires, actifs ou retraités, de se présenter devant un juge afin de juger de la légalité de leurs honneurs, sous peine d'être renvoyés à leur conseil municipal²⁴⁶. Les deux premières lettres, adressées au chef des notaires (*pimicerius notariorum*) Bassus 5, concernent le fils de Quirinus, gouverneur et ami de Libanios. Son fils, Honoratus 3, fut inscrit au sein de l'administration impériale en tant que notaire lorsqu'il était tout jeune afin qu'il puisse se prémunir de ce poste une fois qu'il aurait terminé ses études. En 358, Honoratus était toutefois encore aux études et souffrait d'une grave maladie. Libanios demanda donc au chef des notaires de le laisser sur la liste des employés. Libanios soutient la cause du jeune homme en expliquant à Bassus que même si Honoratus n'est pas le seul employé à être absent, il doit sûrement être le seul qui a une bonne raison. Bassus ne semble pas avoir agi assez rapidement au goût de Libanios, puisqu'il lui écrit deux lettres en quelques mois avec un contenu similaire²⁴⁷. La seconde, adressée au préfet du prétoire d'Illyrie Anatolius, concerne les fils du médecin Marcellus qui avaient été engagés comme *agentes in rebus* lorsqu'ils étaient bébés. Bien que les *agentes in rebus* soient dirigés par le *magister officiorum*, Libanios décida d'adresser sa requête au préfet du prétoire puisqu'il n'avait pas réussi à créer une relation adéquate avec le *magister* actuel, Musonius. Selon Libanios, cette manœuvre est valide puisque, historiquement, le préfet du prétoire supervise le *magister officiorum*. Par conséquent, une décision d'Anatolius est un ordre pour Musonius. Libanios demande à Anatolius de préserver les postes des fils de Marcellus même s'ils ne peuvent se présenter au bureau présentement, puisqu'ils sont trop jeunes pour sortir de la ville²⁴⁸.

Bien que Libanios soit réticent à envoyer ses étudiants et amis dans les bureaux de la fonction impériale puisque de tels placements lui étaient moins avantageux, il contribue parfois à l'avancement des fonctionnaires travaillant dans les bureaux les plus importants de l'Empire, ceux des notaires et des *agentes in rebus*. Aucune occasion de démontrer la force de son

²⁴⁶ CTh 12, 1, 45. Cette loi, adressée au vicaire d'Afrique est datée du 22 juin 358. Cependant, si l'on croit que les allusions faites par Libanios au rappel des fonctionnaires par l'administration impériale sont en lien avec cette loi, la copie envoyée au vicaire d'Afrique n'aurait pas été la première à avoir été reçue et l'application de la loi en Orient était déjà en train de se faire depuis plusieurs mois.

²⁴⁷ F359 = N28 (hiver) et F366 = B35 (printemps).

²⁴⁸ F362 = B64.

influence n'était anodine pour Libanios. Bien qu'il démontre parfois une certaine tristesse lorsque son placement s'avère moins fructueux que prévu ou qu'une de ses créatures n'atteint pas la position prévue, il est clair que tout placement lui était bénéfique, que ce soit pour la reconnaissance qu'il obtenait de la part de la famille du candidat ou que ce soit dans l'augmentation de sa réputation dans certaines régions. De plus, un poste au sein des bureaux grands palatins pouvait en effet mener vers des honneurs et des charges beaucoup plus importants et permettre cet avancement beaucoup plus rapidement, ce qui pourrait davantage bénéficier à Libanios. En hiver 355/6, Libanios donna onze lettres de recommandation²⁴⁹ à son bon ami Clematius 2 qui était à l'époque *agens in rebus* afin que ce dernier puisse obtenir une promotion. Ces démarches portèrent fruit puisque Clematius se vit attribuer le gouvernement de la Palestine au début de l'année 357 en raison du *suffragium* d'Anatolius qui était préfet du prétoire d'Illyrie. Libanios le remercie personnellement dans une lettre envoyée au printemps 357²⁵⁰. L'avantage d'une telle promotion pour Libanios est démontré par le nombre important, soit 14, de lettres qu'il envoya à Clematius pendant qu'il était gouverneur de la Palestine. Libanios tenta d'orchestrer l'avancement d'un nouvel *agens in rebus* en 358, son ancien collègue de classe Olympius 6. Olympius ne semblait pas toutefois être un employé aussi assidu que Clematius comme le démontre la lettre qu'envoya Libanios au *magister officiorum* Musonius l'année précédente lui demandant de pardonner Olympius de ne pas s'être présenté au travail depuis un certain temps²⁵¹. Le zèle avec lequel Libanios le recommanda est également loin d'être le même. En effet, il n'envoya qu'une lettre à Eugnomonius, un fonctionnaire palatin qui n'avait même pas encore répondu à la première lettre que Libanios lui avait envoyée²⁵². Le seul étudiant de Libanios à avoir fait partie d'un de ces deux bureaux fut Bassianus 2 qui quitta l'école du sophiste peu de temps après la mort de son père pour devenir notaire²⁵³. Il n'est cependant pas clair si Libanios a joué un rôle dans cette nomination. À l'inverse, Libanios ne considérait pas qu'un poste au sein des bureaux supervisant la correspondance impériale jouissait de la même splendeur et des mêmes possibilités. De fait, Libanios demanda au jeune Thalassius de revenir à la maison après que son séjour à la cour

²⁴⁹ Lettres de recommandation traduites pour Clematius : F430 = N11, F433 = B162, F434 = N12, F435 = B25, F436 = B29.

²⁵⁰ F563 = B59.

²⁵¹ F604 = B33.

²⁵² F382 = B34.

²⁵³ Amm. 29, 2, 5.

impériale ne lui ait apporté qu'un simple emploi dans les bureaux de la correspondance²⁵⁴. Thalassius n'écoula pas le conseil de Libanios et pris sa retraite après seulement deux années de service avec le titre d'*ex proximo libellorum*²⁵⁵, un titre qu'il obtint fort probablement par *suffragium*.

Le statut de la famille d'un candidat semble avoir eu une importance cruciale dans le type de postes qu'un homme pouvait espérer avoir, puisque les plus grandes familles jouissaient de très grands réseaux d'influence. Pour Libanios, le statut de la famille d'un requérant était également crucial et avait un impact direct sur la qualité de sa lettre de recommandation. En effet, dans une lettre envoyée au professeur de droit Domnio de la part d'un étudiant d'une famille pauvre, Libanios explique très brièvement que même si le père perdit la plupart de ses richesses, il est constamment louangé. Il lui indique toutefois de transmettre au jeune homme des connaissances légales rapidement puisqu'il n'a pas les moyens de payer de longues études²⁵⁶. Il est aussi probable que Libanios arrêta de communiquer avec ces hommes de familles peu influentes qui ont obtenu un petit poste dans un bureau provincial puisque ces derniers n'ont virtuellement aucune influence. Il se peut donc que plusieurs des hommes que Libanios recommande et dont aucune autre information n'est connue à leur sujet par la suite soient en effet devenus des fonctionnaires de bureaux²⁵⁷.

Bref, les lettres de Libanios démontrent que le système à travers lequel les fonctionnaires obtenaient un premier poste au sein de la fonction publique était complexe et tentaculaire. L'absence de réglementation de la part de la cour impériale permit aux *potentiores* de développer un réseau qui fournissait des employés à l'administration impériale. Ce réseau n'était pas peuplé que par de hauts fonctionnaires, bien qu'ils aient eu le dernier mot, mais aussi par des hommes comme Libanios qui avaient une certaine autorité dans leur communauté ainsi que des contacts influents, mais qui n'avaient pas de postes concrets dans la fonction publique. En dépit du fait que les lois s'intéressaient davantage à la manière dont les fonctionnaires étaient promus plutôt qu'intégrés initialement dans l'administration, les hauts

²⁵⁴ F377 = B12.

²⁵⁵ Amm. 22, 9, 16.

²⁵⁶ F1131 = B165.

²⁵⁷ Faustinus est un bon exemple. Libanios lui fit une lettre très élogieuse (F666 = B77) adressée au vicaire, mais son sort est inconnu.

fonctionnaires régularisaient par eux-mêmes l'entrée dans le fonctionnariat en mettant les nouvelles recrues à l'épreuve. Puisque le système d'influence se basait sur l'honneur, la réputation et la capacité de mener à terme des requêtes, un homme comme Libanios dont l'influence provenait de sa capacité à répondre aux besoins de ses concitoyens ne pouvait se permettre de s'aliéner un haut fonctionnaire en lui présentant un homme complètement incompetent. Ce système était donc naturellement doté de mesures qui devaient limiter les abus. L'approbation finale restait toutefois à la discrétion du haut fonctionnaire qui pouvait évaluer la qualité d'un candidat afin d'être certain qu'il est à la hauteur de l'emploi ou qui pouvait tout simplement l'accepter sans aucune considération pour ses qualifications. Puisque l'obtention d'un poste dépendait d'un grand nombre de facteurs et que les opportunités pouvaient être rares, les hommes pouvaient choisir de faire inscrire le nom de leurs jeunes enfants sur le matricule d'un bureau de la fonction publique lorsqu'une occasion se présentait. Cependant, même si l'obtention du poste n'était pas basée sur l'évaluation des capacités du candidat, ce dernier étant trop jeune, le fait de savoir quel type de carrière attendait un enfant pouvait permettre à son père de lui fournir une éducation qui répondait aux besoins de l'emploi, comme le démontre l'exemple de Quirinus qui éduqua son fils dans l'art de la sténographie puisqu'il avait été inscrit sur le matricule comme notaire²⁵⁸. Cette éducation spécifique, bien qu'elle ne puisse affecter le recrutement, permettra au jeune homme de se démarquer et augmentera ses chances d'obtenir des promotions. Finalement, bien que la hiérarchie de la fonction publique soit clairement divisée entre le haut fonctionnariat et les fonctionnaires de bureaux, un jeune homme doté d'une naissance et de connexions adéquates pouvait passer d'une strate à l'autre avec une relative aisance en devenant avocat. Techniquement, les avocats, au même statut que les professeurs et les médecins, ne font pas partie de la fonction publique. Toutefois, puisque l'une des plus grandes responsabilités de l'administration civile était de gérer les conflits judiciaires, leur expertise leur permettait de se rapprocher des puissants et des clarissimes qui avaient obtenu le gouvernement d'une province en raison de leur naissance. Les postes d'assesseur, ou de conseiller juridique d'un gouverneur, étaient la manière la plus efficace pour les avocats d'obtenir à leur tour le gouvernement d'une province, un poste pour lequel ils étaient les plus qualifiés.

²⁵⁸ F366 = B35.

Chapitre IV : Symmaque

Quintus Aurelius Symmachus

Les lettres de Libanios nous procurent de nombreuses pistes pour tenter de comprendre le fonctionnement du *suffragium*. Toutefois, puisque Libanios tend à utiliser de nombreuses figures de style dans ses lettres et discute souvent de la nomination de ses protégés de manière oblique, l'information n'est jamais claire et il faut la plupart du temps déduire les étapes du processus de nomination des fonctionnaires. À l'inverse, Symmaque rédige ses lettres sans utiliser d'artifices et transmet l'information de manière claire et précise. À travers ses lettres, Symmaque fait plusieurs remarques qui explicitent la manière dont le système de recommandation fonctionnait et qui viennent compléter le portrait esquissé par Libanios. De plus, le témoignage de Libanios est limité par le fait qu'il ne fait pas concrètement partie de l'administration, tandis que Symmaque, en tant que haut fonctionnaire, comprend les besoins de ses collègues et peut leur adresser des requêtes plus pertinentes.

Bien que Symmaque ait commencé sa carrière tout juste après la mort de Julien, il est le premier haut fonctionnaire à avoir laissé derrière lui un témoignage sur le fonctionnement de l'administration impériale. Ce témoignage prend la forme d'un imposant corpus composé de 902 lettres, 49 rapports et huit discours²⁵⁹.

Né vers 340 au sein d'une famille de rang sénatoriale depuis deux générations, Symmaque obtint son premier poste, celui de gouverneur (*corrector*) du Bruttium et de la Lucanie, en 364 alors que son père était préfet de la Ville. C'est à partir de cette date que Symmaque commença à conserver des copies de ses missives. Il fut ensuite nommé proconsul d'Afrique en 373, puis préfet de la Ville en 384. C'est lors de cette préfecture qu'il composa les 49

²⁵⁹ La totalité de l'œuvre de Symmaque fut éditée et traduite en français par Jean Pierre Callu entre 1972 et 2009. Le style que Symmaque emploie dans ses lettres, qui sont plutôt courtes et répétitives, mina pendant longtemps son intérêt auprès des latinistes. Jean Pierre Callu écrit lui-même au tout début de l'introduction à son édition des lettres : « Peu de latinistes ont lu Symmaque et ceux qui l'ont fait se demandent souvent s'il mérite de l'être ». En réponse à cette attitude, S. Roda publia un article dans lequel il démontre la pluralité des sujets et des motifs derrière les lettres de recommandation écrites par Symmaque. S. Roda, « Polifunzionalità della Lettera Commendaticia : Teoria e Prassi nell'epistolario Simmachiano », dans F. Paschoud (éd.), *Colloque genevois sur Symmaque à l'occasion du mille six centième anniversaire du conflit de l'autel de la Victoire*, Paris, Belles Lettres, 1986, p. 177-202.

rapports conservés. Il fut finalement nommé au consulat ordinaire en 390 et mourut vers 402. Ces charges étaient entrecoupées de longues périodes pendant lesquelles Symmaque prend en charge différentes missions honorifiques attribuées par le Sénat²⁶⁰.

Le fait que la noblesse de la famille de Symmaque ait été somme tout obtenue assez récemment ne l'empêcha aucunement de se tailler une place de choix dans l'arène politique. À cet égard, la carrière de Symmaque fut exemplaire, mais son pouvoir était tout de même limité par les mêmes contraintes qui affectaient Libanios. Comme la plupart des clarissimes de son époque, Symmaque entra dans la fonction publique en tant que gouverneur et occupa un nombre assez restreint de postes toujours plus importants les uns que les autres jusqu'à tant qu'il obtienne une préfecture ou, s'il était chanceux, un consulat²⁶¹. Les charges étaient considérées comme des honneurs et les hommes devaient endurer chacune des charges pendant environ une année pour obtenir les privilèges qui venaient avec les titres²⁶². Certains hauts fonctionnaires comme Sextus Claudius Petronius Probus 5 cumulaient de nombreuses charges l'une à la suite de l'autre puisqu'il préférait travailler que ne rien faire²⁶³, mais la plupart passaient la majorité de leur temps *in otio*. Par conséquent, puisque Symmaque passait la majorité de son temps en vacances, il avait besoin de s'appuyer sur d'autres hauts fonctionnaires pour être en mesure de répondre aux demandes des hommes qui venaient le voir afin d'obtenir un poste dans la fonction publique. Dans une lettre qu'il envoya à Virius Nicomachus Flavianus 15, l'un de ses correspondants avec lequel il entretient une très bonne relation, Symmaque lui demande de supporter ses promesses envers ses amis puisqu'il ne peut plus le faire par lui-même. Puisque Symmaque tient son pouvoir des honneurs accordés à

²⁶⁰ Pour une esquisse rapide et efficace de la vie de Symmaque, voir l'introduction à l'édition de Jean Pierre Callu, Symmaque. Lettres. Tome 1, Paris, Belles Lettres, 1972, p. 7-29. Pour une plus vaste étude de la vie de Symmaque à travers les documents qu'il laissa derrière lui, voir C. Sogno, *Q. Aurelius Symmachus. A Political Biography*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2006.

²⁶¹ J. F. Matthews, *Western Aristocracies and Imperial Court, A.D. 364-425*, Oxford, Clarendon Press, 1975, p. 4, 9-20; A. Chastagnol, *Le Sénat romain à l'époque impériale: recherches sur la composition de l'Assemblée et le statut de ses membres*, Paris, Belles Lettres, 1992, p. 241-248, 334-337 et M. Kahlos, *Vettius Agorius Praetextatus. A Senatorial Life in Between*, Rome, Institutum Romanum Finlandiae, 2002, p. 28-37, 128.

²⁶² Il existe de nombreux exemples dans la correspondance de Libanios et de Symmaque de hauts fonctionnaires qui regrettent d'avoir accepté un poste en tant que gouverneurs, vicaires ou préfets et qui pensent sérieusement quitter leur poste. À chaque fois, l'épistolier, notamment puisqu'il tire son pouvoir des charges de ses amis, encourage le destinataire à persister. L'attrait d'une retraite hâtive gagne même Flavianus, l'un des plus grands correspondants de Symmaque (*Ep.* II, 23). Sur la question des postes administratifs qui étaient considérés comme des honneurs, voir notamment J. E. Lendon, *Empire of Honour. The Art of Government in the Roman World*, Oxford, Clarendon Press, 1997, p. 181-201.

²⁶³ Amm. 27, 11, 3.

Flavianus, il le prie de montrer ouvertement qu'en raison de la concorde qui existe entre les deux hommes, une demande faite à l'un d'eux est en fait la responsabilité des deux hommes²⁶⁴. L'influence de Symmaque étant proportionnelle à la somme des fonctionnaires actifs avec lesquels il était en contact et maintenait des relations amicales, il se devait donc d'entretenir le réseau qu'il possédait déjà et de l'élargir lorsque la chose était possible²⁶⁵. Pourtant, malgré le prestige de son nom, il ne pouvait pas approcher tous les hauts fonctionnaires avec la même facilité. Le meilleur exemple demeure celui de Décimus Magnus Ausonius. Ausonius, né en 310 à Bordeaux avait fait carrière comme professeur. Sa carrière prit toutefois une seconde forme après avoir été invité au palais impérial en 367 pour devenir le précepteur du fils de Valentinien I^{er}. Ausonius sera ensuite nommé *quaestor sacri palatii* sous Valentinien, préfets à nombreuses reprises sous Gratien et finalement consul. Symmaque, dans la première lettre qu'il envoya à Ausonius, un homme qui avait accès à l'oreille de l'empereur et qui était de la génération de son père, tenta d'expliquer au conseiller impérial la raison pour laquelle il ne lui avait pas écrit en premier. Attribuant son silence à la gêne (*pudens*), Symmaque précise qu'il avait peur de paraître solliciter un haut fonctionnaire palatin. Les problèmes de Symmaque se sont cependant estompés lorsqu'Ausonius lui écrivit en premier²⁶⁶.

²⁶⁴ *Ep.* II, 20.

²⁶⁵ Les systèmes de clientèle (*clientela*) et de patronage (*patrocinium*) font partie de la société romaine depuis le début de la période républicaine. Sur le patronage durant le Bas-Empire, voir notamment T. B. Andersen, *Patrocinium. The concept of personal protection and dependence in the Later Roman Empire and the Early Middle Ages*, New York, Fordham University, 1974; J.-M. Carrié, « Patronage et propriété militaires au IV^e s. Objet rhétorique et objet réel du discours sur les patronages de Libanius », *Bulletin de correspondance hellénique*, vol. 100, 1978, p. 159-176; J.-U. Krause, *Spätantike Patronatsformen im Westen des Römischen Reiches*, München, C.H. Beck, 1987; J.-U. Krause, « Das spätantike Städtepatronat », *Chiron*, vol. 17, 1987, p. 1-87; A. Wallace-Hadrill, *Patronage in Ancient Society*, New York, Routledge, 1989 et C. Sogno, « Religious Identity and the Politics of Patronage: Symmachus and Augustine », *Historia*, vol. 56, p. 230-243.

²⁶⁶ *Ep.* IX, 88. Comme plusieurs des lettres au sein du neuvième livre, le nom du destinataire n'a pas été conservé. L'ajout du nom d'Ausonius fut fait par Jean Pierre Callu, mais les nombreux indices laissés par Symmaque dans sa longue lettre ne laissent pas tant de place au doute.

Analyse des lettres

Au-delà de leur monotonie, les lettres de Symmaque fournissent de nombreux détails sur le processus de nomination des fonctionnaires qui viennent confirmer les pistes déduites des écrits de Libanios. Le processus commençait lorsqu'un homme venait voir Symmaque pour réclamer une lettre de recommandation pour lui-même ou une de ses connaissances. Symmaque admet lui-même en avoir donné à certains en raison du mérite du candidat et à d'autres pour répondre à leurs prières, puisqu'il se sentait forcé²⁶⁷. Bien que Symmaque ait été un homme très influent, il pouvait se voir obligé d'écrire certaines lettres contre son gré. Il exprime sa frustration pour une situation de ce genre dans une lettre à Flavianus. Dans celle-ci, Symmaque explique à Flavianus qu'il doit à nouveau lui recommander Macédonius 5, même s'il était lui-même satisfait de la faveur que le haut fonctionnaire avait rendue au jeune homme. Cependant, puisqu'il n'y a rien qui peut satisfaire aux espoirs des parents, ceux-ci ont obligé Symmaque à lui réécrire afin de demander d'accroître la faveur qui fut attribuée à Macédonius²⁶⁸. La distinction entre mérite et faveur était importante autant pour le candidat que pour le *suffragator*. Un candidat nommé en raison de ses qualifications doit supporter la pression découlant des espoirs qui ont été mis en lui et doit répondre aux attentes. À l'inverse, le candidat nommé par faveur ne ressent aucun besoin de performer et aucune pression²⁶⁹. De son côté, le *suffragator* ayant déjà occupé un poste au sein de l'administration, est conscient de l'importance d'avoir du personnel qualifié. Lors de sa préfecture de la Ville, Symmaque écrit à l'empereur pour lui dire que plusieurs des fonctionnaires affectés à ses bureaux n'étaient pas à la hauteur des tâches qui leur étaient demandées. Il demande à l'empereur de nommer des hommes industriels et qui ont été évalués et il lui suggère de choisir ceux qui ne se sont pas portés volontaires (*inuitos*)²⁷⁰, puisque ceux qui se sont portés volontaires sont ceux qui ont forcé leur nomination. Symmaque confia à Eutropius 2 qu'il considérait comme un don considérable le fait qu'on lui recommande des hommes d'une honnêteté éprouvée²⁷¹. Une lettre de recommandation pouvait même devenir un fardeau pour le *suffragator* si le candidat était

²⁶⁷ *Ep.* II, 83.

²⁶⁸ *Ep.* II, 42. Dans *Ep.* IX, 45 Symmaque répète une recommandation pour Aurèle sans toutefois donné autant détails à propos du contexte.

²⁶⁹ *Rel.* 1.

²⁷⁰ *Rel.* 17.

²⁷¹ *Ep.* III, 49. Voir *Ep.* IX, 80 pour un témoignage similaire.

refusé par le destinataire de la lettre, car cela entachait le jugement du *suffragator* qui était considéré responsable de la qualité des candidats qu'il recommandait²⁷². Peu important les circonstances dans lesquelles la lettre fut écrite, le *suffragator* se doit de ne pas décevoir ceux qui lui ont fait confiance, car sa réputation en dépend²⁷³. Pour ce faire, le *suffragator* peut compter sur l'amitié qu'il entretient avec un autre haut fonctionnaire pour que sa requête soit accomplie, puisque, selon Symmaque, les amis se doivent de favoriser mutuellement leurs affaires au moyen de services réciproques²⁷⁴.

Ensuite vient la rédaction de la lettre. Deux facteurs sont ici importants : le destinataire et la personne qui est recommandée. Symmaque ne semble pas avoir considéré comme une corvée le fait de devoir rédiger autant de lettres de recommandation. Il avoue, dans une lettre peu reluisante envers l'homme recommandé, que c'est vraiment lui qui reçoit une faveur lorsque quelqu'un lui réclame une lettre de recommandation, puisque l'opportunité de pouvoir entretenir ses amitiés avec différents personnages est de loin plus importante pour lui que le fait d'obtenir des faveurs (pour des inconnus)²⁷⁵. De fait, Symmaque se plaint souvent dans ses lettres d'avoir de la difficulté à trouver des personnes de confiance pour transporter ses missives. Il raconte même que certaines personnes qui n'ont pas assez de confiance en eux-mêmes utilisent des lettres personnelles qu'il leur a envoyées comme des recommandations auprès d'autres hauts fonctionnaires, même si elles n'avaient pas été rédigées à cette fin²⁷⁶. Selon la qualité du candidat et le nombre de choses qu'il voulait dire au destinataire, les lettres pouvaient être extrêmement courtes, comme la recommandation de Martyrius 1 (*PLRE*, vol. II) qui ne contient que 23 mots²⁷⁷, ou ne pas contenir le nom de la personne recommandée, mais seulement une courte description²⁷⁸. La relation entre le *suffragator* et le candidat est également un facteur dans la manière dont la lettre doit être rédigée et comprise. Symmaque explique dans une lettre adressée à (Valerius) Messalla Avienus 3 (*PLRE*, vol. II) que toute recommandation (*commendatio*) accorde un témoignage (*testimonium*) aux amis, mais fournit un *suffragium* aux inconnus. Il continue en lui assurant qu'il ne lui a pas recommandé

²⁷² *Ep.* II, 14.

²⁷³ *Ep.* IX, 51.

²⁷⁴ *Ep.* II, 66.

²⁷⁵ *Ep.* IX, 46.

²⁷⁶ *Ep.* I, 19.

²⁷⁷ *Ep.* VII, 64.

²⁷⁸ *Ep.* I, 41; II, 9; V, 29; IX, 8.

Processus par faveur, mais bien par amour et que son jugement a été rendu avec impartialité. Symmaque s'attend donc à ce que le jeune homme soit autant apprécié par Messalla que par lui-même²⁷⁹.

La dernière étape était l'examen effectué par le destinataire. Ce processus, suggéré dans la correspondance de Libanios par le cas d'Hyperechius, est beaucoup plus présent dans les lettres de recommandation envoyées par Symmaque. La manière dont un *suffragator* présentait un candidat dans sa lettre était très importante puisqu'une recommandation qui sous-estime les qualités du candidat nuit à ce dernier, tandis qu'une recommandation qui les surestime cause du tort à la réputation du *suffragator*, lorsque les habiletés du jeune homme sont ultimement évaluées par le destinataire²⁸⁰. C'est pour cette raison que Symmaque choisit souvent de dire très peu au sujet du candidat qu'il recommande et laisse le soin au destinataire de l'examiner. Dans une lettre adressée à Flavianus, Symmaque critique les louanges excessives faites à certains personnages comme Apelle et Zeuxis (deux peintres grecs des IV^e et V^e siècles av. J.-C.) et stipule qu'il sera plus modéré en ce qui concerne son apologie (*praedicatio*) de Lucillus, mais qu'elle sera davantage digne de foi. L'épistolier ajoute qu'il n'y a aucune raison de s'adonner à l'usage des mots, lorsqu'il est possible d'évaluer les faits (*rem licet experiri*) et enjoint à Flavianus d'utiliser son propre jugement (*existimatio*)²⁸¹. Dans une lettre visant à recommander Cresconius à Flavianus, Symmaque décide à nouveau de ne pas parler des mœurs du jeune homme puisqu'il réserve à Flavianus le soin de les examiner²⁸². Même dans ses lettres les plus louangeuses, Symmaque ne veut tout de même pas paraître louer à l'excès un candidat. De fait, après avoir fait état des mérites de l'avocat Julianus 18 à Ausonius, Symmaque, afin de ne pas être soupçonné de louer le jeune homme par un témoignage trop favorable, demande à Ausonius de juger de lui-même des qualités de Julianus au moyen d'un examen plus poussé²⁸³. Un biais pouvait cependant être créé par le témoignage d'un ami, mais une recommandation louangeuse ne remplaçait pas l'examen. Dans une lettre envoyée à Patruinus 2, Symmaque le remercie de lui avoir recommandé le jeune Frumentius. Il lui concède qu'avant même d'examiner les mœurs (*morum periculum facere*) du jeune

²⁷⁹ *Ep.* VII, 87.

²⁸⁰ *Ep.* I, 94.

²⁸¹ *Ep.* II, 2.

²⁸² *Ep.* II, 63.

²⁸³ *Ep.* I, 43.

homme, il le considérait déjà comme un homme bon en raison du témoignage de Patruinus, mais qu'après avoir passé un certain temps avec Frumentius, il le trouvait encore mieux que les louanges de son ami le laissaient paraître²⁸⁴.

L'examen effectué par le destinataire n'était toutefois nécessaire que si le candidat était un novice et n'avait pas eu l'opportunité de faire ses preuves ailleurs. Si le candidat avait déjà travaillé pour le *suffragator* et que ce dernier l'avait testé durant cette période, le *suffragator* fournit au destinataire une garantie (*adstipulatio*) que le candidat est qualifié. Parmi les nombreuses lettres de recommandation qu'il envoya à Flavianus, celle portant sur le cas de Nicasius démontre le mieux ce phénomène. Stipulant que l'on ne fonde pas un jugement erroné lorsqu'il est basé sur le témoignage d'amis, Symmaque dit à Flavianus qu'il lui envoya Flavius Promotus (*PLRE*, p. 750) afin que ce dernier puisse lui fournir une meilleure recommandation pour Nicasius. Il demande finalement à Flavianus de ne pas traiter Nicasius comme un novice auquel on devrait faire passer un examen, puisque cela porterait atteinte à la supériorité de sa personne, mais plutôt comme un homme qui a déjà été approuvé (*probat*)²⁸⁵. Dans une lettre envoyée à Félix 2 (*PLRE*, vol. II), Symmaque explique qu'il faut donner une prompte recommandation à ceux que l'on connaît bien et que l'on a évalués afin qu'ils parviennent à la vue des hommes bons au moyen d'une garantie honnête. C'est pour cela que Symmaque lui recommande Théodulus, l'un de ses colons²⁸⁶.

Les lettres de recommandation de Symmaque étant pour la plupart relativement acéphales, il est souvent difficile de déterminer si elles concernent des candidats qui veulent entrer dans la fonction publique ou bien des amis de Symmaque qui ont besoin d'aide avec des problèmes judiciaires. Puisque le problème n'était pas toujours exprimé dans la lettre, les recommandations de Symmaque portaient davantage sur le caractère du porteur, même si son nom faisait parfois défaut, et c'était la responsabilité de ce dernier de faire valoir la raison de sa visite²⁸⁷. Les interventions faites par Symmaque auprès de fonctionnaires de bureau étaient plus évidentes lorsque les fonctionnaires étaient déjà actifs et avaient besoin d'aide pour faire

²⁸⁴ *Ep.* VII, 115.

²⁸⁵ *Ep.* II, 16.

²⁸⁶ *Ep.* V, 48.

²⁸⁷ On a qu'à regarder les lettres *Ep.* VII, 84-87 adressée au préfet Messala pour voir l'ambiguïté qui existait dans les lettres de Symmaque lorsque la personne recommandée était un inconnu, un novice ou un homme d'une petite famille de peu d'influence.

avancer leur carrière. Écrivant souvent à leur supérieur ou au haut fonctionnaire sous le commandement duquel le fonctionnaire voulait être transféré, Symmaque se devait de fournir plus de détails quant à l'identité de l'homme et au sujet de la faveur qu'il recherchait²⁸⁸.

Les interventions de Symmaque visant des fonctionnaires de bureau peuvent être divisées en trois catégories. Premièrement, Symmaque pouvait recommander un fonctionnaire afin qu'il obtienne une promotion, soit dans le même bureau, soit en changeant de bureau. À l'époque de Symmaque, l'ancienneté était toujours la manière normale de monter en grade dans le fonctionnariat. En effet, dans un de ses rapports, Symmaque rapporte à l'empereur qu'un des fonctionnaires des cohortes urbaines a réussi à atteindre le grade de corniculaire après avoir travaillé durant de longues années comme fonctionnaire. Il demande donc à l'empereur de lui remettre les honneurs qui lui sont dus selon les coutumes et de l'honorer de son regard²⁸⁹. Alternativement, un fonctionnaire qui avait su se démarquer de par ses mérites ou ses connexions pouvait utiliser ses atouts pour faire accélérer le processus. Symmaque écrivit à Decimius Hilarianus Hespérius 2, le fils d'Ausonius, alors que ce dernier était préfet, afin de lui recommander le fonctionnaire Caesarius 5. Fidèle à son habitude, Symmaque lui dit qu'il est inutile de parler longtemps à propos d'un homme qui a déjà fait ses preuves dans l'administration impériale et espère que Hespérius appuiera le Caesarius²⁹⁰. Symmaque divulgue un peu plus de sa pensée dans une recommandation similaire qu'il fit à Flavius Syagrius 3. Symmaque ajouta dans cette lettre qu'il n'aurait jamais recommandé à Syagrius un homme qui n'aurait pas mérité sa propre affection. Il termine en rappelant au haut fonctionnaire qu'il a toujours été un homme plus franc que courtois et qu'il peut donc faire confiance à son jugement²⁹¹. Lorsque Symmaque envoie une lettre directement au supérieur du fonctionnaire, il argumente davantage sur le bien-fondé d'une promotion ponctuelle. Ce cas de figure est exemplifié dans une lettre au comte des largesses sacrées Minervius 2 au sujet de Paulus 4 (*PLRE*, vol. II), un fonctionnaire de l'*aerarium* sacré. Son argument principal est que les mérites de Paulus surpassent la médiocrité de son poste. Le processus normal de promotion

²⁸⁸ Un bon nombre des fonctionnaires qui ont demandé de l'aide à Symmaque sont des *agentes in rebus*. Étant donné leur statut particulier, il semble avoir été plus facile pour ces derniers d'approcher les hauts fonctionnaires.

²⁸⁹ *Rel.* 42. Jean le Lydien rapporte un épisode semblable dans son autobiographie. Ayant été un fonctionnaire dans le bureau du préfet du prétoire, Jean obtint un hommage en présence de l'empereur de la part du préfet en fonction l'année de sa retraite. Jean le Lydien, *Sur les magistratures de l'État romain*, 3, 30.

²⁹⁰ *Ep.* I, 75.

²⁹¹ *Ep.* I, 99.

par ancienneté était trop lent et ne permettait pas à Paulus d'avoir un poste qu'il méritait. De plus, Paulus travailla un nombre non négligeable d'années au service du *comes*. Symmaque prend finalement bien soin de s'assurer que Minervius ne considère pas cette recommandation comme une critique de son jugement²⁹². La deuxième catégorie consiste en des lettres visant à excuser la longue absence d'un fonctionnaire. Symmaque envoya une lettre de ce type à Jovius 2 (*PLRE*, vol. II) afin de défendre les agissements d'Eusebius. Symmaque fait valoir le fait qu'Eusebius avait déjà cumulé de nombreuses années de service auprès du haut fonctionnaire et qu'il n'avait été coupable d'aucune faute. Pourtant, puisqu'il est maintenant absent, une absence qui cache de nombreux mérites, il risque de perdre son emploi et son ancienneté. Symmaque demande donc à Jovius de valider ses années de service et de lui permettre de demeurer dans son *officium*²⁹³. Troisièmement, Symmaque aida à quelques reprises des fonctionnaires qui avaient perdu leur poste et leurs honneurs en raison des circonstances politiques à réintégrer la fonction publique. Tel est le cas de Benedictus que Symmaque recommande successivement à Palladius 12 et à Florentinus 2. Les raisons pour lesquelles Benedictus 1 perdit son poste ne sont pas expliquées, mais Symmaque qualifie Benedictus d'innocent et l'affaire d'injustice du sort²⁹⁴.

Tout comme Libanios avait appuyé la carrière d'Hyperechius pendant la grande majorité de la vie adulte du jeune homme, Symmaque appuya la carrière de Romanus 4, ainsi que celles de ses frères, avec différentes lettres de recommandation pendant une vingtaine d'années. La première lettre conservée fut envoyée à Sextus Claudius Pétronus Probus alors qu'il était préfet du prétoire d'Italie, d'Afrique et d'Illyricum. Il lui demande d'évaluer Romanus, qui travaillait à l'époque dans les bureaux palatins, en lui faisant faire des choses importantes. Probus se doit de ne pas tenir compte du grade qu'occupe Romanus, mais bien de sa vie, puisque son honnêteté dépasse celle de tous les autres hommes de son rang. De cette manière, Probus verra que le témoignage de Symmaque était digne de foi et accueillera un ami éprouvé²⁹⁵. Cette recommandation auprès de Probus ne semble pas avoir porté fruits puisque Symmaque envoya une lettre en 379 au maître des offices Flavius Syagrius lui demandant

²⁹² *Ep.* IV, 37.

²⁹³ *Ep.* IX, 59.

²⁹⁴ *Ep.* IV, 53 (à Florentin) et IX, 1 (à Palladius).

²⁹⁵ *Ep.* I, 60.

d'aider Romanus qui était encore employé au palais. Dans cette lettre, Symmaque dit à Syagrius qu'en raison de l'amitié grandissante entre lui et le jeune homme, il doit fournir une faveur spéciale à Romanus et que si Syagrius juge digne d'examiner Romanus, il critiquera Symmaque pour ne pas avoir énuméré tous les mérites du jeune fonctionnaire²⁹⁶. Les démarches entreprises par Symmaque auprès de Syagrius semblent encore une fois ne pas avoir fonctionné puisque Symmaque se retourna vers son frère l'année suivante afin de faire avancer la carrière de Romanus. Dans cette dernière lettre avant que Romanus ne devienne clarissime par *adlectio*²⁹⁷, Symmaque demande à son frère Celsinus Titianus 5, vicaire d'Afrique, d'aider ce fonctionnaire palatin qu'il (Symmaque) a déjà évalué. Symmaque affirme que si Celsinus Titianus hésite à donner son appui à Romanus, il l'encourage à examiner le jeune homme pour voir ses qualités de ses propres yeux²⁹⁸.

Finalement, devenir avocat était toujours une manière simple et rapide de monter rapidement de rang à l'époque de Symmaque. Ambrosius 3, l'un de ses correspondants, est un bon exemple d'un homme qui commença sa vie professionnelle comme avocat et qui devint ensuite gouverneur après avoir été assesseur, le modèle de carrière privilégié par Libanios. Symmaque lui-même recommande à plusieurs reprises des avocats à ses différents correspondants. Dans une lettre envoyée au comte des largesses sacrées Liménios 2 (*PLRE*, vol. II), Symmaque lui recommande deux jeunes hommes de l'élite qui sont décrits par leurs précepteurs comme des hommes dont les connaissances sont tout à fait appropriées pour un emploi dans un tribunal. Symmaque demande donc au haut fonctionnaire de faire entrer ces jeunes gens dans son tribunal afin qu'ils puissent entrer dans l'administration et obtenir des honneurs qu'ils méritent de par leurs habiletés²⁹⁹. Des arrangements mutuels pouvaient être établis entre deux hauts fonctionnaires comme le démontre une lettre que Symmaque envoya à Januarius 6 dans laquelle, sans lui recommander quelqu'un en particulier, Symmaque lui rappelle qu'il (Januarius) avait coutume de lui recommander de jeunes avocats alors qu'il (Symmaque) présidait les tribunaux et lui dit que maintenant que c'est à son tour d'être à la tête d'un tribunal, il s'attendait à ce qu'il accueille religieusement ceux que Symmaque lui

²⁹⁶ *Ep.* I, 104.

²⁹⁷ *Ep.* II, 15 et 20.

²⁹⁸ *Ep.* I, 74.

²⁹⁹ *Ep.* V, 74.

enverra³⁰⁰. Les médecins, à moindre mesure certes, pouvaient aussi bénéficier de l'appui des hommes qu'ils soignaient. Symmaque donne notamment l'exemple de Gelasius (*PLRE*, p. 387) qui devint procureur de la maison impériale puisqu'il avait pu s'appuyer sur les témoignages de ceux dont il protégeait la santé³⁰¹.

Bref, les lettres de recommandation de Symmaque ne font que confirmer les hypothèses que l'on pouvait dégager à partir de l'étude de la correspondance de Libanios et démontrent que les pratiques occidentales ne différaient pas des pratiques orientales en ce qui a trait aux nominations. Bien que le *suffragium* ait été un système officieux qui s'est développé en parallèle de la structure administrative officielle, les hauts fonctionnaires ne se basaient pas uniquement sur le statut et le lien qu'ils entretenaient avec leur correspondant lorsque venait le temps de traiter une lettre de recommandation. Le *commendator* devait s'attendre à ce que le *suffragator* évalue le candidat avant de lui donner son *suffragium*, à moins qu'il lui fasse complètement confiance ou qu'il lui doive une faveur. Même un homme du rang de Symmaque devait fournir plus d'une lettre de recommandation au même candidat afin d'être certain que ce dernier trouve un appui. Malgré l'importance du système qui s'était développé officieusement pour gérer les nominations, l'administration centrale avait toujours le dernier mot. C'est pour cette raison que Symmaque se plaint directement à l'Empereur de la qualité des fonctionnaires qui sont sous son service, attribuant la faute au système de sélection de la cour impériale.

³⁰⁰ *Ep.* IX, 32.

³⁰¹ *Ep.* I, 66. Libanios fait également état d'un médecin qui réussit à obtenir la faveur d'un haut fonctionnaire. En effet, le médecin Marcellus réussit à faire en sorte que ses fils soient inscrits en tant qu'agentes in rebus alors qu'ils étaient encore enfants (F362 = B64).

Conclusion

Lorsque Abinnaeus rentra en communication avec le *comes* Valacius afin de prendre possession de son poste en tant que *praefectus alae* de Dionysias, les employés du bureau du *comes* lui firent savoir qu'il n'était pas le seul à s'être présenté pour ce poste avec des lettres impériales confirmant la nomination. De fait, plusieurs hommes se sont présentés avec les mêmes lettres. Le *comes* décida donc de rejeter la candidature d'Abinnaeus. Puisque nous n'avons que le témoignage d'Abinnaeus et que ce dernier tente de faire valoir ses qualités et dénigrer les autres candidats en affirmant qu'ils avaient obtenu leur poste par *suffragium*, ce qu'il ne pouvait pas savoir, mais déduisit du fait que l'empereur ne pouvait faire de fautes, Abinnaeus semble être celui qui devrait légitimement obtenir le poste. Il est toutefois possible que les autres candidats aient obtenu leur poste tout aussi légitimement qu'Abinnaeus. Toutes les nominations, autant les petites que les grandes, devaient être faites par l'Empereur. En réalité, la plupart des nominations devaient être traitées exclusivement par les bureaux palatins. Ce sont eux qui recevaient les lettres de recommandation des hauts fonctionnaires et qui rédigeaient ensuite les lettres de nomination au nom de l'Empereur. Toute nomination était donc faite, en quelque sorte, selon le jugement de l'Empereur (*iudicium sacrum*)³⁰². Selon les informations que l'on peut retirer de sa lettre, Abinnaeus se serait présenté au moins deux fois à la cour impériale. Lors de sa première visite, il eut l'honneur de voir physiquement l'Empereur, adora la pourpre et reçut la mission d'accompagner des ambassadeurs étrangers. Lors de la seconde, Abinnaeus a reçu son congé du service militaire et obtint le poste de *praefectus alae*. La manière dont Abinnaeus obtint cette promotion n'est pas claire. Ultimement, Abinnaeus reçut une réponse favorable de la cour impériale et put prendre possession de son poste.

Les péripéties entourant la promotion d'Abinnaeus démontrent à quel point l'administration centrale n'avait que très peu de contrôle tangible sur les nominations en lien avec les bureaux provinciaux. Lorsqu'un haut fonctionnaire décidait d'appuyer la candidature d'un homme

³⁰² Symmaque attribue en effet les nominations mineures directement à l'Empereur dans ses rapports (*Rel.*, 17), la cour impériale devant être considérée comme une extension de la personne physique de l'Empereur. De plus, Constance II répéta en 358 dans l'une de ses lois (*CTh* 8,7,7) le règlement selon lequel aucun haut fonctionnaire de l'administration provinciale (*iudicum*) ne pouvait approuver un candidat et promouvoir un fonctionnaire.

pour un poste précis auprès des bureaux palatins, ces derniers devaient plus ou moins automatiquement répondre favorablement à une telle recommandation sans nécessairement conserver la trace de toutes les nominations qui étaient faites. L'administration centrale devait être dépassée par le nombre de postes à combler à travers l'Empire et devait se fier en grande partie à l'administration provinciale pour lui fournir les noms de candidats compétents et pertinents.

L'administration centrale peut cependant promulguer des lois pour encadrer les pratiques dans l'administration provinciale et inciter les hauts fonctionnaires provinciaux à respecter sa volonté en ce qui concerne les candidats qui doivent être recommandés. Il est très difficile de savoir à quel point les lois étaient réellement appliquées par les hauts fonctionnaires provinciaux et respectées par l'ensemble de la population. Une loi promulguée par Constance dans la seconde moitié des années 350 semble avoir été appliquée de manière rigoureuse par les hauts fonctionnaires et avoir obligé les hommes du statut de Libanios à demander plusieurs exemptions pour leurs amis³⁰³. En effet, Constance obligea tous les fonctionnaires toujours actifs et ceux qui avaient déjà pris leur retraite à se présenter devant la cour de justice la plus compétente pour leur cas et à défendre leur rang devant celle-ci. Si les fonctionnaires ne se présentaient pas ou ne réussissaient pas à prouver le bien-fondé de leur nomination, ils seraient renvoyés à leur conseil municipal et perdraient leurs privilèges.

Bien que cette loi ait été appliquée par l'appareil bureaucratique, d'autres lois concernant les décurions semblent avoir été promulguées simplement pour rassurer les conseils municipaux ainsi que la population locale. De fait, les lois concernant les décurions étaient très nombreuses, mais manquaient de mesures pratiques et réalistes. Il devait pourtant être difficile pour la cour impériale de justifier le refus des décurions au sein de l'administration impériale, alors qu'elle recrutait de nombreux décurions provenant de familles très riches de l'élite provinciale afin d'augmenter les effectifs du Sénat de Constantinople et qu'elle avait déjà recruté une grande partie des effectifs de l'administration centrale et provinciale par les

³⁰³ La loi *CTh 12,1,45* promulguée par Constance II en 358 semble être la loi qui força Libanios à défendre certains de ses amis auprès de leurs supérieurs. Puisque certains des exemples tirés des lettres de Libanios datent de 357, il se peut que la supplique envoyée au vicaire de l'Afrique, la source de cette loi dans le *Codex Theodosianus*, ne soit pas celle qui ait été envoyée en premier et que cette loi fit partie d'une nouvelle politique qui devait avoir un champ d'application plus large.

décurions. La cour demeurait donc passive et donnait les outils légaux aux conseils municipaux afin qu'ils puissent légitimement ramener leurs décurions, mais c'était à eux de les trouver et de forcer leur retour, ce qui, si l'on en croit l'exemple rapporté par Libanios, était une tâche longue et pénible pour les décurions³⁰⁴.

En réalité, les empereurs n'ont jamais été totalement contre la présence des décurions au sein de l'administration ainsi que l'utilisation du *suffragium*, pourvu que les décisions prises soient dans l'intérêt de l'administration dans son ensemble et de la population. Les décurions avaient besoin de l'administration impériale pour sortir de leur condition héréditaire, puisqu'un poste dans la bureaucratie procurait des honneurs et des titres qui pouvaient même aller jusqu'au clarissimat³⁰⁵. En retour, l'administration avait besoin d'hommes qualifiés et éduqués. Puisque seuls les membres de l'élite locale avaient les moyens de payer de longues études à leurs enfants et que les clarissimes n'intégraient l'administration impériale qu'en tant que gouverneurs, la cour impériale se devait de choisir les fonctionnaires de bureaux parmi les décurions.

Toutefois, les tribulations d'Abinnaeus ne s'arrêtèrent pas après sa promotion. Le *comes* Valacius, qui devait participer d'une manière ou d'une autre au processus de nomination des fonctionnaires de sa circonscription administrative et qui avait refusé la candidature d'Abinnaeus quelques années auparavant, fort probablement au profit d'un autre homme, lui envoya brusquement une lettre qui mettait fin à son mandat en 344³⁰⁶. Abinnaeus, considérant que la décision du *comes* était illégale et injuste, se dirigea vers la cour impériale afin de faire invalider la décision de son supérieur. Abinnaeus perdit rapidement son adversaire, puisque Valacius mourut dans un accident l'année suivante lorsqu'il tomba de son cheval et se fit

³⁰⁴ F1365 = N106 (Histoire du décurion Letoius).

³⁰⁵ Tous les décurions ne voulaient obtenir le clarissimat et devenir sénateurs, puisque durant le Bas-Empire la plupart des magistratures s'étaient transformées en sorte d'impôts cachés pour les couches les plus riches de la société. Les jeux qui devaient être organisés par les questeurs et les préteurs étaient tellement dispendieux que les familles devaient se préparer longtemps à l'avance afin d'être en mesure d'assumer de telles dépenses. Voir A. Chastagnol, « Observations sur le consulat suffect et la préture du Bas-Empire », *Revue Historique*, no 219, 1958, p. 221-253.

³⁰⁶ Il se peut que Valacius ait préféré à Abinnaeus un homme qu'il connaissait ou qu'il avait déjà examiné lorsqu'Abinnaeus l'avait initialement contacté pour obtenir le poste. Puisqu'Abinnaeus invalida sa première décision, Valacius chercha ensuite une raison pour renvoyer Abinnaeus et remettre en place l'un de ses clients ou un client d'un ami.

mordre par la monture de son compagnon de route, le préfet Nestor. Abinnaeus put donc reprendre sans trop d'opposition son poste dans les mois qui suivirent.

Le cas d'Abinnaeus démontre la complexité des promotions lorsque plus d'un haut fonctionnaire tente de placer l'un de ses protégés au même poste. Malgré le portrait très négatif qu'Abinnaeus dresse du *suffragium*, Libanios et Symmaque présentent une réalité beaucoup plus positive. Une grande partie de la documentation que ces deux hommes ont laissée derrière eux touche en effet les nominations. D'une part, même si Libanios a senti le besoin de s'excuser après avoir reçu la réponse offusquée du *consulaire* Acacius lui reprochant de lui avoir demandé une faveur qui était illégale³⁰⁷, le rhéteur ne s'est jamais excusé auprès d'un haut fonctionnaire pour lui avoir demandé de fournir son *suffragium* à l'un de ses proches. En tant que haut fonctionnaire, Symmaque avait la responsabilité d'appliquer la législation impériale et devait donc en avoir une très bonne connaissance. Malgré tout, de la même manière que Libanios, Symmaque ne semble avoir eu aucune réticence à recommander un homme pourvu qu'il soit assez compétent. L'utilisation de l'argent n'apparaît presque jamais dans les lettres de ces deux hommes. Au contraire, le désintéressement face à l'argent et les biens matériels est une qualité que Libanios utilise souvent pour recommander des candidats. Le rhéteur avoue même à l'assesseur du gouverneur de l'Euphratensis Ammianus que le porteur lui avait mentionné qu'il avait l'intention de lui donner de l'argent, mais qu'il (Libanios) lui indiqua que Ammianus n'était pas un homme de ce genre³⁰⁸. Bien que l'argent n'apparaisse pas comme la seule monnaie d'échange d'hommes tels que Libanios et Symmaque, il est clair que l'argent était nécessaire pour le maintien de leur style de vie et de leur réseau de contacts. Les diverses mentions faites par Libanios au sujet de l'argent, même si elles sont (délibérément) péjoratives, démontrent son importance.

Comme le démontre l'importance accordée aux connaissances légales ainsi qu'à la carrière d'avocat au sein de l'administration impériale, les qualifications d'un homme pouvaient grandement améliorer ses chances d'obtenir rapidement des promotions substantielles. En effet, bien que Symmaque soit souvent avare de détails dans ses lettres, il mentionne la plupart du temps qu'il réserve à son correspondant le soin d'évaluer le porteur. Cette évaluation, qui

³⁰⁷ F1222 = B103.

³⁰⁸ F215 = B122.

semble avoir pris la forme d'une période de probation, était le gage de la qualité du personnel administratif, un facteur qui devait grandement faciliter le travail d'un haut fonctionnaire. À l'inverse, Libanios met davantage l'accent sur les qualités du porteur dans ses lettres de recommandation. Même s'il n'était pas lui-même haut fonctionnaire et choisissait ses étudiants davantage en fonction du statut de leur famille, Libanios était tout de même conscient de l'importance des qualifications³⁰⁹.

Bref, parallèlement à l'administration impériale qui détenait officiellement le pouvoir, une structure secondaire se développa et s'appropriä une certaine partie de ce pouvoir. En effet, les liens de clientèle, entretenus par une correspondance accrue entre les différents membres influents de la société, créèrent une forme officieuse de pouvoir et d'influence³¹⁰. Ces liens donnaient naissance à d'immenses réseaux d'influence qui s'inséraient à tous les échelons du pouvoir. L'élite locale entretenait donc des relations avec les hauts fonctionnaires et pouvait influencer le choix des fonctionnaires nommés et moduler l'application de la législation impériale. Ce pouvoir, bien qu'il soit utilisé de manière diffuse, était somme toute assez efficace et l'élite locale pouvait frustrer les plans d'un gouverneur qui, même s'il avait une autorité réelle déléguée par l'empereur, ne pouvait surpasser l'autorité d'un homme qui s'était lié d'amitié avec le préfet du prétoire³¹¹. La nouvelle structure qui comprenait l'administration impériale ainsi que l'élite locale était régie non pas par les constitutions impériales, mais davantage par des valeurs telles que l'honneur, la confiance et la loyauté.

³⁰⁹ F. S. Pedersen, dans son ouvrage *Late Roman Public Professionalism* (Odense, Odense University Press, 1976), arrive à la conclusion qu'il devait y avoir un besoin pour des hommes compétents dans l'administration et que ce devait être un critère lors de l'évaluation de la candidature, mais que ce critère en était un parmi tant d'autres et que celui qui devait juger de la candidature était libre de donner à ce critère le poids qu'il voulait. Il est donc impossible, selon cet auteur, de savoir à quel point les qualifications entraient en jeu dans le processus de nomination.

³¹⁰ Cabouret, B. « La correspondance fait-elle peur au pouvoir? », dans R. Delmaire, J. Desmulliez et P.-L. Gatier (éds), *Correspondances. Documents pour l'histoire de l'Antiquité tardive*. Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 2009, p. 273-275.

³¹¹ Dans son livre sur les relations entre les gouverneurs et leurs sujets, D. Slootjes décrit notamment le combat entre le gouverneur Andronicus 1 et l'évêque Synesius 1 pour illustrer la manière dont un citoyen qui avait une grande influence dans sa communauté pouvait tenir tête à un gouverneur. Synesius, qui connaissait et détestait Andronicus bien avant sa nomination comme gouverneur de la *Lybia Superior*, écrivit de nombreuses lettres, dont une au patriarche d'Alexandrie, pour faire invalider la nomination d'Andronicus sous prétexte qu'il provenait de la province qu'il devait administrer, ce qui était illégal. Voir D. Slootjes, *The Governor and his Subjects in the Later Roman Empire*, Leiden, Brill, 2006, p. 167-173.

Bibliographie

Sources

Bell, H. I. *et al. Abinnaeus Papyri. The Abinnaeus Archive : Papers of a Roman Officer in the Reign of Constantius II.* Oxford, Clarendon Press, 1962.

Chastagnol, A. *L'album municipal de Timgad.* Bonn, Habelt Verlag, 1978.

Cicero, Epistulae ad Quintum Fratrem et M. Brutum. Édition D. R. Shackleton-Bailey. Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Eusèbe de Césarée, Life of Constantine. Édition et traduction par A. Cameron et S. G. Hall. Oxford, Clarendon Press, 1999.

Jean le Lydien, Sur les magistratures de l'État romain. Édition et traduction M. Dubuisson et J. Schamp. Paris, Belles Lettres, 2006.

Libanius, Autobiography and Selected Letters. Édition et traduction par A. F. Norman. Cambridge, Harvard University Press, 1992.

Libanius, Briefe. Édition et traduction par G. Fatouros et T. Krischer. München, Heimeran-Verlag, 1980.

Libanius, Discours. Édition et traduction par J. Martin et P. Petit. Paris, Belles lettres, 1979.

Libanius, Discours sur les patronages. Édition et traduction par L. Harmand. Paris, PUF, 1955.

Libanius, Selected Letters of Libanius from the Age of Constantine and Julian. Traduction par S. Bradbury. Liverpool, Liverpool University Press, 2004.

Libanius, Lettres aux hommes de son temps. Traduction par B. Cabouret. Paris, Belles Lettres, 2000.

Libanius, Opera. Édition par R. Foerster. Leipzig, 1903-1927.

Pharr, C. *The Theodosian Code and Novels and the Sirmondian Constitutions.* Princeton, Princeton University Press, 1952.

Symmaque, Œuvre. Édition et traduction par J. P. Callu. Paris, Belles lettres, 1972-2009.

Zosime, Histoire nouvelle. Édition et traduction par F. Paschoud. Paris, Belles lettres, 1971-1989.

Travaux

Andersen, T. B. *Patrocinium. The concept of personal protection and dependence in the Later Roman Empire and the Early Middle Ages*. New York, Fordham University, 1974.

Ausbüttel, F. M. *Die Verwaltung des römischen Kaiserreiches, von der Herrschaft des Augustus bis zum Niedergang des Weströmischen Reiches*. Darmstadt, University Press, 1998.

Barnes, T. D. *Ammianus Marcellinus and the Representation of Historical Reality*. Ithaca, Cornell University Press, 1998.

Barnes, T. D. « The Career of Abinnaeus », *Phoenix*, vol. 39, no 4, 1985, p. 368-374.

Bradbury, S. « Libanius' Letters as Evidence for Travel and Epistolary Networks among Greek Elites in the Fourth Century », dans L. Ellis and F. L. Kidner (éds), *Travel, Communication and Geography in Late Antiquity*. Aldershot, Ashgate, 2004, p. 73-80.

Cabouret, B. « Correspondance et société dans l'empire romain tardif : Libanios au service de ses proches ». *Cahiers du GRHIS*, no 12, 2001, p. 15-27.

Cabouret, B. « La correspondance fait-elle peur au pouvoir? », dans R. Delmaire, J. Desmulliez et P.-L. Gatier (éds), *Correspondances. Documents pour l'histoire de l'Antiquité tardive*. Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 2009, p. 259-279.

Cannata, C. A. « Systématique et Dogmatique dans les *Commentarii Iuris Civilis* de Hugo Donellus », dans B. Schmidlin et A. Dufour (éds), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*. Bâle et Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 217-230.

Carrié, J.-M. « Patronage et propriété militaires au IV^e s. Objet rhétorique et objet réel du discours sur les patronages de Libanius », *Bulletin de correspondance hellénique*, vol. 100, 1978, p. 159-176.

Chastagnol, A. *Le Sénat romain à l'époque impériale: recherches sur la composition de l'Assemblée et le statut de ses membres*. Paris, Belles Lettres, 1992.

Chastagnol, A. « Les inscriptions africaines des préfets du prétoire de Constantin », dans A. Mastino (éd.), *L'Africa romana, Atti del III convegno di studio*. Sassari, Edizioni Gallizzi, 1986, p. 263-273.

Chastagnol, A. « Observations sur le consulat suffect et la préture du Bas-Empire », *Revue Historique*, no 219, 1958, p. 221-253.

Clauss, M. *Der magister officiorum in der Spätantike (4.-6. Jahrhundert). Das Amt und sein Einfluss auf die kaiserliche Politik*. Munich, C. H. Bech, 1980.

Collot, C. « La pratique et l'institution du *suffragium* au Bas-Empire ». *Revue historique de droit français et étranger*, vol. 43, 1965, p. 185-221.

Connolly, S. *Lives behind the Laws. The World of the Codex Hermogenianus*. Indianapolis, Indiana University Press, 2010.

Corcoran, S. *The Empire of the Tetrarchs. Imperial Pronouncements and Government AD 284-324*. Oxford, Clarendon Press, 2000² [1996].

Coskun, A. « Die Praefecti praesent(al)es und die Regionalisierung der Praetorianerpraefecturen im vierten Jahrhundert », *Millenium*, vol. 1, 2004, p. 279-328.

Cribiore, R. *Libanius the Sophist. Rhetoric, Reality, and Religion in the Fourth Century*. Ithaca, Cornell University Press, 2013.

Cribiore, R. *The School of Libanius in Late Antique Antioch*. Princeton, Princeton University Press, 2007.

de Ste. Croix, G. E. M. « *Suffragium*: From Vote to Patronage ». *British Journal of Sociology*, vol. 5, 1954, p. 33-48.

Delmaire, R. *Les institutions du Bas-Empire romain, de Constantin à Justinien, Vol. I, Les institutions civiles palatines*. Paris, Éditions du Cerf, 1995.

Delmaire, R. « Problèmes de dates et de destinataires dans quelques lois du Bas-Empire », *Latomus*, vol. 46, p. 829-840.

Demandt, A. *Der Fall Roms. Die Auflösung des römischen Reiches im Urteil der Nachwelt*. Munich, C. H. Beck, 2014² [1984].

Demandt, A. *Die Spätantike : römische Geschichte von Diocletian bis Justinian, 284-565 n. Chr.* München, C.H. Beck, 2007.

den Boeft, J. *et al. Philological and Historical Commentary on Ammianus Marcellinus XXII*. Leiden, Brill, 1995.

Deniaux, E. « De l'ambitio à l'ambitus. Les lieux de la propagande et de la corruption électorale à la fin de la République », dans *L'urbs : espace urbain et histoire (Ier s. ap. J.C.). Actes du colloque international organisé par la Centre national de la recherche scientifique et l'École française de Rome (Rome, 8-12 mai 1985)*. Paris, Bocard, 1987, p. 279-304

Dillon, J. N. *The Justice of Constantine. Law, Communication, and Control*. Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012.

Di Paola, L. « I curiales nella legislazione di Valentiniano e Valente », dans J.-J. Aubert et P. Blanchard (éds), *Droit, religion et société dans le « Code Théodosien » : troisièmes journées d'étude sur le « Code Théodosien » : Neuchâtel, 15-17 février 2007*. Neuchâtel, Librairie Droz S.A, 2009, p. 213-227.

Doneau, H. *Commentarii ad libros Codicis Iustiniani*. Florence, 1846 [1595].

Eck, W. *Die Verwaltung des römischen Reiches in der Hohen Kaiserzeit. Augewählte und erweiterte Beiträge*. Basel, 1995 (Band 1) et 1997 (Band 2).

Fascione, L. *Crimen e quaestio ambitus nell'età repubblicana. Contributo allo studio del diritto criminale repubblicano*. Milan, Giuffrè, 1984.

Fatio, O. « Genève au temps de Jacques Godefroy », dans B. Schmidlin et A. Dufour (éds), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*. Bâle et Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 19-26.

Feissel, D. « Vicaires et proconsuls d'Asie du IV^e siècle au VI^e siècle. Remarques sur l'administration du diocèse asianique au Bas-Empire », *Antiquité tardive*, vol. 6, 1998, p. 91-104.

Fögen, M.-T. *Die Entmachtung der Wahrsager*. Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1997.

Forlin Patrucco, M. « *Domus Divina Per Cappadociam* », *Rivista di filologia e di istruzione classica*, vol. 100, 1972, p. 328-333.

Gibbon, E. *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire*. London, Strahan & Cadell, 1782-1789.

Godefroy, J. *Commentarii ad Codicem Theodosiani*. Leipzig, Édition par J. D. Ritter, 1736.

Goffart, W. « Did Julian Combat Venal *suffragium*? A note on C. Th. 2.29.1 ». *Classical Philology*, vol. 65, 1970, p. 145-151.

Grelle, F. « La forma dell'Impero », dans A. Momigliano et A. Schiavone (éds), *Storia di Roma*, vol. 3: *L'Età tardoantica: Crisi e trasformazioni*. Torino, Einaudi, 1993, p. 69-82.

Gutsfeld, A. « Der Prätorianerpräfekt und der Kaiserliche Hof im 4. Jahrhundert n. Chr. », dans A. Winterling (éd.), *Comitatus. Beiträge zur Erforschung des spätantiken Kaiserhofes*. Berlin, Akademie Verlag, 1998, p. 75-102.

Haensch, R. « Das Statthalterarchiv », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Romanistische Abteilung*, vol. 100, 1992, p. 209-317.

Harries, J. *Law and Empire in Late Antiquity*. Cambridge, Harvard University Press, 1999.

Harries, J. « The Roman Imperial Quaestor from Constantine to Theodosius II », *The Journal of Roman Studies*, vol. 78, 1988, p. 148-172.

Hayashi, N. « Il *suffragium* dell'imperatore Giuliano e di Teodosio I », in *Atti del X Conv. Inter. Acc. Rom. Cost.* Napoli, 1995, p. 461-466.

Honoré, T. *Emperors and Lawyers*. Oxford, Clarendon Press, 1994² [1981].

Honoré, T. *Law in the Crisis of Empire, 379-455 A.D.: The Theodosian Dynasty and Its Quaestors*. Oxford, Clarendon Press, 1998.

Jacques, F. et J. Scheid. *Rome et l'intégration de l'empire (44 av. J.-C. - 260 ap. J.-C.). Tome I. Les structures de l'Empire romain*. Paris, PUF, 2010³ [1990].

Jones, A. H. M. « The Decline and Fall of the Roman Empire », *History*, vol. 40, 1955, p. 209-226.

Jones, A. H. M. *The Later Roman Empire, 284-602 : a Social Economic and Administrative Survey*. Oxford, Blackwell, 1964.

Jones, A. H. M. *The Prosopography of the Later Roman Empire*. Cambridge, Cambridge University Press, 1971-1992.

Jones, A. H. M. « The Roman Civil Service (Clerical and Sub-Clerical Grades) ». *Journal of Roman Studies*, vol. 39, 1949, p. 38-55.

Kahlos, M. *Vettius Agorius Praetextatus. A Senatorial Life in Between*. Rome, Institutum Romanum Finlandiae, 2002.

Kelly, C. *Ruling the later Roman Empire*. Cambridge, Harvard University Press, 2004.

Krause, J.-U. « Das spätantike Städtepatronat », *Chiron*, vol. 17, 1987, p. 1-87.

Krause, J.-U. *Spätantike Patronatsformen im Westen des Römischen Reiches*. München, C.H. Beck, 1987.

Lassère, J.-M. *Manuel d'épigraphie romaine*. Paris, Picard, 2011³ [2005]

Lendon, J. E. *Empire of Honour. The Art of Government in the Roman World*. Oxford, Clarendon Press, 1997.

Levy, E. *West Roman Vulgar Law. The Law of Property*. Philadelphia, American Philosophical Society, 1951.

Levy, E. *Weströmisches Vulgarrecht. Das Obligationenrecht*. Weimar, 1956.

Liebeschuetz, J. H. W. G. *Antioch: City and Imperial Administration in the Later Roman Empire*. Oxford, Clarendon Press, 1972.

Liebeschuetz, J. H. W. G. *Decline and Fall of the Roman City*. Oxford, Clarendon Press, 2001.

Liebs, D. « Ämterkauf und Ämterpatronage in der Spätantike: Propaganda und Sachzwang bei Julian dem Abtrünnigen », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, vol. 95, 1978, p. 158-186.

Lintott, A. « Electoral Bribery in the Roman Republic », *Journal of Roman Studies*, vol. 80, 1990, p. 1-16.

Lotz, A. *Der Magiekonflikt in der Spätantike*. Bonn, Habelt, 2005.

MacMullen, R. *Corruption and the Decline of Rome*. New Haven, Yale University Press, 1988.

Maraval, P. *Les fils de Constantin*. Paris CNRS, 2013.

Marcone, A. « La corruzione nella tarda antichità », *Rivista Storica Dell'antichità*, vol. 36, 2006, p. 115-127.

Matthews, J. F. *Laying Down the Law: A Study of the Theodosian Code*. New Haven, Yale University Press, 2000.

Matthews, J. F. « The Making of the Text », dans I. Wood et J. Harries (éds), *The Theodosian Code. Studies in the Imperial Law of Late Antiquity*. Bristol, Bristol Classical, 2010² [1993], p. 19-44.

Matthews, J. F. *The Roman Empire of Ammianus*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1989.

Matthews, J. F. *Western Aristocracies and Imperial Court, A.D. 364-425*. Oxford, Clarendon Press, 1975.

McDonnell, M. « *Ambitus* and Plautus' *Amphitruo* 65-81 », *American Journal of Philology*, vol. 107, 1986, p. 564-576.

McLynn, N. B. « Curials into Churchman: The case of Gregory Nazianzen », dans R. Lizzi-Testa (éd.), *Le trasformazioni delle élites in età tardoantica: atti del convegno internazionale, Perugia, 15-16 marzo 2004*. Roma, L'ERMA, 2006, p. 277-295.

Métivier, S. *La Cappadoce, IV^e-VI^e siècle: une histoire provinciale de l'empire romain d'Orient*. Paris, Publications de la Sorbonne, 2005

Migl, J. *Die Ordnung der Ämter: Prätorianerpräfektur und Vikariat in der Regionalverwaltung des Römischen Reiches von Konstantin bis zur Valentinianischen Dynastie*. Frankfurt, Peter Lang GmbH, 1994.

Millar, F. *The Emperor in the Roman World*. Ithaca, Cornell University Press, 1977.

Mitthof, F. « Remigius comes primi ordinis et praefectus Augustalis », *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik*, vol. 109, 1995, p. 113-118.

Monnier, H. « Études de droit byzantin », *Nouvelle Revue Historique de Droit Français et Étranger*, no 24, 1900, p. 37-107, 169-211, 285-337.

Nadig, P. *Ardet ambitus : Untersuchungen zum Phänomen der Wahlbestechungen in der römischen Republik*. Bern, P. Lang, 1997.

Palme, B. « Die officia der Statthalter in der Spätantike », *Antiquité Tardive*, vol. 7, 1999, p. 85-133.

Palme, B. « Praesides und correctores der Augustamnica », *Antiquité Tardive*, vol. 6, 1998, p. 123-135.

Pedersen, F. S. *Late Roman Public Professionalism*. Odense, Odense University Press, 1976.

Petit, P. *Les Étudiants de Libanius. Un professeur de faculté et ses élèves au Bas-Empire*. Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1957.

Petit, P. *Les fonctionnaires dans l'œuvre de Libanius. Analyse prosopographique*. Paris, Belles Lettres, 1994.

Petit, P. *Libanius et la vie municipale à Antioche au IV^e siècle après J.-C.* Paris, Paul Geuthner, 1955.

Petkoff, P. « Humanism, legal », dans R. E. Bjork (éd.), *The Oxford Dictionary of the Middle Ages. Volume 2 : C-J*. Oxford, Oxford University Press, p. 819.

Piano-Mortari, V. « L'humanisme juridique à Genève, des origines jusqu'à Jacques Godefroy », dans B. Schmidlin et A. Dufour (éds), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*. Bâle et Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 27-46.

Porena, P. *Le origini della prefettura del pretorio tardoantica*. Roma, L'«Erma» di Bretschneider, 2003.

Roda, S. « Polifunzionalità della Lettera Commendaticia : Teoria e Prassi nell'epistolario Simmachiano », dans F. Paschoud (éd.), *Colloque genevois sur Symmaque à l'occasion du mille six centième anniversaire du conflit de l'autel de la Victoire*. Paris, Belles Lettres, 1986, p. 177-202.

Salway, B. « The Praetorian Prefecture of Africa under Constantine: a Phantom? », dans M. Mayer Olivé, G. Baratta et A. Guzman Almagro (éds), *Acta XII Congressus internationalis epigraphiae Graecae et Latinae: Provinciae imperii Romani inscriptionibus descriptae*. Barcelone, Institut d'Estudis Catalans, 2007, p. 1281-1286.

Salzman, M. R. « Travel and Communication in *The Letters of Symmachus* », dans L. Ellis and F. L. Kidner (éds), *Travel, Communication and Geography in Late Antiquity*. Aldershot, Ashgate, 2004, p. 81-94.

Scharf, R. *Comites und comitiva primi ordinis*. Mainz, Akademie der Wissenschaften und der Literatur, 1994.

Schmidlin, B. « L'humaniste Jacques Godefroy à la recherche des sources juridiques », dans B. Schmidlin et A. Dufour (éds), *Jacques Godefroy (1587-1652) et l'Humanisme juridique à Genève. Actes du colloque Jacques Godefroy*. Bâle et Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 61-80.

Schuller, W. « Ambitus : einige neue Gesichtspunkte », *Hyperboreus*, vol. 6, 2000, p. 349-361.

Seeck, O. *Die Briefe des Libanios zeitlich geordnet*. Leipzig, J. C. Hinrichs, 1906.

Seeck, O. « Die Zeitfolge der Gesetze Constantins », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, vol. 10, no 1, 1889, p. 1-44, 177-252.

Seeck, O. *Regesten der Kaiser und Päpste für die Jahre 311 bis 476 n. Chr.: Vorarbeit zu einer Prosopographie der christlichen Kaiserzeit*. Stuttgart, J.B. Metzler, 1919.

Sirks, A. J. B. « The Sources of the Code », dans I. Wood et J. Harries (éds), *The Theodosian Code. Studies in the Imperial Law of Late Antiquity*. Bristol, Bristol Classical, 2010² [1993], p. 45-67.

Sirks, A. J. B. *The Theodosian Code. A Study*. Friedrichsdorf, Éditions Tortuga, 2007.

Slootjes, D. *The Governor and his Subjects in the Later Roman Empire*. Leiden, Brill, 2006.

Sogno, C. *Q. Aurelius Symmachus. A Political Biography*. Ann Arbor, University of Michigan Press, 2006.

Sogno, C. « Religious Identity and the Politics of Patronage: Symmachus and Augustine », *Historia*, vol. 56, p. 230-243.

Stauner, K. « Wandel und Kontinuität römischer Administrationspraxis im Spiegel des "Ordo Salutationis Commodorumque" des Statthalters von Numidien », *Tyche*, vol. 22, 2007, p. 151-188.

Teja, R. *Organizacion economica y social de Capadocia en el siglo IV, segun los Padres Capadocios*. Salamanca, University of Salamanca, 1974.

Vaahtera, Jyri. « The origin of Latin suffragium », *Glotta*, vol. 71, no 1-2, 1993, p. 66-80.

Van Hoof, L. « Libanius and the EU Presidency. Career Moves in the Autobiography », dans P.-L. Malosse et O. Lagacherie (éds), *Libanios. Le premier humaniste. Actes du colloque de Montpellier 18-20 mars 2010*. Salerno, Cardo, 2011, p. 193-206.

Veyne, P. « Clientèle et corruption au service de l'État : la vénalité des offices dans le Bas-Empire romain », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 36, 1981, p. 339-360.

Vogler, C. *Constance II et l'administration impériale*. Strasbourg, AECR, 1979.

Vogler, C. « La gestion administrative et financière des provinces du Bas-Empire romain », *L'Information Historique*, vol. 43, 1981, p. 193-206.

Vössing, K. « Merces, corruptio, ambitus und commendatio – zu Plinius, Brief 4,13 », dans V.Lica (éd.), *Historiae Diversitatis. FS für Vladimir Iliescu zum 80. Geb.* Galati, 2006, p. 97-109.

Wallace-Hadrill, A. *Patronage in Ancient Society*. New York, Routledge, 1989.

Wallinga, H. T. « Ambitus in the Roman Republic », *Revue internationale des droits de l'Antiquite*, vol. 41, 1994, p. 411-442.

Watson , T. W. *The Rhetoric of Corruption in Late Antiquity*. Thèse (Ph.D.), University of California (Riverside), 2010.

Whittow, M. « Ruling the Late Roman and Early Byzantine City : A Continuous History », *Past & Present*, vol. 129, 1990, p. 3-29

Wintjes, J. *Das Leben des Libanius*. Rahden, Verlag Marie Leidorf, 2005.

Annexes

I. Liste des empereurs de César à Julien (49 av. - 363 ap. J.-C.)³¹²

République

César	49 - 15 mars 44
-------	-----------------

Haut-Empire / Principat

Auguste	43 av. - 19 août 14 ap. J.-C.
Tibère	19 (?) août 14 - 16 mars 37
Caligula	18 mars 37 - 24 janvier 41
Claude	25 janvier 41 - 13 octobre 54
Néron	13 octobre 54 - 9 juin 68
Galba	9 juin 68 - 15 janvier 69
Othon	15 janvier - 17 avril 69
Vitellius	2 janvier / 19 avril - 20 décembre 69
Vespasien	1 ^{er} juillet 69 - 24 juin 79
Titus	24 juin 79 - 13 septembre 81
Domitien	14 septembre 81 - 18 septembre 96
Nerva	18 septembre 96 - 25 ou 28 janvier 98
Trajan	25/28 janvier 98 - 10 (?) août 117
Hadrien	11 août 117 - 10 juillet 138
Antonin le Pieux	10 juillet 138 - 7 mars 161
Marc Aurèle	7 mars 161 - 17 mars 180
Lucius	7 mars 161 - janvier ou février 169
Commode	27 novembre 176 - 31 décembre 192
Pertinax	1 ^{er} janvier - 28 mars 193
Didius Julianus	28 mars - 2 juin 193
Pescennius Niger	mi-avril 193 - fin mai 194
Clodius Albinus	195 - 19 février 197
Septime Sévère	9 avril 193 - 4 février 211
Caracalla	4 février - 6 ou 8 avril 217
Géta	fin 209 - décembre 211
Macrin	11 avril 217 - 8 juin 218
Élagabal	entre le 16 mai et le 8 juin 218 - 11 ou 13 mars 222
Sévère Alexandre	13 mars 222 - 21 mars 235

³¹² Adapté J.-M. Lassère, *Manuel d'épigraphie romaine*, Paris, Picard, 2011³ [2005], T. II, p. 997-1045.

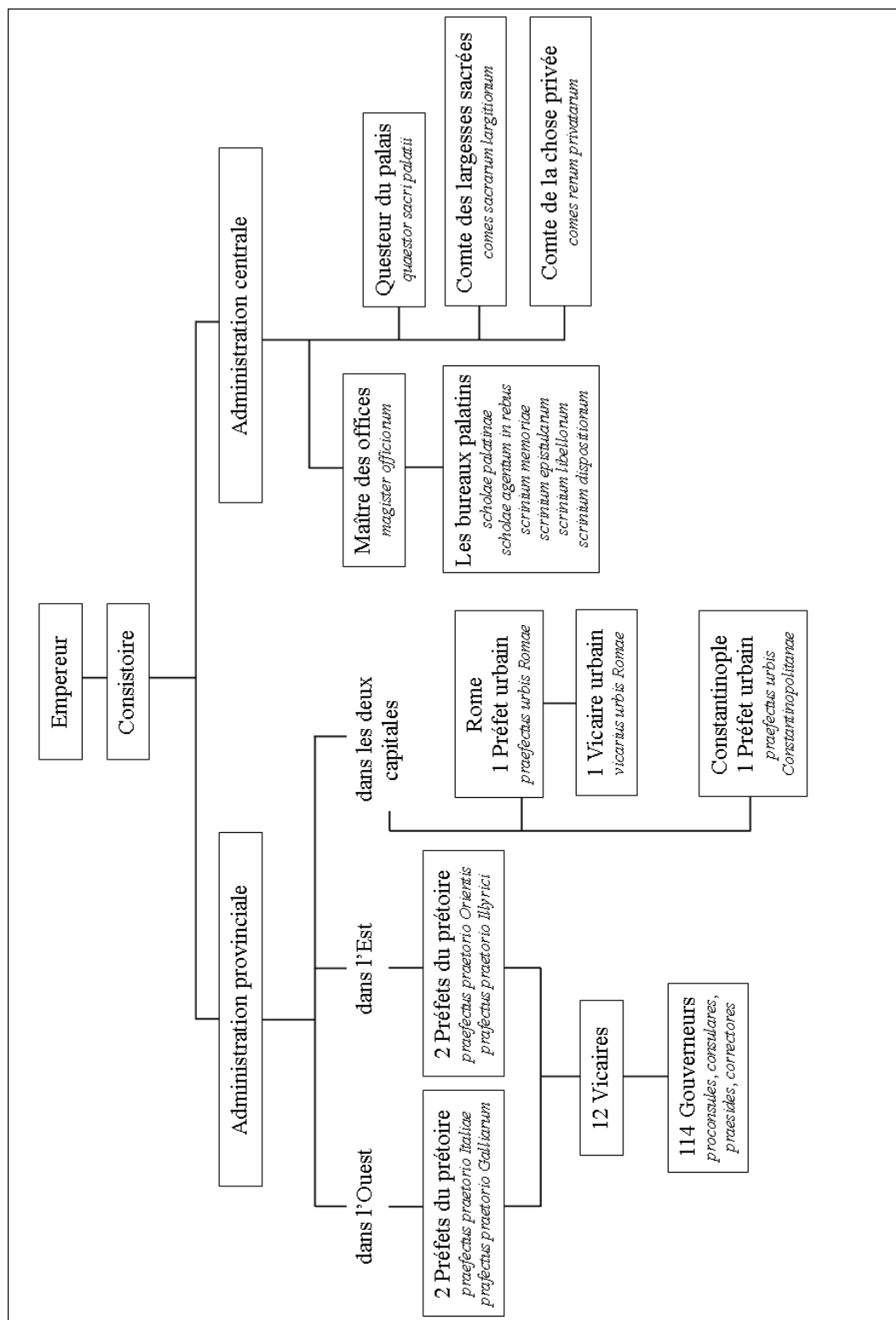
Crise du III^e siècle

Maximin le Thrace	25 (?) mars 235 - début de juin 238
Gordien I ^{er} et Gordien II	ont régné trois semaines en mars-avril 238
Balbin et Pupien	ont régné trois mois au printemps de 238
Gordien III	fin avril 238 - février 244
Philippe l'Arabe	13 janvier / 14 mars 244 - 16 octobre 249
Trajan Dèce	septembre 249 - juin 251
Trébonien Galle et Volusien	juin 251 - octobre 253
Émilien	juin / juillet - septembre 253
Valérien	août / septembre 253 - juin 260
Gallien	août / septembre 253 - été 268
Claude II le Gothique	septembre 268 - août 270
Aurélien	août 270 - octobre ou novembre 275
Tacite	septembre 275 - avril 276
Probus	juin 276 - août 282
Carus	août 282 - juillet 283
Carinus	printemps 283 - printemps / été 285
Numérien	juillet 283 - septembre à novembre 284

Bas-Empire / Antiquité tardive / Dominat

Dioclétien	20 novembre 284 - 1 ^{er} mai 305
Maximien	entre le 21 juillet et le début de décembre 285 - 1 ^{er} mai 305
Constance Chlore	1 ^{er} mars 293 - 25 juillet 306
Galère	1 ^{er} mars 293 - mai 311
Sévère	1 ^{er} mai 305 - avril 307
Maximin Daia	1 ^{er} mai 305 - août 313
Maxence	27 octobre 306 - 28 octobre 312
Domitius Alexander	308 - 310
Constantin	307 - 22 mai 337
Licinius	11 novembre 308 - 19 septembre 324
Licinius le Jeune	1 ^{er} mars 317 - septembre 324
Crispus	1 ^{er} mars 317 - mai 326
Constantin II	1 ^{er} mars 317 - printemps 340
Constance II	8 novembre 334 - 3 novembre 361
Constant	25 décembre 333 - après le 18 janvier 350
Dalmatius	18 septembre 335 - 337
Nepotianus	3 au 30 juin 350
Magnence	18 janvier 350 - 10 août 353
Julien	3 novembre 361 - 26 juin 363

II. Schéma de l'administration à l'époque de la *Notitia Dignitatum*



Adapté de A. Demandt, *Die Spätantike : römische Geschichte von Diocletian bis Justinian, 284-565 n. Chr.*, München, C.H. Beck, 2007.

III. Schéma de l'administration centrale durant l'Antiquité tardive

